



# Communiqué

Le 5 août 2011

## **TELUS présente ses résultats du deuxième trimestre de 2011**

***Les produits progressent de 6 %, le RPA augmente de 5 % et les flux de trésorerie disponibles augmentent de 20 %***

***L'adoption accélérée du téléphone intelligent et les ventes de Télé OPTIK dopent les produits des services de transmission de données***

**Vancouver, C.-B.** – TELUS Corporation a déclaré pour le deuxième trimestre de 2011 des produits de 2,55 G\$, une hausse de 6,4 % en glissement annuel. Cette augmentation résulte d'une croissance de près de 10 % des produits des services mobiles et d'une croissance de 3 % des produits du secteur filaire, toutes deux attribuables à une forte progression des produits des services de transmission de données.

Au cours du trimestre, la société a inscrit 94 000 nouveaux abonnés aux services mobiles. L'adoption du téléphone intelligent a continué de s'accélérer, entraînant un bond de 49 % des produits des services de transmission de données mobiles, ce qui a plus que contrebalancé le recul des produits des services de transmission de la voix et accru le produit moyen par appareil d'abonné (PMAA) des services mobiles de 2,5 %. Il s'agit du troisième trimestre consécutif de croissance du PMAA en glissement annuel. Dans le secteur des services filaires, la société a ajouté 46 000 abonnés au service TELUS TV, franchissant la marque des 400 000 abonnés. Combiné à l'ajout de 13 000 nouveaux abonnés à Internet haute vitesse mobile, ce rendement a contribué à une croissance de 14 % des produits des services de transmission de données du secteur filaire.

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé du deuxième trimestre, de 950 M\$, a progressé de près de 3 % par suite de la croissance des produits, atténuée par les coûts accrus engagés pour l'acquisition et la fidélisation des clients des services mobiles et appuyer la croissance de Télé OPTIK.

Favorisés par des coûts de financement moindres, le résultat net et le résultat par action (RPA) déclarés au deuxième trimestre se sont chiffrés à 324 M\$ et 0,99 \$, ce qui représente respectivement des gains de 7,3 % et de 5,3 % sur douze mois. Le résultat net et le RPA déclarés comprenaient des ajustements favorables liés à l'impôt sur le résultat de 11 M\$, ou de 0,03 \$ par action, pour le trimestre à l'étude et de 10 M\$, ou de 0,03 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie disponibles au cours de ce trimestre ont augmenté de 20 %, s'établissant à 286 M\$, principalement en raison des paiements d'intérêts moindres, des cotisations moins importantes aux régimes à prestations déterminées et du BAIIA plus élevé, en partie contrebalancés par des dépenses en immobilisations accrues.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	Trimestres clos les		Variation en %
	2011	30 juin 2010	
Produits opérationnels	<b>2 554</b>	2 400	6,4
Charges opérationnelles avant amortissement	<b>1 604</b>	1 475	8,7
BAIIA <sup>1</sup>	<b>950</b>	925	2,7
Résultat net <sup>2</sup>	<b>324</b>	302	7,3
Résultat par action (RPA), de base <sup>2</sup>	<b>0,99</b>	0,94	5,3
Dépenses en immobilisations	<b>456</b>	397	14,9
Flux de trésorerie disponibles <sup>3</sup>	<b>286</b>	239	19,7
Total des connexions clients (en millions) <sup>4</sup>	<b>12,43</b>	11,98	3,8

<sup>1</sup> Bénéfice avant les intérêts, les impôts et l'amortissement (« BAIIA »). Voir la section 11.1 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2011.

<sup>2</sup> Le résultat net et le RPA du deuxième trimestre de 2011 tiennent compte d'ajustements favorables liés à l'impôt de 11 M\$, ou de 0,03 \$ par action, comparativement à 10 M\$, ou de 0,03 \$ par action, respectivement, pour la période correspondante de 2010.

<sup>3</sup> Pour obtenir une définition, voir la section 11.2 du rapport de gestion du deuxième trimestre de 2011.

<sup>4</sup> Total des abonnés aux services mobiles, des lignes d'accès au réseau, des clients du service Internet et des abonnés du service TELUS TV (service de télévision par IP et service de télévision par satellite).

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS a déclaré : « Les excellents résultats enregistrés par TELUS au deuxième trimestre ont été clairement attestés par les solides paramètres opérationnels que nous avons générés dans nos activités filaires et sans fil à large bande. L'ajout important de 92 000 nouveaux abonnés aux services mobiles postpayés témoigne du niveau record des ventes de téléphones intelligents. Il faut souligner que le taux de pénétration des téléphones intelligents de TELUS dans notre clientèle d'abonnés aux services postpayés est de 42 % et continue de croître, stimulant la croissance des produits des services de transmission de données sans fil de 49 % et une hausse des produits moyens par client, croissance qui s'accompagne d'un taux supérieur de fidélisation et de conservation de la clientèle. »

M. Entwistle a ajouté : « De même, les activités du secteur sans fil à large bande de TELUS ont affiché un rendement opérationnel solide et soutenu et une croissance de 14 % des produits tirés de la transmission de données ce trimestre. Cette croissance est soutenue par un nombre important de nouveaux abonnés, soit 59 000 sur une base combinée, aux services de TELUS TV et d'Internet haute vitesse, une hausse de 84 % sur douze mois. Il est important de noter que la clientèle de TELUS TV a dépassé les 400 000 clients ce trimestre tandis que nos activités de transmission de la voix ont produit le taux le plus faible en cinq ans de pertes de lignes de services aux consommateurs. »

M. Entwistle a ajouté : « La croissance du bénéfice net de 7 % et la croissance des flux de trésorerie disponibles de 20 % ce trimestre nous permettent de déclarer un dividende trimestriel de 55 cents. C'est un dividende plus élevé de 10 % par rapport à celui d'il y a un an et qui correspond au modèle de croissance des dividendes de TELUS. Notre stratégie qui a consisté pendant les 11 dernières années à concentrer nos efforts sur la croissance des services mobiles et de transmission des données continue de maintenir TELUS dans une position favorable comme l'indiquent clairement ces derniers résultats et nos prévisions annuelles mises à jour pour 2011 publiés aujourd'hui. »

Robert McFarlane, vice-président à la direction et chef des services financiers de TELUS a déclaré : « Sur une période de 18 mois, TELUS a conclu avec succès trois émissions obligataires totalisant 2,6 G\$ remboursant sa dette en dollars américains échéant en juin 2011 qui était assortie d'un taux d'intérêt de 8,5 %. Grâce aux nouvelles émissions obligataires à long terme portant intérêt à 5,05 % et plus récemment en mai à 3,65 % et à des taux encore plus bas sur du papier commercial, TELUS s'attend à bénéficier de charges de financement plus faibles au cours des prochains trimestres. »

Compte tenu des bons résultats réels obtenus par TELUS depuis le début de l'exercice et de ses attentes pour le reste de 2011, la société modifie ses objectifs initiaux pour 2011 publiés en décembre dernier. La prévision pour les produits consolidés est augmentée de 200 M\$ à 300 M\$ en se fondant sur les hausses des secteurs filaire et sans fil. En outre, les dépenses en immobilisations prévues sont augmentées d'environ 1,7 G\$ à environ 1,8 G\$, compte tenu surtout d'une augmentation des investissements au cours du présent exercice dans le réseau urbain de nouvelle génération fondé sur la technologie d'évolution à long terme (LTE). Veuillez vous reporter à la section 9 du rapport de gestion pour obtenir des renseignements à jour sur les prévisions, la situation et les hypothèses.

*Le présent communiqué contient des énoncés au sujet de futurs événements et résultats financiers et opérationnels prévus par TELUS qui sont de nature prospective. Par nature, ces énoncés prospectifs obligent la société à formuler des hypothèses et des prévisions et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque important que les énoncés prospectifs ne soient pas exacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont formulés dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est publié sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les prévisions pour 2011), des réserves et des facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2010 et dans les rapports des premier et deuxième trimestres de 2011. Sauf si des lois l'y obligent, TELUS décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de modifier ses énoncés prospectifs et TELUS se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa seule discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses cibles et prévisions annuelles.*

## **FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES**

### **Services mobiles de TELUS**

- Les produits externes tirés des services mobiles se sont établis à 1,33 G\$ au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 117 M\$, ou de 9,6 %, comparativement à la même période il y a un an, grâce à une hausse de 5,9 % du nombre d'abonnés et à la progression des produits moyens par client.
- La croissance des produits tirés des services de transmission de données a poursuivi son accélération, augmentant de 132 M\$, ou de 49 %, pour s'établir à 402 M\$ ce trimestre, alors que le PMAA tiré des services de transmission de données a crû de 5,45 \$, ou de 39 %, passant à 19,25 \$. Ces hausses sont attribuables à l'adoption accélérée des téléphones intelligents et des forfaits de données connexes, aux ventes accrues d'appareils Internet mobiles et de tablettes, ainsi qu'à la hausse des produits tirés de l'itinérance.
- Le PMAA combiné par mois a progressé de 1,41 \$, ou de 2,5 %, pour s'élever à 58,88 \$, alors que la croissance des produits des services de transmission de données a atténué la baisse des produits des services de transmission de la voix. Il s'agit du troisième trimestre consécutif de croissance en glissement annuel du PMAA.
- Les 94 000 nouveaux abonnés nets aux services mobiles comprenaient 92 000 abonnés aux services postpayés. Le nombre de nouveaux abonnés nets a reculé de 24 % par rapport à

l'exercice précédent, ce qui reflète la perte d'un contrat avec le gouvernement fédéral au profit d'un concurrent – d'où quelque 32 000 désactivations d'abonnés nets aux services postpayés durant le trimestre.

- Les téléphones intelligents ont représenté 61 % des nouveaux abonnés bruts aux services postpayés au deuxième trimestre, contre 30 % l'an dernier. Les abonnés aux services liés aux téléphones intelligents comptent maintenant pour 42 % du nombre total d'abonnés aux services postpayés, comparativement à 25 % il y a un an.
- Le coût d'acquisition par ajout brut d'abonné s'est élevé à 370 \$, une hausse de 8,2 % sur douze mois attribuable au financement accru par appareil découlant des ventes plus importantes de téléphones intelligents et de la dynamique concurrentielle.
- Les coûts de rétention ont augmenté de 31 %, à 149 M\$, ce qui s'explique principalement par la progression des volumes de rétention et par la hausse des coûts de financement de l'équipement associée au nombre accru de clients qui passent aux téléphones intelligents à coût plus élevé.
- Le taux de désabonnement mensuel combiné a augmenté de 22 points de base en glissement annuel pour se fixer à 1,67 %, ce qui reflète la perte du contrat avec le gouvernement fédéral, lequel contribuait pour 16 points de base, ainsi qu'un nombre accru de concurrents et un plus grand nombre de promotions sur les prix.
- Le BAIIA tiré des services mobiles a atteint 565 M\$, en hausse de 45 M\$, ou de 8,7 %. La marge du BAIIA est restée stable à 42 %.
- Les flux de trésorerie simples (BAIIA moins les dépenses en immobilisations) ont augmenté de 37 M\$, s'établissant à 458 M\$ pour le trimestre en raison de la croissance du BAIIA, augmentation partiellement contrebalancée par une légère hausse des dépenses en immobilisations.

### **Services filaires de TELUS**

- Les produits externes tirés des services filaires se sont établis à 1,22 G\$ au deuxième trimestre de 2011, soit 37 M\$, ou 3,1 %, de plus qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à la croissance des produits tirés des services de transmission de données et de l'équipement, en partie contrebalancée par le fléchissement continu des produits tirés des services locaux et interurbains.
- Les produits liés aux services de transmission de données et de l'équipement ont augmenté de 78 M\$, ou de 14 %, soutenus par la croissance des services Internet et des services de transmission de données améliorés, par la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV, par l'augmentation des ventes d'équipement de transmission de données, ainsi que par les produits nouvellement consolidés tirés des services gérés à l'intention du marché des affaires.
- Le nombre de nouveaux abonnés au service TELUS TV, soit 46 000, a progressé de 59 % par rapport à la période comparable de l'exercice précédent, grâce au succès de la marque Télé OPTIK, aux capacités d'installation accrues, aux caractéristiques améliorées et à la couverture élargie du service. Le nombre d'abonnés au service TELUS TV, soit 403 000, a progressé de 77 % en glissement annuel.
- Le nombre net de nouveaux abonnés au service Internet à haute vitesse OPTIK s'est établi à 13 000, soit 10 000 de plus qu'il y a un an, grâce à l'effet d'entraînement des ventes du service Télé OPTIK, ainsi qu'à l'expansion soutenue des services à large bande.
- Le nombre total de lignes d'accès au réseau a atteint 3,68 millions, en baisse de 4,2 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui est le fait de la concurrence et du remplacement par les services mobiles. En glissement annuel, il y a eu 20 000 pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau en moins, celles-ci s'établissant à 31 000, grâce à l'effet d'entraînement positif de l'offre de services groupés avec le service Télé OPTIK. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau a augmenté de 7 000 en raison de l'augmentation des lignes réservées aux services de gros.
- Le BAIIA lié aux services filaires s'est établi à 385 M\$, un recul de 20 M\$, ou de 4,9 %, imputable aux reculs permanents des services traditionnels de transmission de la voix à marge plus élevée qui n'ont pas été entièrement atténués par la croissance des services de transmission de données à marge moins élevée. Les marges du BAIIA liées aux services filaires se sont établies à 30,5 %, contre 33 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

- Les flux de trésorerie simples ont reculé de 71 M\$, se chiffrant à 36 M\$, en raison d'une hausse de 51 M\$ des dépenses en immobilisations et d'un BAIIA moindre.

## **FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE**

### **Le gouvernement de l'Ontario prolonge le contrat de TELUS de gestion du réseau de télécommunications à l'échelle de la province**

En mai, TELUS a consolidé sa relation avec le gouvernement de l'Ontario en obtenant une prolongation de cinq ans de son contrat initial avec le ministère des Services gouvernementaux de 2006 pour la gestion et l'approvisionnement de ses services de télécommunications. Aux termes du contrat, TELUS continuera de fournir au gouvernement de l'Ontario des services entièrement gérés, notamment les composants réseau et une gamme de solutions de sécurité des TI de premier ordre qui reconnaît l'importance de la sécurité de l'information pour le secteur public et les citoyens de l'Ontario.

### **TELUS émet pour 600 M\$ en billets à long terme**

En mai, TELUS a mené à bien une émission publique de billets de 5 ans de 3,65 % libellés en dollars canadiens, opération qui lui a permis de recueillir 600 M\$. Le produit net tiré des nouvelles obligations, conjugué à une émission de papier commercial, a été utilisé pour rembourser le reste des billets de 8 % de TELUS émis le 1<sup>er</sup> juin 2011 et libellés en dollars américains et les intérêts courus, ainsi que les swaps de taux d'intérêt en devises connexes. Il s'agissait de la dernière de trois tranches de refinancement de ces billets, entreprises en décembre 2009, permettant de réduire les futurs coûts de financement annuels de TELUS.

### **TELUS construira un centre de données Internet intelligent à Rimouski, au Québec**

En mai, TELUS a annoncé la construction d'un nouveau centre de données Internet intelligent conçu selon la classification *Tier III*\* de 65 M\$ à Rimouski. Le nouvel édifice écologique, le tout premier centre de données Internet de TELUS construit selon les normes LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) Or, permettra d'améliorer les services de gestion des TI offerts par TELUS aux entreprises du Québec, du reste du Canada et du monde entier. Le projet vient confirmer le statut de chef de file qu'occupe TELUS à titre de plus grande entreprise en hébergement géré au Canada, selon un récent rapport de la firme de recherche NBI/Michael Sone Associates. Les nouvelles installations marqueront un tournant stratégique pour le déploiement de la prochaine génération de solutions infonuagiques et de communications unifiées. TELUS vise à dynamiser la compétitivité de sa clientèle en lui offrant des solutions gérées de pointe et des infrastructures TI de classe mondiale pour qu'elle puisse concentrer ses efforts sur ses activités essentielles.

\* Selon le système de classement du Uptime Institute, une mesure reconnue mondialement qui permet d'évaluer la fiabilité des centres de données.

### **Ratification d'une nouvelle convention collective**

En juin, les membres du Syndicat des travailleurs en télécommunications (TWU) ont accepté une nouvelle convention collective négociée visant quelque 11 500 employés de TELUS à l'échelle nationale. L'entente, entrée en vigueur le 9 juin, expirera le 31 décembre 2015.

L'entente prévoit notamment des hausses salariales concurrentielles de 1,5 % le 1<sup>er</sup> juillet 2011, de 2,0 % les 1<sup>er</sup> juillet 2012, 2013 et 2014, et de 2,5 % le 1<sup>er</sup> juillet 2015. Une clause de protection contre la hausse du coût de la vie est prévue au cas où l'inflation serait supérieure à 3 % en 2014. L'entente comporte des modifications des processus d'établissement des horaires qui améliorent l'efficacité des activités de dotation pour mieux répondre aux besoins des clients. Une entente sur deux programmes de travail à domicile – un programme de télétravail et le programme Styles de

travail – continue de témoigner du parti pris de TELUS en faveur de pratiques de ressources humaines novatrices de premier plan.

### **Stockwell Day nommé au conseil d'administration de TELUS**

TELUS est heureuse d'annoncer la nomination de Stockwell Day à son conseil d'administration. Cette nomination s'inscrit dans le programme permanent de la société visant à consolider le conseil d'administration grâce au large éventail d'expériences de ses membres hautement compétents, provenant de toutes les régions du pays. M. Day, qui a siégé aux paliers municipal, provincial et fédéral du gouvernement pendant plus de 25 années, fera profiter le conseil d'administration de TELUS de ses connaissances étendues et de sa vaste expérience. Siégeant au comité de vérification du conseil d'administration, il mettra à profit sa connaissance approfondie des économies nationales et de l'Ouest canadien. M. Day partage l'engagement de TELUS à soutenir les collectivités locales et contribuera à promouvoir la philosophie de TELUS - *nous donnons où nous vivons*.

### **Telus propose de nouvelles modalités de propriété plus conviviales à l'égard des appareils mobiles**

En juin, TELUS a franchi une autre étape importante dans le cadre de son engagement visant à rendre plus conviviale l'expérience des clients canadiens abonnés aux services mobiles en simplifiant encore davantage la propriété des appareils et en éliminant les frais de résiliation élevés.

Le nouveau programme amélioré de propriété des appareils de TELUS permet aux consommateurs et aux clients d'affaires de voir la différence entre ce qu'ils ont déboursé pour leur appareil dans le cadre d'un contrat à terme et le coût qu'ils auraient à déboursier sans entente de service. Le solde du prix de l'appareil est indiqué sur leur facture mensuelle et diminue chaque mois jusqu'à l'expiration de leur entente de service. Les clients peuvent désormais en tout temps remplacer leur appareil par un modèle plus récent au prix payé par les nouveaux clients simplement en acquittant le solde impayé de leur appareil. Les clients souhaitant résilier leur abonnement avec TELUS n'ont plus à payer de frais de résiliation coûteux : il suffit de régler le solde du prix de l'appareil et de modestes frais de fermeture de compte de 50 \$ (à l'exception du Québec).

### **TELUS réduit les tarifs d'itinérance mondiale jusqu'à 60 %**

Juste à temps pour le début de la saison des déplacements estivaux, TELUS a réduit ses tarifs de transmission de la voix et de données en itinérance jusqu'à 60 %, et ce, sans achat minimal. Grâce à la nouvelle tarification d'itinérance mondiale claire et nette de TELUS, tous les clients profitent des mêmes tarifs d'itinérance avantageux lorsqu'ils voyagent dans plus de 200 pays. Ils n'ont plus à se procurer des ensembles ou des forfaits distincts, ce qui leur permet d'utiliser les services mobiles de TELUS et d'avoir l'esprit en paix grâce aux services d'itinérance à l'extérieur du Canada.

### **Skype et TELUS offrent la meilleure expérience client aux utilisateurs de Skype mobile**

En juin, TELUS et Skype ont annoncé avoir conclu une entente qui révolutionnera la façon dont les clients de téléphones intelligents de TELUS utilisent Skype. Ils peuvent désormais se procurer des crédits Skype à partir de leur compte TELUS existant afin de rester en contact de manière facile et sécuritaire avec leurs amis et famille tant au Canada qu'à l'étranger, tout en profitant des tarifs d'appel abordables de Skype. De plus, TELUS a également lancé en juillet le tout premier téléphone intelligent doté de Skype sur le marché canadien, le Skype edition LG Optimus Black.

### **Rdio et TELUS s'associent pour hisser l'expérience de musique sociale au prochain niveau**

TELUS et Rdio ont annoncé leur intention de conclure un accord qui permettra aux clients abonnés aux services pour téléphones intelligents de TELUS d'avoir accès à Rdio, service de musique sociale sur demande illimité, par l'intermédiaire de leur compte TELUS existant. Rdio,

fondé par les créateurs de Skype, est le premier service au Canada à proposer la découverte de la musique sociale à partir d'appareils mobiles, et offre aux utilisateurs, partout et en tout temps, un accès à un répertoire de plus de dix millions de chansons, répertoire qui grandit sans cesse. La facturation directe offrira aux clients de TELUS une façon sûre, pratique et facile de s'abonner à Rdio et d'écouter et de partager leur musique durant leurs déplacements.

### **TELUS lance Le Bureau TELUS pour les PME**

En mai, TELUS a annoncé le lancement d'une solution de communication économique de bout en bout conçue spécialement pour les petites et moyennes entreprises. Le Bureau TELUS, gamme complète de produits et de services, offre aux clients un système de communications à la fois facile à gérer et abordable. Élaborée en collaboration avec Cisco, cette gamme comprend la technologie Communications Unifiées de Cisco, qui est conçue sur mesure pour les entreprises comptant moins de 100 employés.

### **Le BC Lions et TELUS établissent un partenariat pluriannuel**

En juillet, le club de football BC Lions a annoncé que TELUS était devenu le principal partenaire et fournisseur officiel de services Internet, télévisuels et mobiles du club par suite de la conclusion d'une entente pluriannuelle. TELUS lancera la première application mobile de pointe de l'équipe plus tard au cours de la saison. En tirant profit de toute la puissance des téléphones intelligents et des tablettes, les amateurs pourront rester en contact avec les Lions comme jamais auparavant, peu importe où ils se trouvent, que ce soit dans les gradins, en déplacement ou à la maison pendant un match.

### **TELUS signe une entente de partenariat en vue d'établir un centre d'innovation en infonuagique d'entreprise**

Huawei, TELUS et l'Université Carleton ont signé une entente de 1,4 M\$ en juin en vue de l'établissement d'un laboratoire de recherche en infonuagique d'entreprise. Aménagé dans le nouvel immeuble de génie Canal de l'Université Carleton, le Huawei-TELUS Innovation Centre for Enterprise Cloud Services (centre Huawei-TELUS d'innovation en infonuagique d'entreprise) permettra aux étudiants, aux professeurs et à l'industrie d'étudier des problèmes concrets touchant l'infonuagique, notamment sur le plan de la sécurité et du rendement.

Le laboratoire servira à aiguïser l'intérêt des étudiants pour l'infonuagique, en mettant à leur disposition de l'équipement de Huawei branché sur des services de TELUS pour les travaux qu'ils ont à exécuter dans le cadre de leurs cours, leur projet de dernière année d'études et la recherche aux cycles supérieurs. Le laboratoire relèvera d'un comité de supervision dirigé par des représentants de Huawei, de TELUS et de l'Université Carleton.

### **Génération INC., propulsée par TELUS**

L'émission de télévision d'affaires Génération INC., propulsée par TELUS, est devenue tellement populaire durant sa première saison en 2010 qu'une deuxième saison est prévue. Génération INC. présente 12 entreprises des quatre coins du Québec recevant la visite d'experts multidisciplinaires qui leur proposent des solutions afin de libérer leur plein potentiel. En plus d'être une émission de télévision d'affaires populaire, Génération INC. est une plateforme Web poussée dont la mission est de stimuler l'entrepreneuriat au Québec. Le processus de recrutement suscite tellement d'enthousiasme au sein du marché des PME au Québec que plus de 500 entreprises ont soumis une demande pour participer à l'émission. La deuxième saison sera diffusée cet automne sur les ondes de V.

### **Le programme Parlons-nous de TELUS reconnu le meilleur de la catégorie du prix « Voice of the Customer »**

En juin, le programme Parlons-nous a été reconnu le meilleur de sa catégorie et a valu à TELUS le prix « Voice of the Customer » soulignant l'excellence et l'originalité des moyens d'échange avec la clientèle. Selon Chad McDaniel, président d'Execs in the Know, le programme Parlons-nous de TELUS a été sélectionné parce qu'il favorise les échanges fructueux avec les clients et permet de

rehausser l'expérience client dans sa globalité à chaque interaction entre un client et TELUS. Parlonsnous.com, le carrefour des médias sociaux de TELUS, diffuse de précieux renseignements provenant d'experts de l'industrie et d'exploitants de petites et moyennes entreprises sur les dernières nouveautés et tendances technologiques. Le site encourage aussi les échanges entre clients par l'affichage de billets quotidiens et la diffusion de publicité le faisant connaître sur Twitter et sur telus.com.

### **TELUS, Black's et Caya ont reçu trois prix de commerce de détail du Conseil canadien du commerce**

TELUS a reçu trois des huit prix du Conseil canadien du commerce de détail cette année. TELUS a reçu le prix d'entraide communautaire pour son importante campagne Passez au rose. Grâce au soutien des clients de TELUS, des membres de l'équipe et du public, cette campagne a permis d'amasser près de 2,5 M\$ pour acheter des appareils de mammographie numérique pour des hôpitaux à l'échelle du Canada.

Black's a remporté le prix de commerce électronique pour son site Web novateur qui permet aux clients de saisir, d'imprimer, de partager et de stocker des photos numériques et d'acheter des appareils photo, des cadres et autres articles.

Caya, une expérience de détail très tendance propulsée par TELUS et Black's, a remporté le prix de design de magasin de détail, très convoité, en encourageant ses clients à « venir tels qu'ils sont » dans trois nouveaux magasins au centre-ville de Vancouver dont le concept repose sur le style de vie. Caya étend la riche portée de TELUS en matière de stratégies axées sur la communauté, la diversité et l'intégration sur le marché grâce à une nouvelle marque, une nouvelle attitude et une nouvelle conception de magasin primée sophistiquées.

Le Conseil canadien du commerce de détail est une association sans but lucratif subventionnée par l'industrie représentant plus de 43 000 magasins de tous types de vente au détail partout au pays. Il est un représentant de l'industrie canadienne du détail et collabore avec tous les paliers de gouvernement ainsi qu'avec d'autres intervenants.

### **TELUS reconnue pour son leadership en matière de planification d'urgence**

En juin, TELUS a accepté le prix Excellence 2011 remis par DRI Canada (Disaster Recovery Institute), le principal organisme au Canada de gestion de la continuité des opérations et de certification. Ce prix récompense les organisations canadiennes qui ont atteint un certain niveau d'excellence en matière de gestion de la continuité, de reprise technologique et de gestion de crise. TELUS confie exclusivement la continuité des affaires à l'équipe Continuité des affaires pour l'ensemble de l'entreprise. Au fil des ans, cette équipe a élargi son mandat en relevant de nouveaux défis et en intégrant de façon plus complète la planification d'urgence dans les activités de TELUS.

### **TELUS reconnue pour sa responsabilité sociale**

En juin, TELUS a été nommée parmi les 50 grandes entreprises les plus socialement responsables au Canada par Jantzi-Sustainalytics et parmi les 50 premières entreprises citoyennes au Canada par Corporate Knights. Ces deux classements sont établis en fonction du rendement des entreprises canadiennes en matière de gouvernance, de responsabilité sociale et de protection de l'environnement. Le groupe Jantzi-Sustainalytics récompense les entreprises qui offrent un excellent rendement dans des secteurs tels que les initiatives environnementales, le soutien aux collectivités, la façon de traiter les employés et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Selon les dires de l'éditorialiste en chef de Corporate Knights, le programme de récompenses de la revue qui visait initialement à souligner la responsabilité sociale des entreprises a évolué et comprend maintenant l'objectif de récompenser les entreprises participant à un capitalisme propre qui recherchent le profit, mais favorisent également la prospérité sur les plans sociaux et environnementaux.



En 2011, TELUS a annoncé une nouvelle stratégie en matière de changement climatique, élaboré un plan de gestion des déchets à l'échelle de l'entreprise, opté pour du papier à imprimer contenant 30 % de papier recyclé postconsommation, atteint le niveau A de l'Initiative mondiale d'élaboration de rapports (GRI) et poursuivi ses efforts en vue d'améliorer la transparence des communications financières de l'entreprise. En 2010, TELUS a également adhéré au Pacte mondial des Nations Unies et à ses 10 principes universellement acceptés touchant les droits de la personne, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. Le premier rapport de communication des progrès de la société a récemment été affiché sur le site Web du Pacte mondial des Nations Unies.

### **Le chef des services technologiques de TELUS reconnu parmi les 50 personnes les plus influentes en Alberta**

En juin, le chef des services technologiques de TELUS, Ibrahim Gedeon, a été reconnu en tant que l'une des 50 personnes les plus influentes en Alberta en 2011 par le magazine Alberta Venture. Sur la liste figuraient les noms de personnes qui, grâce à leurs réalisations professionnelles et personnelles, ont eu une influence positive sur le paysage politique, économique et culturel de l'Alberta. Les personnes figurant sur la liste de 2011 sont issues de milieux et de secteurs diversifiés, mais elles ont toutes une chose en commun : elles incitent les autres à suivre leur exemple, à s'engager et à changer les choses. En tant que chef des services technologiques de TELUS, M. Gedeon a pour responsabilité de visualiser la stratégie et l'architecture de la technologie, des réseaux et des services de l'entreprise. Les nombreux prix qu'il a reçus au Canada et à l'étranger soulignent ses compétences reconnues en tant que chef de file en matière de technologies.

### **La Journée du bénévolat de TELUS fait une différence dans nos collectivités**

La sixième Journée du bénévolat de TELUS annuelle a eu lieu le 28 mai alors que 11 000 membres de l'équipe et retraités de TELUS, accompagnés de leur famille et de leurs amis, se sont regroupés pour donner un coup de main aux collectivités locales et aux citoyens dans le besoin. Dans le cadre de la Journée du bénévolat de TELUS, les bénévoles ont pris part à 300 activités organisées dans 34 régions partout au Canada, notamment :

- trier des denrées dans des banques alimentaires régionales;
- cuisiner et servir des repas pour des personnes dans le besoin;
- planter des arbres et des arbustes dans des parcs et des jardins;
- préparer des rubans roses pour la Fondation canadienne du cancer du sein.

### **TELUS a aidé les résidents de Slave Lake pendant un incendie dévastateur**

Un feu de forêt majeur a gagné Slave Lake, en Alberta, au cours de la nuit du 15 mai détruisant 30 % de la ville d'après les estimations, dont les bâtiments principaux comme celui du service de police et l'Hôtel de Ville. Grâce au service d'incendie de Slave Lake, tout au long de cette situation d'urgence, les réseaux filaires et sans fil de TELUS ont continué de fonctionner dans la communauté et dans les environs. Le Comité de gestion des opérations d'urgence (CGOU) de TELUS a été activé et a travaillé 24 h sur 24 pour gérer la situation. TELUS a travaillé avec les services d'urgence sur le terrain pour qu'ils disposent de services de communications suffisants. La société a immédiatement offert des services d'appels mobiles interurbains gratuits à tous les résidents de la communauté et, par l'intermédiaire de son détaillant à Slave Lake, a fourni des appareils mobiles temporaires gratuits à tous les clients qui avaient perdu leur maison.

### **Le tournoi Skins mondial TELUS de retour au Fairmont Banff Springs, en Alberta**

Cinq ans après avoir accueilli l'un des tournois les plus réussis de l'histoire des Skins, le Fairmont Banff Springs a de nouveau accueilli les meilleurs golfeurs au monde au tournoi Skins mondial TELUS. Cette année, les athlètes de Nike Golf, Stephen Ames, Jhonattan Vegas, Lucas Glover, Anthony Kim et Paul Casey participeront à l'événement qui aura lieu les 25 et 26 juillet. Dans le cadre de l'engagement permanent de TELUS « Nous donnons où nous vivons » et de la tradition de générosité de longue date de Skins mondial TELUS envers les organismes caritatifs locaux, le

choix s'est porté sur l'Alberta Cancer Foundation. L'événement a contribué au financement d'une nouvelle technologie et de nouvelles applications dans les essais cliniques pour des patients traités contre le cancer, et de l'utilisation d'applications et d'appareils pour la surveillance, le suivi et les dossiers médicaux des patients afin d'améliorer le traitement et les soins. Au total, 375 000 \$ ont été amassés cette année.

### **Les campagnes de marketing de causes sociales de Télé OPTIK récompensées par un prix Halo**

En juin, TELUS a été récompensée pour sa démarche novatrice consistant à donner aux consommateurs socialement responsables la possibilité de prendre des décisions d'achat qui profitent directement aux organismes caritatifs qui leur tiennent à cœur. L'organisme « The Cause Marketing Forum » a reconnu la campagne Projets communautaires TELUS TV de TELUS à titre de « Best Transactional Campaign » de 2010 en lui décernant ses prix Halo. La campagne consistait à faire un don de 100 \$ à un organisme caritatif local pour chaque achat de service TELUS TV (Télé OPTIK ou TELUS TV Satellite) effectué sur une période de 12 mois. L'an dernier, les campagnes de causes sociales ont eu lieu dans 22 communautés en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec. Elles ont généré des dons de plus de 3,8 M\$. Les campagnes admissibles aux prix Halo sont des campagnes qui servent à la fois les intérêts d'une entreprise et d'une bonne cause ou d'un partenaire sans but lucratif.

### **Déclarations de dividendes**

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de cinquante-cinq cents (0,55 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de cinquante-cinq cents (0,55 \$ CA) par action, sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, dividendes qui seront versés le 3 octobre 2011 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 9 septembre 2011.

Ce dividende trimestriel représente une hausse de cinq cents ou de 10 % par rapport au dividende de 50 cents versé à l'exercice précédent, le 1<sup>er</sup> octobre 2010.

- 30 -

#### **Relations avec les médias :**

Shawn Hall  
604-619-7913  
[shawn.hall@telus.com](mailto:shawn.hall@telus.com)

#### **Relations avec les investisseurs :**

Robert Mitchell  
647-837-1606  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)

### **Accès à l'information sur les résultats trimestriels**

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, des diapositives, des documents audio et la transcription de la conférence téléphonique pour les investisseurs sur ces résultats trimestriels, ainsi que des renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel 2010 sur notre site Web à [telus.com/investors](http://telus.com/investors) (en anglais seulement).

La **conférence téléphonique** de TELUS pour le deuxième trimestre, **fixée au 5 août 2011 à 11 h (HE)**, comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent avoir accès à la webdiffusion à : [telus.com/investors](http://telus.com/investors). En outre, un enregistrement sera accessible du 5 au 15 août 2011 à [telus.com/investors](http://telus.com/investors) ou par téléphone (1-

403-699-1055 ou 1-877-353-9587, n° de réservation 548305#). La transcription de la conférence sera affichée sur le site Web pendant plusieurs jours ouvrables.

## **TELUS**

TELUS (TSX: T, T.A; NYSE: TU) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 10,1 milliards de dollars et à 12,4 millions de connexions clients, dont 7,1 millions d'abonnés à des services mobiles, 3,7 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,2 million d'abonnés à des services Internet et plus de 400 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par Darren Entwistle, président et chef de la direction, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP, et des services vidéo et de divertissement.

Fidèle à sa philosophie consistant à donner dans les collectivités, TELUS et les membres actuels et retraités de son équipe auront versé, d'ici la fin de l'exercice 2011, 245 millions de dollars à de nombreux organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert 4,1 millions d'heures de bénévolat dans les collectivités depuis 2000. Dix comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays dirigent les initiatives philanthropiques locales de TELUS. TELUS a eu l'honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter son site Web à l'adresse [www.telus.com](http://www.telus.com).

**TELUS CORPORATION**  
**Rapport de gestion**  
**Deuxième trimestre de 2011**

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement opérationnel futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, la société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et elle se réserve le droit de modifier, à tout moment et à son gré, sa pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de ses objectifs et de ses indications pour l'exercice. Les objectifs annuels, les indications et les hypothèses connexes pour 2011 sont décrits à la rubrique 9, « Indications pour l'exercice 2011 ».

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement du rendement prévu incluent, sans toutefois s'y limiter :

La concurrence (y compris la capacité de la société à offrir une expérience client améliorée; davantage de concurrence au chapitre des tarifs et des marques; les prédictions selon lesquelles de nouveaux concurrents commenceront à offrir des services mobiles ou accroîtront leurs services mobiles en 2011 ou en 2012, aux termes de leurs licences de spectre pour les services sans fil évolués [les « SSFE »], ou bénéficieront d'une position plus solide par suite de regroupements; les taux de croissance au sein de l'industrie, y compris les gains au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles; les pertes réelles de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et la fidélisation des abonnés aux services mobiles, à TELUS TV<sup>MD</sup> et au service Internet OPTIK<sup>TM</sup>; les coûts d'acquisition des abonnés et les frais de fidélisation; la variabilité des produits mensuels moyens par appareil d'abonné [les « PMAA »] des services mobiles ainsi que la variabilité des ventes de téléphones intelligents et des niveaux de financement; les coûts de programmation de TELUS TV et les risques en matière de disponibilité découlant de l'intégration verticale accrue de concurrents en ce qui a trait à la propriété du contenu de radiodiffusion); le remplacement de la technologie (qui s'est traduit par l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels ainsi que l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles; les services IP OTT [d'après l'anglais over-the-top] qui pourraient cannibaliser les services de télévision et de divertissement); la technologie (y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait poser des problèmes au chapitre de la capacité du réseau mobile, des niveaux de service et de la capacité spectrale dans l'avenir; le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services mobiles et les plans relatifs au lancement; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à leur égard; le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'appareils mobiles; les nouvelles technologies et l'évolution de ces technologies; les avantages futurs prévus et le rendement des technologies sans fil HSPA+ [d'après l'anglais high speed packet access plus] à deux canaux et LTE [d'après l'anglais long term evolution]; la dépendance envers l'acquisition de spectre dans la bande de fréquence de 700 MHz aux fins de la stratégie de lancement de la technologie LTE dans les zones rurales; la mise en œuvre réussie des ententes visant le service d'itinérance internationale; le déploiement et l'exploitation fructueux de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits [tels que les appareils fondés sur les technologies HSPA+ et LTE et les tablettes], de nouveaux services et systèmes de soutien; et la mise à niveau réussie de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV); la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris la vigueur et la persistance de la reprise économique au Canada, les taux d'intérêt futurs ainsi que le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes); les dépenses en immobilisations en 2011 et au cours des exercices ultérieurs (en raison des initiatives de la société liées aux services à large bande filaires, de la stratégie de déploiement de futures technologies mobiles, y compris la technologie LTE, et des futures enchères de licences de spectre tenues par Industrie Canada, y compris celles concernant les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2,5/2,6 GHz); les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris la capacité d'effectuer des refinancements); la capacité de maintenir le modèle de croissance des dividendes aux alentours de 10 % par année jusqu'en 2013 (y compris la génération de bénéfices après impôt suffisants et de flux de trésorerie disponibles qui peuvent être touchés par des facteurs comme les dépenses en immobilisations et les exigences au titre des enchères de licences de spectre, les faits nouveaux et les décisions en matière de réglementation ou émanant de gouvernements, l'environnement concurrentiel et la performance économique raisonnable au Canada); les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'obligation des entreprises de services locaux titulaires [« ESLT »] de fournir des services; l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance; la mise en place et l'incidence d'enchères de licences de spectre futures [y compris les règles visant les enchères de licences de spectre et les coûts engagés pour acquérir du spectre visant les bandes de fréquence de 700 MHz et de 2,5/2,6 GHz]; la pertinence des balises concernant l'intégration verticale des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion; l'augmentation du contrôle exercé à l'étranger des nouveaux venus dans le secteur des services mobiles tenant au fait que le gouvernement fédéral n'a pas encore fait connaître sa décision concernant les restrictions à la propriété étrangère); les développements touchant les ressources humaines (y compris la fidélisation et l'engagement du personnel); la capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration (découlant notamment de l'intégration des activités, de l'impartition des processus d'affaires, des activités internes de délocalisation et de réorganisation, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et sans que

*ces activités aient des répercussions défavorables sur le service à la clientèle); les risques liés aux processus (y compris la dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services, et la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchés de façon défavorable par les ressources disponibles et par le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services); les questions fiscales (y compris la possibilité que l'impôt sur le résultat des sociétés soit majoré); les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles); les acquisitions ou les dessaisissements futurs (y compris la concrétisation des avantages stratégiques prévus); et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com)) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov)).*

*Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS ainsi qu'aux mises à jour présentées dans le rapport de gestion du premier trimestre de 2011 et dans le présent rapport de gestion du deuxième trimestre de 2011.*

## Rapport de gestion

Le 5 août 2011

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et du rendement opérationnel consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2011 et 2010, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS pour ces trimestres. Cette analyse contient des données prospectives qui sont assujetties par renvoi à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci.

La société utilise les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*. Les expressions IFRS de l'IASB et IFRS utilisées dans le présent document font référence à ces normes. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *rubrique 8.2, « Faits nouveaux concernant les méthodes comptables »*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS comprennent les comptes de la société et de toutes ses filiales, dont la principale est TELUS Communications Inc. (« TCI »). Actuellement, par l'intermédiaire de Société TELUS Communications et de SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, TCI comprend la presque totalité des activités de la société dans le secteur des services filaires et la totalité des activités dans le secteur des services mobiles.

### Rapport de gestion

Rubrique	Description
1. Introduction	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2011.
2. Activités principales et stratégie	Analyse des activités visant à soutenir les six impératifs stratégiques de TELUS.
3. Catalyseurs clés de rendement	Liste des priorités de la société pour 2011.
4. Capacités	Mise à jour des facteurs qui influent sur la capacité de mettre en œuvre les stratégies, de gérer les catalyseurs clés de rendement et d'obtenir des résultats.
5. Analyse des résultats opérationnels	Analyse du rendement opérationnel du deuxième trimestre et du premier semestre de 2011.
6. Évolution de la situation financière	Analyse des modifications apportées aux états consolidés de la situation financière pour le semestre clos le 30 juin 2011.
7. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie opérationnels, des placements et des activités de financement, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d'autres informations à fournir.
8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	Estimations comptables critiques aux fins de l'établissement des résultats financiers et modifications de méthodes comptables.
9. Indications pour l'exercice 2011	Indications révisées de TELUS pour l'exercice complet et hypothèses connexes.
10. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et incertitudes auxquels TELUS est exposée.
11. Définitions et rapprochements	Définitions des indicateurs opérationnels et des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement, y compris le calcul et le rapprochement de certaines mesures non définies par les PCGR qu'utilise la direction.

## 1. Introduction

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### 1.1 Préparation du rapport de gestion

Les contrôles et procédures de communication de l'information de la société sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. La direction décide si une information est significative ou non en jugeant si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l'information était omise ou erronée. Le rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été revus par le comité d'audit de TELUS et approuvés par le conseil d'administration de cette dernière.

La direction présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu'elles constituent des mesures auxquelles elle a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses secteurs opérationnels. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables (se reporter à la *rubrique 11*). Le terme BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement) dont il est fait mention dans le présent document s'entend du BAIIA normalisé tel qu'il est défini par le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Le terme BAIIA ajusté dont il est fait mention dans le présent document déduit du BAIIA normalisé les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas les activités poursuivies liées aux télécommunications. Se reporter à la *rubrique 11.1* pour la définition, le calcul et le rapprochement du BAIIA.

### 1.2 Économie canadienne

Le 19 juillet 2011, la Banque du Canada a annoncé qu'elle avait maintenu le taux de financement à un jour à 1 %. Elle s'attend également à ce que l'économie canadienne affiche une croissance de 2,8 % en 2011, de 2,6 % en 2012 et de 2,1 % en 2013, et à ce qu'elle recouvre son plein potentiel à la mi-année 2012.

Les niveaux de chômage au Canada ont diminué au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2011, selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de juin 2011. Le taux de chômage en juin 2011 s'est élevé à 7,4 %, en baisse par rapport à 7,9 % en juin 2010 et à 7,6 % en décembre 2010.

### 1.3 Sommaire du résultat consolidé

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
<b>Comptes consolidés de résultat</b>						
Produits opérationnels	2 554	2 400	6,4 %	5 085	4 777	6,4 %
Résultat opérationnel	508	516	(1,6) %	1 050	1 005	4,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat	414	399	3,8 %	852	773	10,2 %
Résultat net	324	302	7,3 %	652	575	13,4 %
Résultat par action <sup>1</sup> , de base (en dollars)	0,99	0,94	5,3 %	2,00	1,79	11,7 %
Résultat par action <sup>1</sup> , dilué (en dollars)	0,98	0,94	4,3 %	1,99	1,79	11,2 %
Dividendes en espèces déclarés par action <sup>1</sup> (en dollars)	0,55	0,50	10,0 %	1,075	0,975	10,3 %
Nombre moyen d'actions <sup>1</sup> en circulation, de base (en millions)	324	319	1,6 %	324	319	1,6 %
<b>Tableaux consolidés des flux de trésorerie</b>						
Rentrées liées aux activités opérationnelles	533	523	1,9 %	926	1 037	(10,7) %
Sorties liées aux activités d'investissement	(482)	(389)	(23,9) %	(937)	(696)	(34,6) %
• Dépenses en immobilisations	(456)	(397)	(14,9) %	(865)	(708)	(22,2) %
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	(53)	(139)	61,9 %	15	(341)	n.s.
<b>Abonnés et autres mesures</b>						
Nombre de connexions <sup>2</sup> (en milliers)				12 431	11 979	3,8 %
BAIIA <sup>3</sup>	950	925	2,7 %	1 936	1 868	3,6 %
BAIIA ajusté <sup>3</sup>	950	925	2,7 %	1 920	1 868	2,8 %
Marge du BAIIA (en %) <sup>4</sup>	37,2	38,5	(1,3) pt	38,1	39,1	(1,0) pt
Marge du BAIIA ajusté (en %) <sup>5</sup>	37,2	38,5	(1,3) pt	37,9	39,1	(1,2) pt
Flux de trésorerie disponibles <sup>6</sup>	286	239	19,7 %	448	486	(7,8) %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration (fois) <sup>7,8</sup>				1,9	1,9	—

n.s. – non significatif; points – points de pourcentage

1. Comprend les actions ordinaires et les actions sans droit de vote.
2. Le total du nombre d'abonnés aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés aux services Télé OPTIK<sup>MC</sup> et TELUS TV Satellite<sup>MD</sup>) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes.
3. Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (BAIIA) ». Le BAIIA ajusté du premier semestre de 2011 exclut le profit de 16 millions de dollars découlant de l'acquisition du contrôle de Transactel (Barbados) Inc. qui a été comptabilisé au premier trimestre.
4. BAIIA divisé par les produits opérationnels.
5. BAIIA ajusté divisé par les [produits opérationnels déduction faite du profit sur la participation dans Transactel (Barbados) Inc.]
6. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles ».
7. Se reporter à la rubrique 7.4, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement », ainsi qu'à la rubrique 11.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
8. La mesure pour la période de 12 mois close le 30 juin 2010 est celle présentée conformément aux PCGR du Canada antérieurs.

Faits saillants opérationnels – résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de 2011, ou mesures au 30 juin 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

- Les produits opérationnels consolidés ont augmenté de 154 millions de dollars et de 308 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

Les produits tirés de l'équipement et des services se sont accrus d'un exercice à l'autre de 156 millions de dollars et de 297 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Ces résultats à la hausse tiennent principalement i) à la croissance des produits tirés du réseau mobile de transmission de données découlant de la croissance des PMAA (produits mensuels moyens par appareil d'abonné) tirés des services de transmission de données liée à l'adoption accélérée de téléphones intelligents, ainsi que de la croissance du nombre d'abonnés; ii) à l'augmentation des produits tirés de l'équipement mobile stimulée par le nombre plus élevé d'ajouts bruts d'abonnés et les volumes de fidélisation accrus, les plus importantes ventes d'appareils intelligents offerts à des prix plus élevés, ainsi que les ventes de tablettes depuis le début de l'exercice; iii) à l'augmentation des produits tirés des services filaires de transmission de données découlant de l'accroissement du nombre d'abonnés au service TELUS TV et au service Internet haute vitesse et aux hausses de tarifs, à la hausse des ventes d'équipement et des produits tirés de la récente mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises, ainsi qu'à l'augmentation des produits tirés des activités opérationnelles de Transactel (Barbados) Inc. consolidées depuis le 1<sup>er</sup> février 2011 (« Transactel » – se reporter à la rubrique 2, « Créer des partenariats et procéder à des acquisitions »). La croissance des produits tirés des services mobiles de transmission de données a été neutralisée en partie par la baisse, d'un exercice à l'autre, des produits tirés des services mobiles de transmission de la voix existants, laquelle est imputable à l'utilisation à la baisse de ces services et à la concurrence; la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants, laquelle est imputable à la concurrence ainsi qu'au remplacement de la technologie en faveur des services de transmission de données et des services mobiles.



Les autres produits opérationnels, qui sont présentés comme une composante distincte des produits, ont diminué d'un exercice à l'autre de 2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et ils ont augmenté d'un exercice à l'autre de 11 millions de dollars au premier semestre de 2011. L'augmentation au premier semestre tient compte de la comptabilisation, au premier trimestre de 2011, d'un profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation financière de 51 % de TELUS dans Transactel, une société qui exploite des centres d'appels en Amérique centrale. Le profit reflète la réévaluation à la juste valeur effectuée lorsque TELUS a exercé son option d'achat position acheteur et acquis le contrôle de cette société.

Les produits opérationnels consolidés pour le premier semestre de 2011, compte non tenu du profit hors trésorerie sur la participation dans Transactel, ont augmenté de 292 millions de dollars, ou 6,1 %, d'un exercice à l'autre.

- Le nombre de connexions d'abonnés a augmenté de 452 000 au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2011, en raison d'une croissance de 5,9 % des abonnés aux services mobiles, d'une croissance de 77 % des abonnés au service TELUS TV, dont le nombre a excédé le nombre historique de 400 000 abonnés, ainsi que d'une hausse de 3,3 % du total des abonnés à Internet, résultats neutralisés en partie par une diminution de 4,2 % du total des lignes d'accès au réseau. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont diminué de 20 000 et de 37 000, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison de l'incidence favorable de l'offre de produits groupés incluant le service Télé OPTIK et le service Internet OPTIK, dont le lancement sur le marché a eu lieu en juin 2010. Le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau a augmenté de 7 000 au deuxième trimestre et de 9 000 au premier semestre de 2011, résultats qui sont attribuables à l'ajout de lignes pour les services de gros.

Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est élevé à 1,67 % au deuxième trimestre de 2011, soit un résultat en hausse par rapport au taux de 1,45 % enregistré à la période correspondante de 2010 et en baisse légèrement par rapport à celui de 1,70 % enregistré au premier trimestre de 2011. La hausse d'un exercice à l'autre tient au fait que le gouvernement fédéral a décidé d'octroyer un contrat visant la prestation de services mobiles à un concurrent (perte d'environ 32 000 abonnés au deuxième trimestre de 2011 et d'environ 48 000 abonnés au premier semestre de 2011), ainsi qu'à l'intensification des pressions concurrentielles de la part de nouveaux venus et au lancement de nouvelles marques ou au relancement de marques par des entreprises concurrentes titulaires.

Les PMAA combinés tirés des services mobiles se sont établis à 58,88 \$ au deuxième trimestre de 2011, en hausse de 2,5 % par rapport à la période correspondante de 2010, résultat qui reflète une croissance de 39 % des PMAA tirés des services de transmission de données découlant de la plus grande utilisation des services de transmission de données et de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents, facteurs neutralisés en partie par la réduction des tarifs liés aux services de transmission de la voix et par la baisse du nombre de minutes utilisées. Le taux de croissance de 2,5 % enregistré au deuxième trimestre constitue une baisse par rapport au taux de croissance de 3,7 % enregistré au premier trimestre de 2011. Il s'agit du troisième trimestre consécutif au cours duquel une hausse d'un exercice à l'autre des PMAA est enregistrée, les PMAA ayant affiché une baisse depuis la mi-année 2007 jusqu'au quatrième trimestre de 2010.

- Le résultat opérationnel a diminué de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et il a augmenté de 45 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La hausse de la dotation aux amortissements a excédé de 25 millions de dollars la croissance du BAlIA au cours du trimestre et elle a neutralisé en partie la croissance du BAlIA de 68 millions de dollars au cours du premier semestre. Le montant total de la dotation aux amortissements s'est accru d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars au cours du trimestre et de 23 millions de dollars au premier semestre, essentiellement en raison des dépenses en immobilisations continues dans le réseau et dans les logiciels ainsi que de la comptabilisation à l'exercice précédent de crédits d'impôt à l'investissement, montant neutralisé en partie par l'utilisation accrue d'immobilisations qui sont entièrement amorties.

Le BAlIA ajusté, qui exclut le profit de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel comptabilisé au premier trimestre de 2011, s'est accru de 25 millions de dollars et de 52 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre, en raison principalement de l'amélioration du BAlIA du secteur des services mobiles tenant à une hausse de 9 % des produits tirés du réseau et de la faible baisse de la marge du BAlIA. La croissance du BAlIA du secteur des services mobiles a été neutralisée en partie par la diminution du BAlIA du secteur des services filaires découlant de la diminution continue des services de transmission de la voix existants qui génèrent des marges plus élevées, laquelle n'a pas été neutralisée entièrement par la croissance des services de transmission de données qui génèrent de plus faibles marges. La marge du BAlIA ajusté au deuxième trimestre et au premier semestre a diminué d'un exercice à l'autre de 1,3 point de pourcentage et de 1,2 point de pourcentage, respectivement, en raison essentiellement des marges plus faibles liées aux services filaires.

- Le résultat avant impôt sur le résultat a progressé de 15 millions de dollars et de 79 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, la diminution des coûts de financement s'étant ajoutée au résultat opérationnel. Les coûts de financement ont diminué de 23 millions de dollars et de 34 millions de dollars, respectivement, en raison essentiellement de la baisse des taux d'intérêt effectifs découlant principalement des refinancements de 1,6 milliard de dollars effectués au deuxième trimestre de 2011 et au troisième trimestre de 2010.

L'impôt sur le résultat a diminué de 7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et a augmenté de seulement 2 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison principalement de la diminution des taux d'imposition combinés prévus par la loi.

- Le résultat net a augmenté d'un exercice à l'autre de 22 millions de dollars, ou 7,3 %, au deuxième trimestre de 2011, et de 77 millions de dollars, ou 13,4 %, au premier semestre de 2011. En excluant les ajustements liés à l'impôt et le profit sur la participation dans Transactel tel qu'il est illustré dans le tableau suivant, le résultat net sous-jacent s'est accru d'un exercice à l'autre de 21 millions de dollars, ou 7,2 %, au deuxième trimestre de 2011, et de 65 millions de dollars, ou 11,5 %, au premier semestre de 2011.

Analyse du résultat net (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Résultat net	324	302	22	652	575	77
Déduire : profit sur la participation dans Transactel au 1 <sup>er</sup> février 2011	—	—	—	(12)	—	(12)
Déduire : ajustements favorables nets liés à l'impôt sur le résultat, y compris les produits d'intérêts connexes (se reporter à la rubrique 5.2)	(11)	(10)	(1)	(11)	(11)	—
Résultat net compte non tenu des éléments ci-dessus (montant approximatif)	313	292	21	629	564	65

- Le résultat par action de base a augmenté d'un exercice à l'autre de 5 cents, ou 5,3 %, au deuxième trimestre de 2011, et de 21 cents, ou 11,7 %, au premier semestre de 2011. En excluant les ajustements liés à l'impôt et le profit sur la participation dans Transactel tel qu'il est illustré dans le tableau suivant, le résultat par action de base sous-jacent s'est accru d'un exercice à l'autre de 5 cents, ou 5,5 %, au deuxième trimestre de 2011, et de 17 cents, ou 9,7 %, au premier semestre de 2011.

Analyse du résultat par action de base (en dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Résultat par action de base	0,99	0,94	0,05	2,00	1,79	0,21
Déduire : profit sur la participation dans Transactel au 1 <sup>er</sup> février 2011	—	—	—	(0,04)	—	(0,04)
Déduire : montant net des ajustements favorables liés à l'impôt (se reporter à la rubrique 5.2)	(0,03)	(0,03)	—	(0,03)	(0,03)	—
Résultat par action compte non tenu des éléments ci-dessus (montant approximatif)	0,96	0,91	0,05	1,93	1,76	0,17

- Les dividendes en espèces par action déclarés au deuxième trimestre de 2011 se sont élevés à 55 cents, en hausse de 5 cents, ou 10 %, par rapport à la période correspondante de 2010. Le 4 août 2011, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 55 cents par action sur les actions ordinaires et sans droit de vote émises et en circulation de la société, payable le 3 octobre 2011 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 septembre 2011.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement – résultats du deuxième trimestre et du premier semestre de 2011, ou mesures au 30 juin 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

- Au 30 juin 2011, TELUS disposait de facilités de crédit inutilisées de 971 millions de dollars, ainsi que d'un montant de 100 millions de dollars en vertu du programme de titrisation de créances de la société, ce qui est conforme à son objectif, qui vise à maintenir généralement un seuil de liquidités inutilisées de plus de 1 milliard de dollars.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration) au 30 juin 2011 était de 1,9 fois, soit une hausse par rapport à 1,8 fois au 31 décembre 2010, qui tient à l'augmentation du papier commercial aux fins du financement de la cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies versée en janvier 2011, ainsi qu'aux fins des acquisitions effectuées aux premier et deuxième trimestres. Le ratio demeure dans la fourchette à long terme visée de la société, qui est de 1,5 à 2,0 fois.

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont augmenté de 10 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et diminué de 111 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. L'augmentation au deuxième trimestre est principalement attribuable à la diminution des intérêts versés, à la réduction au deuxième trimestre des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies et à la hausse du BAIIA ajusté, facteurs neutralisés par les variations du fonds de roulement. La diminution au premier semestre tient essentiellement à la cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies versée en janvier 2011, aux remises de 53 millions de dollars au titre du régime de plafonnement des prix versées au premier trimestre de 2011, conformément à la Décision de télécom CRTC 2010-639, et aux investissements accrus dans les stocks, facteurs neutralisés en partie par la réduction des paiements d'impôt sur le résultat, par la hausse du BAIIA ajusté, et par la réduction des intérêts versés.
- Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 93 millions de dollars et de 241 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Les dépenses en immobilisations se sont accrues d'un exercice à l'autre de 59 millions de dollars et de 157 millions de dollars, respectivement, en raison essentiellement des initiatives liées aux services à large bande filaires et mobiles (se reporter à la *rubrique 2*, « *Se doter de moyens nationaux* »). De plus, les acquisitions au premier semestre de 2011 se sont établies à 50 millions de dollars (se reporter à la *rubrique 2*, « *Créer des partenariats et procéder à des acquisitions* »).
- Les flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement ont diminué de 86 millions de dollars et de 356 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, résultats qui tiennent au fait que la hausse des flux de trésorerie découlant de l'augmentation de la dette nette a largement neutralisé la hausse des paiements de dividendes et le montant de 51 millions de dollars versé relativement à l'acquisition d'une participation supplémentaire dans Transactel (Barbados) Inc. au deuxième trimestre de 2011. En ce qui concerne cette acquisition au deuxième trimestre, les flux de trésorerie qui constituent des variations des placements dans des entités contrôlées et qui ne donnent pas également lieu à un changement de contrôle sont présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, lorsque l'approche de l'entité économique requise par les IFRS est appliquée.

Au deuxième trimestre de 2011, la société a émis, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, 600 millions de dollars de billets à 3,65 % échéant dans cinq ans. Le produit de cette émission et l'augmentation des flux de trésorerie découlant du papier commercial émis ont servi à financer le remboursement des billets à 8 % libellés en dollars américains arrivés à échéance et les intérêts courus, et à dénouer les swaps de devises connexes. De plus, au premier semestre de 2011, la société a émis du papier commercial aux fins du financement de la cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars versée aux régimes de retraite à prestations définies en janvier et des acquisitions effectuées aux premier et deuxième trimestres.

- Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 47 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et ont diminué d'un exercice à l'autre de 38 millions de dollars au premier semestre de 2011. L'augmentation au cours du trimestre reflète principalement la réduction des intérêts versés, la diminution des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, la hausse du BAIIA ajusté et la diminution des paiements d'impôt sur le résultat, facteurs neutralisés en partie par la hausse des dépenses en immobilisations. La diminution au cours du semestre reflète essentiellement la hausse des dépenses en immobilisations et la cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars versée aux régimes de retraite à prestations définies en janvier 2011, facteurs neutralisés en partie par la baisse des paiements d'impôt sur le résultat, par la hausse du BAIIA ajusté et par la réduction des intérêts versés.

## 2. Activités principales et stratégie

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les activités principales et la stratégie de TELUS sont décrites dans son rapport de gestion annuel 2010. Les activités mises en œuvre au premier semestre de 2011 à l'appui des six impératifs stratégiques de la société comprennent ce qui suit.

### **Se doter de moyens nationaux pour les services de transmission de données, IP, de transmission de la voix et mobiles**

Services filaires

En mai 2011, TELUS a annoncé un investissement d'environ 65 millions de dollars aux fins de la construction à Rimouski, au Québec, d'un centre de données Internet intelligent conçu selon la classe III et les normes LEED Or (d'après l'anglais *Leadership in Energy and Environmental Design*). Le centre, dont la construction devrait prendre fin en 2012, soutiendra les solutions infonuagiques et de communications unifiées offertes par TELUS à ses clients. L'emplacement des installations à Rimouski devrait se traduire par une diversité géographique accrue et par une amélioration des capacités en matière de continuité des opérations, et permet à la société de profiter d'une main-d'œuvre qualifiée, du réseau hydroélectrique du Québec et d'un climat tempéré qui réduit les besoins énergétiques.

La société continue d'investir dans son réseau à large bande filaire et d'en accroître la capacité, la vitesse et la couverture, et elle poursuit notamment le lancement des services Télé OPTIK et Internet OPTIK dans d'autres collectivités. TELUS procède à la mise en œuvre d'une couche superposée de la technologie VDSL2 sur son réseau ADSL2+, de manière à fournir des vitesses de téléchargement pouvant atteindre 30 Mbps. La mise à niveau selon la technologie VDSL2 devrait être en grande partie terminée d'ici la fin de 2011. Au 30 juin 2011, plus de 2,1 millions de foyers en Alberta, en Colombie-Britannique et dans l'est du Québec bénéficiaient de la programmation haute définition offerte par la société à l'aide du réseau à large bande, y compris celle offerte à l'aide du réseau ADSL2+. La société a également poursuivi le déploiement de la fibre optique jusqu'au domicile dans de nouveaux secteurs résidentiels, et le déploiement de la fibre optique jusqu'aux immeubles dans de nouveaux immeubles d'habitation.

#### Services mobiles

TELUS continue d'investir dans l'accroissement de la capacité, de la couverture et de la vitesse de son réseau sans fil HSPA+. En mars 2011, TELUS a lancé des services fondés sur la mise à niveau de la technologie sans fil HSPA+ à deux canaux de quatrième génération dans la région du Grand Vancouver, à Calgary, à Edmonton, à Fort McMurray, à Whistler, à Camrose, à Winnipeg et dans la région du Grand Toronto. Les appareils fondés sur la technologie à deux canaux offerts aux clients de TELUS incluent la clé Internet de quatrième génération Sierra Wireless AirCard 319U et la clé Internet mobile Huawei E372. La mise à niveau selon la technologie HSPA+ à deux canaux a doublé les vitesses de téléchargement de données de pointe indiquées par le fabricant jusqu'à 42 Mbps. Les investissements de TELUS dans les technologies HSPA+ visent à assurer une transition optimale à la technologie LTE.

En avril 2011, TELUS a annoncé qu'elle prévoit lancer son réseau mobile 4G+ LTE de prochaine génération dans des régions urbaines en 2012. La technologie LTE permet des vitesses de téléchargement de pointe indiquées par le fabricant pouvant atteindre 150 Mbps et des vitesses de téléversement pouvant atteindre 70 Mbps. La société prévoit terminer ses essais sur le terrain en 2011 et elle a amorcé le processus d'appel d'offres afin que la construction du réseau puisse débuter au second semestre de 2011. Le lancement du service dans les régions urbaines est prévu pour 2012. Le réseau LTE de TELUS fonctionnera sur le spectre pour les services sans fil évolués (les « SSFE ») que la société a acquis pour 882 millions de dollars dans le cadre des enchères tenues par Industrie Canada en 2008. L'investissement dans la construction du réseau urbain 4G+ LTE respecte les indications de TELUS au chapitre des dépenses en immobilisations consolidées pour 2011.

Bien que le lancement prévu du réseau 4G+ sur le spectre pour les SSFE dans les régions urbaines constitue la première étape de la mise à niveau vers la technologie LTE, le lancement possible de ce réseau dans les régions rurales du Canada dépendra des enchères de spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz qu'Industrie Canada prévoit tenir à la fin de 2012 ou en 2013. TELUS s'est engagée à accroître la couverture et la capacité de son réseau mobile en déployant la technologie 4G+ LTE dans les régions rurales du Canada, à l'aide du spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz. Contrairement au spectre pour les SSFE, le spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz permet de meilleures capacités de propagation qui assurent une couverture efficace et efficiente dans les vastes régions rurales du Canada. De plus, ces capacités améliorent la qualité de la couverture à l'intérieur de bâtiments dans les régions urbaines. Pour que TELUS puisse étendre comme elle l'entend son offre de réseau mobile 4G+ LTE dans les marchés ruraux, il sera important que le gouvernement fédéral donne à TELUS une occasion équitable de présenter des soumissions et d'acquérir du spectre visant la bande de fréquence de 700 MHz dans le cadre des enchères devant avoir lieu. Se reporter à l'analyse des risques présentée à la rubrique 10.3, « Réglementation ».

## **Cibler inlassablement les marchés en croissance pour les services de transmission de données, IP et mobiles**

Les produits tirés des services et de l'équipement mobiles ainsi que des services et de l'équipement filaires de transmission de données au premier semestre de 2011 témoignent de la stratégie de la société visant les secteurs de croissance. Ces produits ont totalisé environ 3,9 milliards de dollars, ou 77 % du total des produits opérationnels depuis le début de l'exercice. Cela représente une augmentation de 386 millions de dollars, ou 11 %, par rapport à la période correspondante de 2010. Les produits tirés des marchés en croissance ont largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et de ceux tirés de l'équipement et autres services, qui ont totalisé environ 1,2 milliard de dollars au premier semestre de 2011, soit un résultat en baisse de 89 millions de dollars, ou 7,2 %, d'un exercice à l'autre.

En mai 2011, TELUS a conclu une prolongation de cinq ans pour son contrat avec le gouvernement de l'Ontario visant la prestation et la gestion d'un ensemble de services de télécommunications, y compris la sécurité des technologies de l'information.

Depuis 2008, TELUS et d'autres fournisseurs participent à un processus prolongé de demandes de propositions visant la prestation de services de télécommunications au gouvernement de la Colombie-Britannique. TELUS est l'actuel fournisseur de services à ce gouvernement. À la fin de juin 2011, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé qu'il a l'intention d'octroyer le contrat de service à TELUS. Le contrat a maintenant été signé.

## **Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de la stratégie de TELUS et concentrer les ressources de TELUS sur ses activités de base**

### *Transactel*

En 2011, la société a acquis le contrôle de Transactel (Barbados) Inc. et accru sa participation dans cette société à 95 %. Transactel est une société de services d'impartition de processus opérationnels et de centres d'appels, disposant d'installations dans deux pays d'Amérique centrale. Un investissement total de 71 millions de dollars a été effectué dans le but d'accroître la capacité de la société à offrir des services d'impartition de processus opérationnels, particulièrement en espagnol, et à acquérir des capacités de redondance multisites pour soutenir d'autres installations. L'acquisition a été réalisée comme suit :

Au 31 décembre 2010, TELUS détenait une participation financière de 29,99 % dans Transactel (Barbados) Inc. Le 7 janvier 2011, la société a exercé sa première option d'achat position acheteur et acquis une participation financière additionnelle de 21,01 % dans Transactel, pour une contrepartie en trésorerie de 20 millions de dollars. Par suite de l'exercice de cette option, la société a continué de comptabiliser sa participation financière directe de 51 % dans Transactel au moyen de la méthode de la mise en équivalence. Subséquemment, Transactel (Barbados) Inc. a atteint l'objectif de croissance requis pour que TELUS exerce sa deuxième option d'achat position acheteur. La société a exercé cette deuxième option d'achat et acquis le contrôle de Transactel le 1<sup>er</sup> février 2011 (la date d'acquisition); par suite de l'exercice de cette option, la société a comptabilisé sa participation sur une base consolidée. Au premier trimestre de 2011, la société a dû réévaluer la participation financière ne donnant pas le contrôle de 51 % détenue précédemment en fonction de la juste valeur à la date d'acquisition, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'un profit de 16 millions de dollars au poste Autre résultat opérationnel. Au deuxième trimestre de 2011, la société a comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence une transaction postérieure à l'acquisition visant à acquérir une participation financière supplémentaire de 44 % en contrepartie d'un montant en trésorerie de 51 millions de dollars. Se reporter à la note 16 e) des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour de plus amples renseignements à ce sujet.

### *Acquisition des activités d'un détaillant de services mobiles*

Au premier trimestre de 2011, la société a acquis une participation financière avec droit de vote de 100 % dans certaines activités d'un détaillant de services mobiles TELUS, pour un montant de trésorerie de 30 millions de dollars (30 millions de dollars déduction faite de la trésorerie acquise). L'investissement a été effectué dans le but d'accroître la distribution des produits et d'améliorer les services à la clientèle de la société dans l'ouest du Canada.

### *Solutions de dossiers médicaux électroniques*

En février 2011, TELUS a annoncé la signature d'ententes avec KinLogix Medical, Healthscreen Solutions et Wolf Medical Systems, afin d'intégrer leurs solutions de dossiers médicaux électroniques à la plateforme Espace Santé<sup>MC</sup> de TELUS, qui permet aux patients et aux fournisseurs de services de consulter et de partager de manière sécuritaire des renseignements médicaux. Le projet pilote devrait couvrir jusqu'à six millions de consommateurs au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique en 2011. La plateforme Espace Santé de TELUS, qui est optimisée par Microsoft HealthVault, est une plateforme sécurisée et confidentielle qui permet aux patients d'avoir accès à leurs propres renseignements de santé et de gérer ces renseignements. Elle devrait améliorer le flux des renseignements d'un bout à l'autre du continuum des soins de santé, peu importe l'endroit où les patients se trouvent.

### *Jardin TELUS*

En mars 2011, TELUS a annoncé la conclusion d'un partenariat visant le réaménagement d'un complexe qui se composera d'un immeuble d'habitation, d'un immeuble commercial et de commerces de détail situés au centre-ville de Vancouver. Ce projet, nommé Jardin TELUS, transformera le pâté de maisons où se trouve actuellement le siège social de la société. L'immeuble d'habitation et l'immeuble commercial seront construits conformément aux normes LEED Platine et Or, respectivement, et intégreront des initiatives vertes qui devraient réduire la consommation d'énergie.

Le zonage n'a pas encore été approuvé et la version définitive des ententes n'a pas encore été mise au point, mais les travaux de construction pourraient commencer plus tard en 2011 et devraient se terminer en 2015. TELUS prévoit investir dans ce projet principalement au moyen de l'apport des biens immobiliers situés sur le pâté de maisons qu'elle détient ainsi que d'un financement de projet. Le projet vise notamment à réunir des biens immobiliers détenus par des tiers situés sur le pâté de maisons et les biens immobiliers détenus par TELUS et à y construire une tour d'habitation et une tour de bureaux ainsi qu'à rénover l'immeuble de huit étages abritant actuellement le siège social de TELUS de manière à y aménager des locaux à bureaux et des locaux pour commerces de détail pouvant être loués. TELUS prévoit louer des locaux dans la nouvelle tour de bureaux détenue en copropriété. Ce projet fournit à TELUS une occasion de monétiser une portion de ses biens immobiliers, et la société ne prévoit pas maintenir un droit de propriété dans l'immeuble d'habitation, à l'exclusion de certains locaux pour commerces de détail, lorsque la construction et la vente des copropriétés auront pris fin.

### **Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents**

En mai 2011, la société a annoncé le lancement de la suite bureautique le futur est simple TELUS<sup>MD</sup> offrant des produits et services à l'intention des petites et moyennes entreprises (« PME »). Cette suite a été élaborée en collaboration avec Cisco et elle se fonde sur la technologie Communications Unifiées de Cisco, qui est conçue sur mesure pour les entreprises comptant moins de 100 employés. La suite bureautique le futur est simple TELUS allie les systèmes de gestion de communication de bureau de Cisco aux services de réseau filaire et mobile de TELUS, et il est offert à l'échelle du pays.

En juin, TELUS et Skype ont signé une entente qui permet aux clients de TELUS possédant des téléphones intelligents de se procurer des crédits Skype à partir de leur compte TELUS et de profiter des tarifs d'appels abordables de Skype. Les clients de TELUS peuvent également bénéficier des appels vocaux illimités entre utilisateurs Skype et des messages instantanés aux utilisateurs de partout dans le monde. La société prévoit lancer le téléphone intelligent LG Optimus Black, édition Skype au cours de l'été 2011. Cet appareil sera personnalisé afin d'offrir la meilleure expérience client aux utilisateurs de Skype.

TELUS a réduit les tarifs liés aux services d'itinérance mondiale mobiles avec le lancement de la tarification d'itinérance mondiale Simplicité<sup>MD</sup>, laquelle est entrée en vigueur le 27 juin 2011. Les tarifs de transmission de la voix en itinérance ont été réduits jusqu'à 50 %, et les tarifs de transmission de données en itinérance, jusqu'à 60 %. Les clients de TELUS n'ont plus à se procurer des ensembles ou des forfaits pour profiter des tarifs réduits, et ils peuvent ainsi facilement utiliser les services mobiles lorsqu'ils voyagent à l'étranger. Ce service est possible grâce au réseau HSPA+ 4G de la société et aux négociations avec des fournisseurs de partout dans le monde pour réduire les tarifs d'itinérance pour les clients de TELUS.

Dans la foulée du lancement du programme Changez d'appareil en toute simplicité, en juin, TELUS a révolutionné les modalités de propriété des appareils pour avantager ses clients. Ainsi, pour les clients qui se sont procurés un appareil financé en vertu d'un contrat ayant pris effet après le 21 novembre 2010, le solde résiduel pour l'appareil figurera sur leur facture mensuelle. Ces clients peuvent en tout temps remplacer leur appareil par un nouvel appareil, moyennant son prix d'achat. Ils doivent simplement régler le solde impayé sur leur ancien appareil. Si ces clients désirent résilier leur entente avant son expiration et ne plus faire affaire avec TELUS, ils doivent uniquement payer le solde résiduel de l'appareil plus des frais de fermeture de compte de 50 \$ (sauf au Québec). Ces nouvelles initiatives s'ajoutent à une série de services visant à améliorer l'expérience client en donnant aux abonnés de TELUS une plus grande liberté et une plus grande souplesse d'utilisation de leurs appareils mobiles. En février, la société a annoncé que les abonnés des services postpayés de TELUS utilisant des appareils munis de cartes SIM fondés sur les technologies iDEN et HSPA pourraient dans la plupart des cas utiliser un service mobile de déverrouillage d'appareil. Les abonnés qui ont un forfait mensuel et qui utilisent un appareil muni d'une carte SIM admissible pendant au moins 90 jours peuvent demander que leur appareil soit déverrouillé, moyennant des frais de 50 \$.

TELUS a amélioré le service Télé OPTIK; elle a notamment accru le nombre de canaux offerts à la communauté sud-asiatique et ajouté une application Facebook qui permet aux abonnés d'accéder à leur compte Facebook et d'utiliser ce dernier pendant qu'ils regardent la télévision.

#### **Investir dans les ressources internes en vue de créer une culture valorisant un rendement élevé et de garantir l'efficacité opérationnelle**

Afin de soutenir la croissance du service Télé OPTIK et des services mobiles, TELUS prévoit embaucher environ 250 représentants du service à la clientèle, techniciens et professionnels à Calgary en 2011. Afin de soutenir le service OPTIK, la société a ouvert son centre d'appels agrandi de Prince George en juin et embauché environ 130 membres du personnel qui suivent actuellement un programme de formation.

En juin, TELUS a annoncé qu'elle compte investir plus de 20 millions de dollars sur une période de deux ans dans la Place TELUS, à Edmonton. Cet investissement lui permettra de regrouper les espaces de travail et de procéder à des mises à niveau, conformément au programme Styles de travail de la société, ainsi qu'aux fins de la revitalisation de l'espace vert autour de l'immeuble. Au 30 juin, TELUS louait une superficie d'environ 587 000 pieds carrés dans la Place TELUS. La société a renouvelé le bail visant des locaux à bureaux dont la superficie totalise 318 000 pieds carrés, pour la période allant de 2016 à 2026 (se reporter à la *rubrique 7.8, « Obligations contractuelles »*).

Le programme Styles de travail vise à faire en sorte, dans la mesure du possible, que l'effectif de la société au pays soit composé d'ici 2015 d'au moins 40 % de travailleurs mobiles (travailleurs qui sont au bureau trois jours par semaine et partagent les postes de travail). Une autre tranche de 30 % pourrait travailler entièrement à domicile, et la tranche restante de 30 %, dans les immeubles de TELUS. Cette façon de faire réduit l'utilisation de biens immobiliers par la société ainsi que son empreinte environnementale.

#### **Pénétrer le marché comme une seule et même équipe, sous une seule marque, et en mettant en œuvre une stratégie unique**

En juin, les membres du Syndicat des travailleurs(euses) en télécommunications (« STT ») ont ratifié une nouvelle convention collective couvrant environ 11 500 membres actifs de l'équipe de TELUS travaillant au sein du secteur des services filaires et du secteur des services mobiles de la société au Canada. La nouvelle convention prendra fin à la fin de 2015.

La convention prévoit des hausses de salaire de 1,5 % le 1<sup>er</sup> juillet 2011, de 2,0 % les 1<sup>er</sup> juillet 2012, 2013 et 2014, et de 2,5 % le 1<sup>er</sup> juillet 2015. En juillet 2011, la société a versé des sommes forfaitaires de 400 \$ pour les salariés à plein temps et de 200 \$ pour les salariés à temps partiel. La convention prévoit un ajustement au coût de la vie d'au plus 1 % le 1<sup>er</sup> janvier 2015, qui aura uniquement prise d'effet si l'indice des prix à la consommation pour l'ensemble du Canada excède 3 %.

### **3. Catalyseurs clés de rendement**

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

La direction renouvelle ses priorités ou en établit de nouvelles à chaque exercice en vue de faire progresser les priorités stratégiques à long terme de TELUS, et de se pencher sur les occasions d'affaires et les défis à court terme.

#### **Priorités de la société pour 2011**

Fournir aux clients des produits alignés sur la promesse de marque « le futur est simple »<sup>MD</sup> de TELUS

Optimiser les réseaux à large bande mobiles et filaires de pointe de TELUS

Stimuler la position de chef de file de la société sur les marchés des PME et des soins de santé

Continuer d'améliorer l'efficacité opérationnelle de TELUS de manière à assurer une concurrence efficace et à financer la croissance future de la société

Accroître l'engagement de l'équipe de TELUS pour l'amener à un niveau supérieur et poursuivre l'esprit de notre principe « notre entreprise, notre clientèle, notre collectivité, notre équipe, ma responsabilité »

## **4. Capacités**

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### **4.1 Principaux marchés et concurrents**

Une description des principaux marchés et concurrents de la société est présentée à la *rubrique 4.1* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS. Se reporter à la mise à jour concernant la concurrence présentée à la section « *Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2011* », à la *rubrique 9*.

### **4.2 Ressources opérationnelles**

Les ressources opérationnelles sont décrites à la *rubrique 4.2* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS.

### **4.3 Situation de trésorerie et sources de financement**

#### *Politiques financières liées à la structure du capital*

La société gère le capital dans le but i) de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût et la disponibilité du capital en fonction d'un risque acceptable; ii) de tenir compte des intérêts des détenteurs de titres de participation et de ceux des détenteurs de titres de créance.

Aux fins de la gestion du capital, la définition de capital inclut les actions ordinaires et les actions sans droit de vote (excluant le cumul des autres éléments du résultat global), la dette à long terme (y compris tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global), la trésorerie et les placements temporaires, ainsi que les créances titrisées.

La société gère la structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote, peut racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre d'offres permises de rachat dans le cours normal des activités, peut émettre de nouvelles actions, peut émettre de nouveaux titres de créance, peut émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, ou peut accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

La société surveille le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration, ainsi que les ratios de distribution. Se reporter à la *rubrique 7.4*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* ».



*Plan financier et plan de gestion de la structure du capital*

**Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital de TELUS pour 2011**

**Payer des dividendes aux détenteurs d’actions ordinaires et d’actions sans droit de vote de TELUS**

Le dividende du deuxième trimestre versé le 4 juillet 2011 se chiffre à 55 cents par action, soit une hausse de 10 % comparativement au dividende versé à la période correspondante de 2010. Un dividende de 55 cents par action a été déclaré le 4 août 2011 pour le troisième trimestre et est payable le 3 octobre 2011 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 septembre 2011.

TELUS prévoit poursuivre avec deux hausses de dividendes par année jusqu’en 2013, dividendes qui sont normalement déclarés en mai et en novembre, et elle s’attend à ce que la hausse annuelle se situe autour de 10 %. Nonobstant ce qui précède, les décisions touchant les dividendes continueront d’être assujetties à l’évaluation du conseil ainsi qu’à la détermination de la situation financière de la société et de ses perspectives sur une base trimestrielle. TELUS continue de maintenir son ratio de distribution à long terme se situant dans une fourchette de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective.

**Utiliser le produit des créances titrisées (présenté comme des emprunts à court terme), les facilités bancaires, le papier commercial et le réinvestissement des dividendes, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie**

Le papier commercial émis a augmenté de 150 millions de dollars au premier trimestre de 2011, aux fins du financement de la cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies et des acquisitions effectuées au cours de la période. Au deuxième trimestre de 2011, le papier commercial émis a augmenté de 728 millions de dollars et il a complété l’émission en mai 2011 de 600 millions de dollars de billets d’une durée de cinq ans; ces émissions ont servi à rembourser les billets libellés en dollars américains arrivés à échéance et à régler les swaps de devises connexes, ainsi qu’à financer un investissement additionnel dans Transactel (Barbados) Inc.

**Maintenir la conformité aux objectifs, aux politiques et aux lignes directrices sur le plan financier**

Maintenir des liquidités inutilisées d’au moins 1 milliard de dollars – La société disposait de facilités de crédit inutilisées de 971 millions de dollars au 30 juin 2011, ainsi que d’un montant de 100 millions de dollars en vertu du programme de titrisation de créances.

Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration de 1,5 à 2,0 fois – Le ratio était de 1,9 fois au 30 juin 2011. Se reporter à la *rubrique 7.4*.

Ratio de distribution se situant dans la fourchette de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles, sur une base prospective – Se reporter à la *rubrique 7.4*.

**Maintenir sa position de pleine couverture du risque de change à l’égard de sa dette**

La seule émission restante de titres de créance libellés en devises est arrivée à échéance et a été remboursée le 1<sup>er</sup> juin 2011, et le passif dérivé connexe a été réglé.

**Préserver l’accès aux marchés financiers à des coûts raisonnables en maintenant des cotes de crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes, à l’avenir**

Au 5 août 2011, les cotes de crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée.

**4.4 Changements au contrôle interne à l’égard de l’information financière**

Il n’y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l’égard de l’information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu’il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l’égard de l’information financière de la société.

**5. Analyse des résultats opérationnels**

L’analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

**5.1 Généralités**

Les secteurs opérationnels de la société constituant des secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. La segmentation s’appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des caractéristiques des clients, des canaux de distribution utilisés et de l’application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d’échange. L’information sectorielle présentée à la note 5 annexe des états financiers consolidés intermédiaires résumés est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société (le principal décideur opérationnel).

**5.2 Sommaire des résultats trimestriels**

La date du passage aux IFRS par la société est le 1<sup>er</sup> janvier 2011, et la date de transition, le 1<sup>er</sup> janvier 2010. Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », du présent rapport de gestion et à la note annexe 24, « *Explication de la transition aux IFRS de l'IASB* », des états financiers consolidés intermédiaires résumés datés du 30 juin 2011. Les résultats trimestriels de 2010 selon les IFRS présentés ci-dessous ne comportent pas de différences significatives par rapport aux résultats présentés conformément aux PCGR du Canada antérieurs. Se reporter à la rubrique 8.2.3 du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS pour une description des différences quantifiées dans les postes Produits d'exploitation, Bénéfice net et Bénéfice par action de base et dilué pour chaque trimestre de 2010. Dans le tableau ci-dessous, les résultats pour les trimestres de 2009 sont basés sur les PCGR du Canada antérieurs et seule l'analyse plus générale des tendances renvoie à ces résultats.

#### Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	IFRS de l'IASB						PCGR du Canada antérieurs	
	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009
<b>Produits opérationnels</b>	<b>2 554</b>	2 531	2 554	2 461	2 400	2 377	2 443	2 411
<b>Charges opérationnelles</b>								
Achat de biens et services <sup>1</sup>	1 134	1 098	1 235	1 036	997	968	1 081	988
Charge au titre des avantages du personnel <sup>2</sup>	470	447	478	484	478	466	573	500
Dotation aux amortissements	442	444	445	433	409	454	441	430
	<b>2 046</b>	1 989	2 158	1 953	1 884	1 888	2 095	1 918
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>508</b>	542	396	508	516	489	348	493
Autres charges, montant net	—	—	—	—	—	—	10	6
Coûts de financement	94	104	105	185	117	115	230	101
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>	<b>414</b>	438	291	323	399	374	108	386
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	90	110	65	72	97	101	(48)	106
<b>Résultat net</b>	<b>324</b>	328	226	251	302	273	156	280
<b>Résultat net attribuable aux actions ordinaires et actions sans droit de vote</b>	<b>321</b>	327	225	250	301	272	155	279
<b>Résultat net par action ordinaire et action sans droit de vote</b>								
– De base	0,99	1,01	0,70	0,78	0,94	0,85	0,49	0,88
– Dilué	0,98	1,00	0,70	0,78	0,94	0,85	0,49	0,87
Dividendes en espèces déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,55	0,525	0,525	0,50	0,50	0,475	0,475	0,475
<b>Information supplémentaire</b>								
BAIIA <sup>3</sup>	950	986	841	941	925	943	789	923
Autres coûts de restructuration	7	1	30	1	—	—	1	2
Coûts de restructuration liés à l'effectif	5	3	8	16	19	6	76	30

- En ce qui concerne les chiffres des trimestres de 2009 présentés selon les PCGR du Canada, charges opérationnelles plus coûts de restructuration, tels qu'ils sont présentés dans les comptes consolidés de résultat et états consolidés des autres éléments du résultat global, moins charge au titre des avantages du personnel (se reporter à la note 2 ci-dessous). Comprend les autres coûts de restructuration, tels qu'ils sont illustrés ci-dessus dans l'Information supplémentaire.
- En ce qui concerne les chiffres des trimestres présentés selon les PCGR du Canada antérieurs, la charge au titre des avantages du personnel a initialement été présentée dans la note sur les renseignements financiers supplémentaires figurant aux états financiers consolidés pour ces trimestres. Comprend les coûts de restructuration liés à l'effectif, tels qu'ils sont illustrés ci-dessus dans l'Information supplémentaire.
- Chiffres tels qu'ils ont initialement été présentés pour les trimestres de 2009.

#### Tendances

La tendance observée au chapitre des produits opérationnels consolidés reflète i) la croissance d'un exercice à l'autre des produits tirés du réseau mobile, en raison de l'accroissement des PMAA et du nombre d'abonnés ainsi que de l'augmentation des produits tirés de l'équipement; ii) la croissance des produits tirés des services mobiles de transmission de données, laquelle a largement neutralisé la baisse des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants et des produits tirés de l'équipement et autres produits tirés des services. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2011, les transactions liées à Transactel et les activités d'un détaillant de services mobiles acquises sont consolidées, ce qui a donné lieu à la comptabilisation de produits supplémentaires d'environ 11 millions de dollars et n'a eu aucune incidence sur le résultat net du premier trimestre, et à la comptabilisation de produits d'environ 13 millions de dollars et d'une perte nette de 1 million de dollars au deuxième trimestre.

Les produits tirés du réseau mobile reflètent la tendance au chapitre de la croissance des produits tirés des services de transmission de données (croissance d'un exercice à l'autre de 49 % au deuxième trimestre de 2011), laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix, pour laquelle une analyse est présentée à la *rubrique 5.4*. La croissance des produits tirés des services de transmission de données découle de la plus grande utilisation de forfaits de services de transmission de données en raison de l'utilisation accrue de téléphones intelligents. L'accroissement de la demande visant les services mobiles de transmission de données pourrait poser des problèmes au chapitre de la capacité du réseau et de la capacité spectrale dans l'avenir. Les produits tirés de l'équipement mobile se sont de façon générale accrus d'un exercice à l'autre, en raison des volumes à la hausse d'acquisition d'abonnés et de fidélisation, ainsi que de l'accroissement de la gamme de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés.

L'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents offrant des services mobiles, conjuguée au lancement de nouvelles marques défensives par des fournisseurs de services mobiles titulaires concurrents et par le relancement de marques par un concurrent, pourrait perturber les résultats saisonniers habituels au chapitre des ajouts d'abonnés des services mobiles dans l'avenir. Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services mobiles moins élevé au quatrième trimestre. Le troisième trimestre a lui aussi gagné en importance en ce qui a trait aux ajouts d'abonnés et aux coûts d'acquisition connexes, en raison des promotions pour la rentrée scolaire. Les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Par ailleurs, les PMAA tirés des services mobiles subissent généralement des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, et des baisses séquentielles aux quatrième et premier trimestres.

La tendance au chapitre des produits tirés des services filaires reflète la croissance des produits tirés des services de transmission de données découlant de l'augmentation continue du nombre d'abonnés à TELUS TV (77 % au cours de la période de 12 mois close le 30 juin 2011), ainsi que la croissance des produits tirés des services de transmission de données améliorés, des services Internet et des services gérés à l'intention du marché d'affaires, atténuées par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de données de base existants. La tendance à la baisse générale des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des lignes d'accès au réseau tient au passage aux services mobiles et aux services IP, ainsi qu'à la concurrence de la part des fournisseurs offrant des services VoIP (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d'installations. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont diminué au cours des quatre trimestres les plus récents, en raison des services Télé OPTIK et Internet OPTIK de TELUS et de l'offre de produits groupés améliorés. Bien que les lignes d'affaires d'accès au réseau reflètent la croissance d'un exercice à l'autre enregistrée au cours des deux premiers trimestres de 2011, la tendance à la baisse générale des lignes d'affaires d'accès au réseau reflète l'intensification de la concurrence sur le marché des PME, ainsi que le délaissement des services de transmission de la voix en faveur des services IP plus efficaces.

La tendance au chapitre de l'achat de biens et services reflète l'augmentation des coûts engagés à l'appui du nombre à la hausse d'abonnés des services mobiles et du service Télé OPTIK de TELUS, ainsi que l'augmentation saisonnière des charges liées aux services mobiles aux troisième et quatrième trimestres, dont il est fait mention ci-dessus. De plus, les résultats au quatrième trimestre de 2010 reflètent la comptabilisation d'importants autres coûts de restructuration de 30 millions de dollars au titre des initiatives d'efficacité opérationnelle.

La charge au titre des avantages du personnel au deuxième trimestre de 2011 reflète l'augmentation du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP ») découlant de l'acquisition de Transactel (Barbados) Inc. et des activités d'un détaillant de services mobiles, ainsi que de l'embauche ciblée de personnel pour soutenir la croissance du service TELUS TV et des services mobiles, facteurs neutralisés en partie par la diminution des charges au titre des régimes de retraite à prestations définies et par la baisse des coûts de restructuration liés à l'effectif. La charge au titre des avantages du personnel en 2010 reflétait la baisse du nombre d'employés ETP au pays découlant des initiatives d'efficacité opérationnelle et de l'attrition, facteur neutralisé en partie par l'accroissement de la rémunération et par une augmentation du nombre d'employés ETP de TELUS International aux fins de la prestation de services aux abonnés des services de gros et à des fins internes.

La baisse séquentielle de la dotation aux amortissements trimestrielle au deuxième trimestre de 2010 tenait compte de la diminution sur une base actualisée de l'amortissement des décodeurs pour la télévision découlant de l'augmentation de leur durée d'utilité estimative, ainsi que de l'incidence de la diminution des dépenses en immobilisations au premier semestre de 2010. Elle tient aussi compte d'une réduction d'environ 5 millions de dollars découlant de la comptabilisation de crédits d'impôt à l'investissement touchant des immobilisations capitalisées lors d'exercices antérieurs qui ont été entièrement amorties, suivant l'établissement de leur admissibilité par l'administration fiscale. La hausse séquentielle de la dotation aux amortissements à compter du quatrième trimestre de 2009 est imputable au nombre plus élevé d'immobilisations en service, y compris le réseau sans fil HSPA+ dont le lancement a eu lieu en novembre 2009, facteur neutralisé en partie par la comptabilisation de crédits d'impôt à l'investissement d'environ 10 millions de dollars.

Les coûts de financement pour l'exercice complet 2011 devraient être inférieurs à ceux comptabilisés en 2010 (se reporter à la rubrique 9, « *Indications pour l'exercice 2011* »). Les coûts de financement pour chaque période sont présentés déduction faite des montants variables de produits d'intérêts, y compris les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs. Les coûts de financement comptabilisés au troisième trimestre de 2010 incluent une perte de 52 millions de dollars liée au remboursement par anticipation d'une tranche d'environ 45 % du montant en capital des billets à 8 % libellés en dollars américains (échéant en juin 2011) et au dénouement des swaps de devises connexes. Les coûts de financement au quatrième trimestre de 2009 incluaient une perte de 99 millions de dollars découlant du remboursement par anticipation semblable d'une tranche du montant en capital de ces billets. Chacun de ces remboursements a été financé par l'émission, pour un coût moindre, de billets à 5,05 % d'un montant de 1 milliard de dollars échéant dans 10 ans.

Les tendances observées au chapitre du résultat net et du résultat par action reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations de l'impôt sur le résultat, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements.

#### Ajustements liés à l'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	IFRS de l'IASB						PCGR du Canada antérieurs	
	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010	T1 2010	T4 2009	T3 2009
Incidence approximative sur le résultat net	11	—	10	9	10	1	71	14
Incidence approximative sur le résultat par action	0,03	—	0,03	0,03	0,03	—	0,23	0,04
Résultat par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,96	1,01	0,67	0,75	0,91	0,85	0,26	0,84

### 5.3 Comptes consolidés de résultat et états consolidés des autres éléments du résultat global

L'analyse qui suit porte sur le rendement financier consolidé de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 5.4, « *Secteur des services filaires* », à la rubrique 5.5, « *Secteur des services mobiles* », et à la rubrique 7.2, « *Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations* ».

Produits opérationnels (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Services	2 379	2 259	5,3 %	4 716	4 487	5,1 %
Équipement	165	129	27,9 %	334	266	25,6 %
	2 544	2 388	6,5 %	5 050	4 753	6,2 %
Autres produits opérationnels	10	12	(16,7) %	35	24	45,8 %
	2 554	2 400	6,4 %	5 085	4 777	6,4 %

Les produits opérationnels consolidés ont augmenté de 154 millions de dollars et de 308 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

- Les produits tirés des services ont augmenté d'un exercice à l'autre de 120 millions de dollars et de 229 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Les produits tirés des services mobiles se sont accrus de 102 millions de dollars et de 216 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre, en raison essentiellement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile découlant de l'adoption accélérée des téléphones intelligents et de la croissance du nombre d'abonnés. Les produits tirés des services filaires ont augmenté d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars et de 13 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre, résultats qui tiennent au fait que la croissance des services de transmission de données a excédé la baisse des services de transmission de la voix locaux et interurbains existants.
- Les produits tirés de l'équipement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 36 millions de dollars et de 68 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Les ventes d'équipement mobile se sont accrues de 14 millions de dollars et de 31 millions de dollars, respectivement, en raison des volumes à la hausse d'acquisition d'abonnés et de fidélisation, d'une plus grande proportion de ventes de téléphones intelligents offerts à prix plus élevés ainsi que des ventes de tablettes au cours de l'exercice considéré. Les ventes d'équipement filaire ont augmenté de 22 millions de dollars et de 37 millions de dollars, respectivement, en raison des ventes d'équipement à d'importantes entreprises clientes.

- Les autres produits opérationnels comprennent l'aide publique, ainsi que les profits, le bénéfice ou les pertes sur placements, et les profits ou pertes à la cession de biens immobiliers. Les autres produits opérationnels ont diminué de 2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et augmenté de 11 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. L'augmentation au premier semestre tient essentiellement à la comptabilisation, au premier trimestre de 2011, d'un profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel (comme il est fait mention à la *rubrique 2*). Les autres variations au deuxième trimestre et au premier semestre découlent principalement d'une réduction de l'aide publique sous forme de subventions transférables concernant les zones de desserte à coût élevé et du recouvrement de coûts liés à l'effectif en vertu de programmes gouvernementaux admissibles. Se reporter à la note annexe 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Charges opérationnelles (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Achat de biens et services	1 134	997	13,7 %	2 232	1 965	13,6 %
Charge au titre des avantages du personnel	470	478	(1,7) %	917	944	(2,9) %
Amortissement des immobilisations corporelles	326	318	2,5 %	658	664	(0,9) %
Amortissement des immobilisations incorporelles	116	91	27,5 %	228	199	14,6 %
	<b>2 046</b>	<b>1 884</b>	<b>8,6 %</b>	<b>4 035</b>	<b>3 772</b>	<b>7,0 %</b>

Les charges opérationnelles consolidées ont augmenté de 162 millions de dollars et de 263 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

- L'achat de biens et services a augmenté d'un exercice à l'autre de 137 millions de dollars et de 267 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, résultats qui reflètent l'accroissement des coûts d'acquisition d'abonnés et des frais de fidélisation dans le secteur des services mobiles, ainsi que l'augmentation des coûts engagés pour soutenir et accroître les services filaires Télé OPTIK.
- La charge au titre des avantages du personnel a diminué d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars et de 27 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Ces diminutions reflètent la hausse du recouvrement au titre des régimes de retraite à prestations définies, la réduction de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui tient principalement au fait que des salariés ont choisi de régler leurs options autrement qu'aux termes de l'option de règlement en espèces net, la diminution des coûts de restructuration liés à l'effectif, et les plus importants coûts capitalisés relatifs à la main-d'œuvre découlant de l'accroissement des dépenses en immobilisations au premier semestre de 2011, par rapport à la période correspondante de 2010. La charge au titre des salaires s'est accrue de 13 millions de dollars au cours du trimestre et du semestre, en raison de l'augmentation des taux de rémunération de la direction le 1<sup>er</sup> avril, de la prise en compte des transactions liées à Transactel depuis le 1<sup>er</sup> février 2011, et de l'acquisition des activités d'un détaillant de services mobiles au premier trimestre.
- L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et a diminué de 6 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. L'augmentation d'un exercice à l'autre enregistrée au deuxième trimestre de 2011 tient en grande partie à la croissance nette du réseau sans fil HSPA+ et des autres immobilisations corporelles, facteur neutralisé en partie par une augmentation des actifs entièrement amortis et toujours utilisés. La diminution de l'amortissement des immobilisations corporelles au premier semestre de 2011 découle de l'augmentation des actifs entièrement amortis et toujours utilisés (y compris les stations cellulaires numériques et le matériel informatique) et d'une diminution, depuis le début de l'exercice 2011, de l'amortissement des décodeurs pour le service TELUS TV, en raison de la hausse de la durée d'utilité attendue au deuxième trimestre de 2010, facteur neutralisé en partie par la croissance nette du réseau sans fil HSPA+ et des autres immobilisations corporelles, ainsi que des actifs de Transactel acquis.
- L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté d'un exercice à l'autre de 25 millions de dollars et de 29 millions de dollars, respectivement. Ces augmentations tiennent principalement aux dépenses en immobilisations continues dans le réseau et dans les logiciels administratifs, à l'amortissement des listes de clients découlant des acquisitions de Transactel et des activités d'un détaillant fournisseur de services mobiles en 2011, ainsi qu'à la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2010, de crédits d'impôt à l'investissement de 5 millions de dollars.

Résultat opérationnel (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
	<b>508</b>	<b>516</b>	<b>(1,6) %</b>	<b>1 050</b>	<b>1 005</b>	<b>4,5 %</b>

Le résultat opérationnel a diminué de 8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et a augmenté de 45 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le BAIIA du secteur des services mobiles s'est accru de 45 millions de dollars et de 101 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre (se reporter à la *rubrique 5.4*). L'augmentation du BAIIA du secteur des services mobiles a été neutralisée en partie par une baisse d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars et de 33 millions de dollars, respectivement, du BAIIA du secteur des services filaires, au deuxième trimestre et au premier semestre (se reporter à la *rubrique 5.5*). La dotation aux amortissements a augmenté d'un exercice à l'autre de 33 millions de dollars et de 23 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Charges d'intérêts	<b>102</b>	116	(12,1) %	<b>208</b>	232	(10,3) %
Gains de change et produits d'intérêts	<b>(8)</b>	1	n.s.	<b>(10)</b>	—	n.s.
	<b>94</b>	117	(19,7) %	<b>198</b>	232	(14,7) %

Les coûts de financement ont diminué de 23 millions de dollars et de 34 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Les charges d'intérêts ont reculé d'un exercice à l'autre de 14 millions de dollars et de 24 millions de dollars, respectivement, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif sur la dette à long terme découlant des activités de financement au cours du trimestre considéré et du troisième trimestre de 2010, ainsi que de l'augmentation du papier commercial à faible taux en 2011.

La baisse du taux d'intérêt effectif tient : i) au remboursement par anticipation, en septembre 2010, de billets à 8 % libellés en dollars américains et au dénouement des swaps de devises connexes, transactions qui ont été financées par l'émission, en juillet 2010, de billets à 5,05 %; ii) à l'arrivée à échéance le 1<sup>er</sup> juin 2011 de la tranche restante des billets libellés en dollars américains et au règlement des swaps de devises connexes, financés au moyen de l'émission en mai 2011 de titres de créance à 3,65 % et de papier commercial à faible taux. Les coûts de financement pour l'exercice complet 2011 devraient être environ 135 millions de dollars moins élevés qu'ils ne l'étaient en 2010, en raison essentiellement de ces activités de refinancement. Se reporter à la *rubrique 9*, « *Indications pour l'exercice 2011* ».

Charge d'impôt sur le résultat (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi moyens pondérés	<b>113</b>	115	(1,7) %	<b>232</b>	223	4,0 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	<b>(7)</b>	(9)	—	<b>(15)</b>	(16)	—
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	<b>(11)</b>	(10)	—	<b>(11)</b>	(11)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	—	1	—	—	2	—
Autres	<b>(5)</b>	—	—	<b>(6)</b>	—	—
	<b>90</b>	97	(7,2) %	<b>200</b>	198	1,0 %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	<b>27,2</b>	28,9	(1,7) pt	<b>27,2</b>	28,9	(1,7) pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	<b>21,7</b>	24,5	(2,8) pts	<b>23,5</b>	25,7	(2,2) pts

La diminution de 2 millions de dollars des impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi au deuxième trimestre de 2011, par rapport à la période correspondante de 2010, découle de la réduction du taux d'imposition combiné prévu par la loi, laquelle a largement neutralisé l'augmentation de 3,8 % du résultat avant impôt sur le résultat. Les impôts de base combinés aux taux d'imposition prévus par la loi ont augmenté de 9 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport à la période correspondante de 2010, en raison de la hausse de 10,2 % du résultat avant impôt sur le résultat, facteur neutralisé en partie par la diminution du taux d'imposition combiné prévu par la loi. Les taux d'imposition effectifs étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison de la réévaluation des passifs d'impôt différé, de l'écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs et des ajustements corrélatifs à ce redressement, ainsi que des autres écarts au chapitre du résultat imposable.

<b>Résultat net</b> (en millions de dollars)	<b>Trimestres clos les 30 juin</b>			<b>Semestres clos les 30 juin</b>		
	<b>2011</b>	2010	Variation	<b>2011</b>	2010	Variation
	<b>324</b>	302	7,3 %	<b>652</b>	575	13,4 %

Le résultat net a augmenté de 22 millions de dollars et de 77 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Se reporter à l'analyse sommaire présentée à la *rubrique 1.3*.

<b>Autres éléments du résultat global</b> (en millions de dollars)	<b>Trimestres clos les 30 juin</b>			<b>Semestres clos les 30 juin</b>		
	<b>2011</b>	2010	Variation	<b>2011</b>	2010	Variation
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	<b>(6)</b>	2	n.s.	<b>(2)</b>	18	n.s.
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat	<b>(127)</b>	(211)	39,8 %	<b>(83)</b>	(217)	61,8 %
	<b>(133)</b>	(209)	36,4 %	<b>(85)</b>	(199)	57,3 %

Les autres éléments du résultat global qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie, ainsi que les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

L'autre élément du résultat global qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat concerne les écarts actuariels après impôt au titre des régimes à prestations définies qui se produisent lorsque le taux de rendement réel des régimes pour la période diffère des taux de rendement à long terme attendus, et qui fluctueront probablement d'une période à l'autre.

#### 5.4 Secteur des services mobiles

<b>Produits opérationnels – secteur des services mobiles</b> (en millions de dollars)	<b>Trimestres clos les 30 juin</b>			<b>Semestres clos les 30 juin</b>		
	<b>2011</b>	2010	Variation	<b>2011</b>	2010	Variation
Voix	<b>833</b>	865	(3,7) %	<b>1 670</b>	1 700	(1,8) %
Données	<b>402</b>	270	48,9 %	<b>768</b>	524	46,6 %
Services de réseau	<b>1 235</b>	1 135	8,8 %	<b>2 438</b>	2 224	9,6 %
Équipement et autres produits	<b>98</b>	81	21,0 %	<b>203</b>	169	20,1 %
Produits opérationnels externes	<b>1 333</b>	1 216	9,6 %	<b>2 641</b>	2 393	10,4 %
Produits tirés des activités intersectorielles	<b>10</b>	9	11,1 %	<b>19</b>	16	18,8 %
Total des produits opérationnels	<b>1 343</b>	1 225	9,6 %	<b>2 660</b>	2 409	10,4 %

Les produits opérationnels du secteur des services mobiles ont augmenté de 118 millions de dollars et de 251 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

- Les produits tirés des services de réseau se sont accrus d'un exercice à l'autre de 100 millions de dollars et de 214 millions de dollars, respectivement.

Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué d'un exercice à l'autre de 32 millions de dollars au deuxième trimestre et de 30 millions de dollars au premier semestre, en raison de la tendance continue à la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 39,63 \$ au deuxième trimestre de 2011 et à 39,90 \$ au premier semestre de 2011, en baisse de 4,04 \$ (9,3 %) et de 3,27 \$ (7,6 %), respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix reflète l'utilisation croissante des services de transmission de données tenant au fait que les abonnés optent pour des forfaits dont les tarifs sont davantage axés sur les services de transmission de données, comme en témoigne le remplacement des communications vocales par la messagerie textuelle. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix reflète également l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses découlant des changements dans les habitudes des abonnés et l'adoption de forfaits visant à optimiser les tarifs, la pénétration accrue de la marque Koodo, qui génère des PMAA plus faibles, un volume accru du nombre d'abonnés aux clés Internet mobile et aux tablettes pour lesquelles aucun produit des services de transmission de la voix ne peut être tiré, et la diminution des PMAA tirés du service Mike<sup>MD</sup>, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des volumes liés aux services d'itinérance depuis l'étranger et par les frais mensuels de 2 \$ que les abonnés doivent payer lorsqu'ils décident de continuer à recevoir une facture papier plutôt qu'une facture en ligne.

Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté d'un exercice à l'autre de 132 millions de dollars, ou 49 %, au deuxième trimestre de 2011, et de 244 millions de dollars, ou 47 %, au

premier semestre de 2011. Ces augmentations reflètent les produits élevés tirés des services liés aux téléphones intelligents et à la messagerie textuelle, qui découlent de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents, de l'utilisation accrue de forfaits de services de transmission de données, et de la croissance des clés Internet mobile et des tablettes, ainsi que de la hausse des volumes liés aux services de transmission de données en itinérance depuis l'étranger, facteurs neutralisés en partie par la baisse des tarifs liés aux services d'itinérance. Les produits tirés des services de transmission de données ont représenté 33 % des produits tirés des services de réseau au deuxième trimestre de 2011 et 32 % au premier semestre de 2011, comparativement à 24 % au deuxième trimestre et au premier semestre de 2010. Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 19,25 \$ et à 18,49 \$, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, en hausse de 5,45 \$, ou 39 %, et de 5,02 \$, ou 37 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La croissance des PMAA tirés des services de transmission de données d'un exercice à l'autre s'est poursuivie et s'est établie à 39 % au deuxième trimestre, par rapport à 35 % au premier trimestre de 2011 et à 27 %, à 21 %, à 19 % et à 17 %, respectivement, aux quatrième, troisième, deuxième et premier trimestres de 2010.

Les PMAA combinés se sont établis à 58,88 \$ et à 58,39 \$, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, en hausse de 1,41 \$, ou 2,5 %, et de 1,75 \$, ou 3,1 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. La hausse des PMAA combinés reflète l'utilisation accrue des services de transmission de données découlant de l'adoption accrue des téléphones intelligents et des volumes à la hausse des services d'itinérance, facteurs neutralisés en partie par la réduction des produits tirés des services de transmission de la voix découlant de la réduction des tarifs et du nombre de minutes utilisées, ainsi que de la pénétration accrue du marché des clés Internet mobile et des tablettes. La hausse de 2,5 % des PMAA enregistrée ce trimestre représente la troisième augmentation trimestrielle consécutive enregistrée d'un exercice à l'autre.

L'augmentation des ajouts bruts d'abonnés reflète l'amélioration de la gamme d'appareils, les activités promotionnelles et les efforts continus déployés afin d'attirer des abonnés des services postpayés présentant une valeur élevée et de les fidéliser, y compris les efforts visant à attirer de nouveaux abonnés aux téléphones intelligents, facteurs neutralisés en partie par l'intensification de la concurrence visant tant les services postpayés que les services prépayés. Le total des ajouts bruts d'abonnés s'est accru d'un exercice à l'autre de 8,2 % au deuxième trimestre de 2011 et de 8,6 % au premier semestre de 2011. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont augmenté d'un exercice à l'autre de 12 % et de 13 %, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés n'ont pas varié de façon significative par rapport à l'exercice précédent.

Bien que les ajouts bruts d'abonnés aient augmenté de 34 000 au deuxième trimestre de 2011 et de 66 000 au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, les ajouts nets d'abonnés quant à eux ont diminué de 30 000 et de 49 000, respectivement. La baisse des ajouts nets tient principalement à des taux de désabonnement plus élevés découlant de la perte d'un contrat visant la prestation de services mobiles octroyé par le gouvernement fédéral à un concurrent (32 000 abonnés au deuxième trimestre de 2011 et 48 000 abonnés au premier semestre de 2011, soit une hausse du taux de désabonnement de 16 points de pourcentage et de 12 points de pourcentage, respectivement, pour les deux périodes). La baisse des ajouts nets découle également de l'intensification de la concurrence de la part de nouveaux venus et du lancement ou du relancement de marques par des entreprises titulaires depuis le troisième trimestre de 2010. L'intensification de la concurrence a été particulièrement marquée au chapitre des tarifs et du plus grand nombre de forfaits permettant un usage illimité nécessitant un plus important financement des appareils qui sont offerts par de nouveaux venus et par des entreprises titulaires nationales concurrentes. Le taux de désabonnement mensuel combiné des abonnés des services mobiles s'est établi à 1,67 % au deuxième trimestre de 2011 et à 1,69 % au premier semestre de 2011, en hausse par rapport à 1,45 % et à 1,50 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2010. Le taux de désabonnement au trimestre considéré a diminué légèrement par rapport au taux de 1,70 % enregistré au premier trimestre de 2011 et au taux de 1,72 % enregistré au quatrième trimestre de 2010.

La société a enregistré une hausse du taux d'adoption des téléphones intelligents au quatrième trimestre de 2010, qui s'est poursuivie au premier semestre de 2011. Ces téléphones représentent 61 % des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés au deuxième trimestre de 2011, par rapport à 30 % à la période correspondante de 2010. Au 30 juin, les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents représentaient 42 % du nombre d'abonnés des services postpayés, comparativement à 25 % à l'exercice précédent. Les abonnés qui utilisent des téléphones intelligents génèrent des PMAA considérablement plus élevés que ceux tirés des appareils qui donnent uniquement accès aux services de messagerie textuelle et de transmission de la voix, et leur taux de désabonnement est moins élevé. Toutefois, les coûts d'acquisition d'abonnés et les frais de fidélisation découlant de ces téléphones sont plus élevés en raison du financement élevé des appareils associé aux contrats pluriannuels conclus ou renouvelés. L'accroissement de la gamme de téléphones intelligents



offerts devrait continuer d'avoir une incidence favorable sur la croissance future des produits tirés des services de transmission de données, sur les PMAA et sur les taux de désabonnement, et se traduire par une hausse des produits opérationnels prévus sur la durée de l'appareil. L'accroissement de la gamme de téléphones intelligents devrait également donner lieu à une hausse des frais de fidélisation dans l'avenir et à une utilisation accrue du réseau, et nécessiter des investissements continus dans le réseau.

- Les produits tirés de l'équipement et autres produits ont augmenté d'un exercice à l'autre de 17 millions de dollars et de 34 millions de dollars, respectivement. Les produits tirés de l'équipement se sont accrus de 14 millions de dollars et de 31 millions de dollars, respectivement, en raison essentiellement de la hausse des volumes d'acquisition d'abonnés et de fidélisation, du nombre plus élevé de branchements de téléphones intelligents par des abonnés existants et de nouveaux abonnés, des produits tirés du programme de remplacement d'appareil simple lancé en novembre 2010 et offert aux abonnés des services postpayés qui remplacent leur appareil par un nouvel appareil avant l'expiration de leur contrat et, dans une moindre mesure, des produits plus élevés tirés des ventes d'accessoires. L'augmentation a été neutralisée en partie par les pressions concurrentielles sur les prix des appareils, qui ont entraîné une hausse des coûts de financement des appareils.
- Les produits tirés des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services mobiles au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

#### Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles

	Aux 30 juin		
	2011	2010	Variation
<b>Abonnés</b> (en milliers)			
Postpayés	5 849	5 464	7,0 %
Prépayés	1 248	1 235	1,1 %
Total	7 097	6 699	5,9 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	82,4	81,6	0,8 pt
Total de la population <sup>1</sup> couverte par les services numériques (en millions) <sup>2</sup>	34,1	33,7	1,2 %
Population couverte par le réseau HSPA+ (en millions) <sup>2</sup>	33,5	31,7	5,7 %

	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
<b>Ajouts bruts d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	310	277	11,9 %	582	515	13,0 %
Prépayés	137	136	0,7 %	253	254	(0,4) %
Total	447	413	8,2 %	835	769	8,6 %
<b>Ajouts nets d'abonnés</b> (en milliers)						
Postpayés	92	109	(15,6) %	144	174	(17,2) %
Prépayés	2	15	(86,7) %	(18)	1	n.s.
Total	94	124	(24,2) %	126	175	(28,0) %
PMAA (en dollars) <sup>3</sup>	58,88	57,47	2,5 %	58,39	56,64	3,1 %
Taux de désabonnement, par mois (en %) <sup>3</sup>	1,67	1,45	22 pts	1,69	1,50	19 pts
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	337	373	(9,7) %	331	366	(9,6) %
Frais d'acquisition <sup>4</sup> par ajout brut d'abonné (en dollars) <sup>3</sup>	370	342	8,2 %	360	333	8,1 %
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) <sup>3</sup>	11,9	9,9	2,0 pts	12,1	10,6	1,5 pt
BAIIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %)	45,7	45,8	(0,1) pt	45,8	45,6	0,2 pt

1. Par « population », on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture. Au 30 juin 2011, la population canadienne s'élevait à environ 34,3 millions d'habitants (Statistique Canada).
2. Y compris les ententes de services d'itinérance et de revente ainsi que les ententes de partage de réseau, conclues principalement avec Bell Canada.
3. Se reporter à la rubrique 11.3, « Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.
4. Frais d'acquisition.

Charges opérationnelles – secteur des services mobiles (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Charges liées aux ventes d'équipement	280	217	29,0 %	552	435	26,9 %
Charges opérationnelles des services de réseau	164	160	2,5 %	328	317	3,5 %
Frais de marketing	113	101	11,9 %	213	187	13,9 %
Frais généraux et d'administration						
Charge au titre des avantages du personnel	133	123	8,1 %	257	248	3,6 %
Autres frais généraux et d'administration	88	104	(15,4) %	194	207	(6,3) %
<b>Total des charges opérationnelles</b>	<b>778</b>	<b>705</b>	<b>10,4 %</b>	<b>1 544</b>	<b>1 394</b>	<b>10,8 %</b>

- Les charges liées aux ventes d'équipement ont augmenté d'un exercice à l'autre de 63 millions de dollars, ou 29 %, au deuxième trimestre, et de 117 millions de dollars, ou 27 %, au premier semestre. Ces hausses reflètent l'augmentation des volumes d'acquisition d'abonnés et de fidélisation et l'accroissement des coûts par appareil afin de soutenir les ajouts d'abonnés et la migration des abonnés existants vers des téléphones intelligents, principalement les appareils iPhone, BlackBerry et Android et, dans une moindre mesure, la hausse des coûts liés aux accessoires.
- Les charges opérationnelles des services de réseau ont augmenté d'un exercice à l'autre de 4 millions de dollars, ou 2,5 %, au deuxième trimestre, et de 11 millions de dollars, ou 3,5 %, au premier semestre, résultats qui reflètent l'efficacité accrue du réseau, comme en témoigne la croissance des produits tirés des services de réseau, laquelle s'est établie à environ 9 %. L'augmentation des charges liées aux services de réseau reflète la croissance des volumes d'itinérance, neutralisée en partie par la baisse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation ainsi que par la réduction des tarifs liés aux services d'itinérance. La baisse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d'utilisation a largement neutralisé la hausse des volumes liés à des revenus partagés avec des tiers et des volumes liés aux licences d'utilisation des fournisseurs de services, en raison de la forte croissance des services de transmission de données tenant à la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents.
- Les frais de marketing se sont accrus d'un exercice à l'autre de 12 millions de dollars, ou 12 %, au deuxième trimestre, et de 26 millions de dollars, ou 14 %, au premier semestre. Ces résultats tiennent essentiellement à la hausse des commissions liée à l'accroissement des volumes, y compris les ajouts d'abonnés aux téléphones intelligents, et à la légère hausse des frais de publicité et de promotion.

Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné ont augmenté d'un exercice à l'autre de 28 \$, ou 8,2 %, au deuxième trimestre de 2011, et de 27 \$, ou 8,1 %, au premier semestre de 2011. Ces augmentations sont imputables à la hausse des coûts de financement par appareil reflétant la plus importante gamme de téléphones intelligents offerts, aux pressions concurrentielles sur les prix des appareils entraînant un plus important financement des appareils et, dans une moindre mesure, à la hausse des commissions à l'appui du plus grand nombre de téléphones intelligents de plus grande valeur. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le règlement non récurrent lié au financement de canaux comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice précédent, ainsi que par un taux de change favorable du dollar américain comparativement à 2010.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau ont augmenté de 2 points de pourcentage pour s'établir à 11,9 % au deuxième trimestre de 2011 et ils ont augmenté de 1,5 point de pourcentage pour s'établir à 12,1 % au premier semestre de 2011, comparativement aux périodes correspondantes de 2010. La hausse du ratio des frais de fidélisation tient aux volumes de fidélisation accrus et à l'augmentation des coûts de financement par appareil liés à l'accroissement considérable du volume de clients passant aux téléphones intelligents, notamment la mise à niveau des appareils fondés sur la technologie HSPA. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance accrue des produits tirés des services de réseau, par les produits tirés du programme de remplacement d'appareil simple dont le lancement a eu lieu en novembre 2010, et par le taux de change favorable du dollar américain par rapport à 2010.

- Le total des frais généraux et d'administration a diminué d'un exercice à l'autre de 6 millions de dollars, ou 2,6 %, au deuxième trimestre et de 4 millions de dollars, ou 0,9 %, au premier semestre, résultats qui reflètent l'efficacité accrue des activités à l'appui de l'accroissement du nombre d'abonnés sur une période de 12 mois, lequel s'est établi à 5,9 %.

La charge au titre des avantages du personnel a augmenté d'un exercice à l'autre de 10 millions de dollars et de 9 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre. Ces hausses reflètent l'accroissement de la rémunération et l'augmentation du nombre d'employés ETP au pays. Cette dernière augmentation tient à l'acquisition des activités d'un détaillant de services mobiles TELUS au premier trimestre de 2011, et elle vise aussi à soutenir la croissance du nombre d'abonnés.

Les autres frais généraux et d'administration ont diminué d'un exercice à l'autre de 16 millions de dollars et de 13 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre. Ces résultats reflètent la comptabilisation au deuxième trimestre de 2011 de crédits non récurrents de 11 millions de dollars consentis par les fournisseurs et la réduction des créances douteuses, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts relatifs à la main-d'œuvre externe en 2011, visant à soutenir l'accroissement du nombre d'abonnés, et par les économies non récurrentes au titre de l'efficacité opérationnelle comptabilisées au premier trimestre de l'exercice précédent.

BAIIA – secteur des services mobiles	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
BAIIA (en millions de dollars)	565	520	8,7 %	1 116	1 015	10,0 %
Marge du BAIIA (en %)	42,1	42,4	(0,3) pt	42,0	42,1	(0,1) pt

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté de 45 millions de dollars et de 101 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ces résultats reflètent l'amélioration des produits tirés des services de transmission de données et l'accroissement du nombre d'abonnés des services postpayés, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et les économies non récurrentes au titre du Programme d'efficacité opérationnelle comptabilisées au deuxième trimestre de 2011, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts d'acquisition d'abonnés et des frais de fidélisation. La marge du BAIIA a diminué légèrement par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, car la croissance des produits tirés des services de transmission de données et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle ont largement neutralisé la hausse des coûts d'acquisition d'abonnés et des frais de fidélisation.

## 5.5 Secteur des services filaires

Produits opérationnels – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Services et équipement de transmission de données	635	557	14,0 %	1 254	1 115	12,5 %
Services locaux de transmission de la voix	380	416	(8,7) %	767	845	(9,2) %
Services interurbains de transmission de la voix	122	136	(10,3) %	246	269	(8,6) %
Autres services et équipement	74	62	19,4 %	142	130	9,2 %
Produits tirés des services et de l'équipement	1 211	1 171	3,4 %	2 409	2 359	2,1 %
Autres produits opérationnels	10	13	(23,1) %	35	25	40,0 %
Produits opérationnels externes	1 221	1 184	3,1 %	2 444	2 384	2,5 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	40	40	—	80	76	5,3 %
Total des produits opérationnels	1 261	1 224	3,0 %	2 524	2 460	2,6 %

Le total des produits du secteur des services filaires a augmenté de 37 millions de dollars et de 64 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

Les produits tirés des services et de l'équipement ont augmenté de 40 millions de dollars et de 50 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

- Les produits tirés des services et de l'équipement filaires de transmission de données ont augmenté de 78 millions de dollars et de 139 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ces augmentations sont principalement attribuables i) à l'accroissement des services Internet et des services de transmission de données améliorés découlant de la croissance des produits tirés des services tenant à la récente mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises, ainsi que de l'incidence favorable des offres de produits groupés incluant le service Internet OPTIK qui aident TELUS à attirer de nouveaux abonnés en l'emportant sur ses concurrents et à améliorer les offres faites aux abonnés existants pour les fidéliser, ainsi qu'à la hausse de 2 \$ du tarif mensuel ayant pris effet le 1<sup>er</sup> avril 2011 et s'appliquant aux abonnés du service Internet ne bénéficiant pas de tarifs protégés; ii) à la forte croissance du nombre d'abonnés à TELUS TV en raison du service Télé OPTIK amélioré et de l'offre de produits groupés faite en juin 2010, ainsi qu'à la hausse de 3 \$ par mois du tarif ayant pris effet le 1<sup>er</sup> avril 2011 et s'appliquant aux abonnés du service TELUS TV de base ne bénéficiant pas de tarifs protégés et aux diverses hausses de tarifs s'appliquant aux forfaits Thématiques; iii) à l'augmentation des ventes d'équipement de transmission de données, y compris les ventes d'équipement à de grandes entreprises clientes au premier semestre de 2011. Les produits tirés des services gérés à l'intention du marché d'affaires ont augmenté en raison de la croissance découlant de la consolidation des produits tirés de Transactel avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> février 2011, laquelle a été neutralisée en partie, pour le semestre, par la vente non récurrente, au premier trimestre de 2010, d'applications logicielles générant des marges élevées. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de données de base existants.

**Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires**

(en milliers)	Aux 30 juin					
	2011	2010	Variation			
<b>Abonnés à Internet</b>						
Haute vitesse	1 196	1 134	5,5 %			
Commuté	51	73	(30,1) %			
Total	1 247	1 207	3,3 %			
<b>Abonnés à TELUS TV</b>	403	208	76,8 %			
(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
<b>Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés à Internet</b>						
Haute vitesse	13	3	n.s.	29	6	n.s.
Commuté	(5)	(7)	28,6 %	(11)	(14)	21,4 %
Total	8	(4)	n.s.	18	(8)	n.s.
<b>Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV</b>	46	29	58,6 %	90	58	55,2 %

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse et le nombre d'abonnés à TELUS TV se sont améliorés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, grâce à l'incidence favorable du lancement des services OPTIK en juin 2010. Les meilleures capacités au chapitre des services groupés et l'amélioration des offres visant à fidéliser les abonnés, conjuguées aux améliorations continues apportées aux services, ont contribué à l'accroissement de la demande de la part des abonnés et à l'amélioration du taux de désabonnement. TELUS a en grande partie effectué la migration de ses abonnés aux services TV sur IP des plateformes plus anciennes vers la technologie reposant sur la plateforme Mediaroom de Microsoft au cours du premier semestre de 2011.

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 36 millions de dollars et de 78 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ces baisses reflètent la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés de transmission de la voix découlant de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés des services résidentiels, de la diminution consécutive des lignes résidentielles locales d'accès au réseau ainsi que d'offres concurrentielles similaires, de l'offre de produits groupés dans des marchés urbains déréglementés, de même que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et Internet. Le recul reflète également la réduction sur 12 mois des lignes d'affaires d'accès aux services de transmission de la voix découlant du remplacement de la technologie en faveur des services de transmission de données et des activités des concurrents, y compris la concurrence au chapitre des tarifs.

**Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires**

(en milliers)	Aux 30 juin					
	2011	2010	Variation			
<b>Lignes d'accès au réseau</b>						
Lignes résidentielles	1 982	2 122	(6,6) %			
Lignes d'affaires	1 702	1 723	(1,2) %			
Total	3 684	3 845	(4,2) %			
(en milliers)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
<b>(Pertes nettes) ajouts nets de lignes d'accès au réseau</b>						
Lignes résidentielles	(31)	(51)	39,2 %	(64)	(101)	36,6 %
Lignes d'affaires	7	(12)	n.s.	9	(20)	n.s.
Total	(24)	(63)	61,9 %	(55)	(121)	54,5 %

Le nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau continue d'être touché par le remplacement de la technologie pour les services locaux, en faveur des services mobiles et Internet, ainsi que par les activités promotionnelles des principaux câblodistributeurs concurrents de la société dans les régions de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'est du Québec où cette dernière est l'entreprise titulaire. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont diminué de 20 000 et de 37 000, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison principalement de l'incidence positive des offres de produits groupés incluant les services Télé OPTIK et Internet OPTIK, qui attirent de nouveaux abonnés.

Les gains au chapitre des lignes d'affaires d'accès au réseau au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011 reflètent la mise en place de services de transmission de la voix et de données pour un client des services de gros, facteur neutralisé en partie par l'intensification continue de la concurrence sur le marché des PME et par le passage des services de transmission de la voix aux services IP plus efficaces. La croissance de certains services de transmission de données, tels que les réseaux IP privés, n'est pas prise en compte dans le nombre de lignes d'affaires d'accès au réseau, et le passage des services de transmission de la voix existants aux services IP a donné lieu à une réduction des lignes d'affaires d'accès au réseau.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 14 millions de dollars et de 23 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Ces baisses reflètent la concurrence continue au chapitre des tarifs et des produits groupés dans l'ensemble de l'industrie, la diminution du nombre d'abonnés aux services locaux et le remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et Internet.
- Le total des produits tirés des autres services et de l'équipement a augmenté de 12 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison principalement de la hausse des ventes d'équipement de transmission de la voix ainsi que des produits tirés de la location d'installations de distribution.

Les autres produits opérationnels ont diminué de 3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011 et ont augmenté de 10 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. L'augmentation au cours du semestre tient compte du profit hors trésorerie de 16 millions de dollars sur la participation dans Transactel comptabilisé au premier trimestre de 2011 (comme il est fait mention à la *rubrique 2*). Les autres variations au cours du deuxième trimestre et du semestre découlent essentiellement de la réduction de l'aide publique sous forme de subventions transférables concernant les zones de desserte à coût élevé et du recouvrement de coûts liés à l'effectif en vertu de programmes gouvernementaux admissibles.

Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

Charges opérationnelles – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Achat de biens et services	539	464	16,2 %	1 044	911	14,6 %
Charges au titre des avantages du personnel	337	355	(5,1) %	660	696	(5,2) %
	876	819	7,0 %	1 704	1 607	6,0 %

Les charges opérationnelles du secteur des services filaires ont augmenté de 57 millions de dollars et de 97 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010.

- Les charges au titre de l'achat de biens et services ont augmenté d'un exercice à l'autre de 75 millions de dollars et de 133 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Ces augmentations reflètent la hausse des coûts à l'appui de la croissance du service TELUS TV (hausse de 77 % du nombre d'abonnés d'un exercice à l'autre), la hausse du coût des produits vendus découlant des ventes plus élevées d'équipement, et la hausse des frais de transit et de résiliation liés au réseau en raison de l'augmentation des volumes et des taux combinés. Elles reflètent également les coûts de restructuration comptabilisés au deuxième trimestre de 2011 relativement au regroupement des biens immobiliers, de même que l'accroissement, au cours du semestre, des frais de publicité et de promotion, à l'appui principalement des services Télé OPTIK et Internet OPTIK.
- La charge au titre des avantages du personnel a diminué d'un exercice à l'autre de 18 millions de dollars et de 36 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. La diminution reflète une hausse du recouvrement au titre des régimes de retraite à prestations définies, une baisse des coûts de restructuration liés à l'effectif et la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2011, d'un recouvrement non récurrent lié au passif au titre des prestations. La diminution reflète également les plus importants coûts capitalisés relatifs à la main-d'œuvre découlant de l'accroissement des dépenses en immobilisations en 2011, par rapport à 2010, y compris le plus grand nombre d'installations liées au service TELUS TV. Ces diminutions ont été neutralisées en partie par la prise en compte des transactions liées à Transactel depuis le 1<sup>er</sup> février 2011, par l'augmentation de la rémunération et par l'augmentation du nombre d'employés ETP au pays à l'appui de l'accroissement du nombre d'abonnés.

<b>BAIIA – secteur des services filaires</b> (en millions de dollars, sauf les marges)	<b>Trimestres clos les 30 juin</b>			<b>Semestres clos les 30 juin</b>		
	<b>2011</b>	2010	Variation	<b>2011</b>	2010	Variation
BAIIA	<b>385</b>	405	(4,9) %	<b>820</b>	853	(3,9) %
Déduire : profit sur la participation dans Transactel, au 1 <sup>er</sup> février 2011	<b>—</b>	—	—	<b>(16)</b>	—	n.s.
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>385</b>	405	(4,9) %	<b>804</b>	853	(5,7) %
Marge du BAIIA (en %)	<b>30,5</b>	33,1	(2,6) pts	<b>32,5</b>	34,7	(2,2) pts
Marge du BAIIA ajusté (en %)	<b>30,5</b>	33,1	(2,6) pts	<b>31,7</b>	34,7	(3,0) pts

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars et de 33 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Le BAIIA ajusté, qui exclut le profit hors trésorerie sur la participation dans Transactel, a reculé d'un exercice à l'autre de 20 millions de dollars et de 49 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. La baisse du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté tient principalement à la diminution continue des services de transmission de la voix existants générant des marges plus élevées, laquelle n'a pas été entièrement contrebalancée par la croissance des services de transmission de données générant des marges plus faibles.

## 6. Évolution de la situation financière

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 juin 2011	Au 31 déc. 2010	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations
<b>Actifs courants</b>					
Trésorerie et placements temporaires, montant net	21	17	4	24 %	Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	1 379	1 318	61	5 %	Principalement une augmentation du délai moyen de recouvrement des débiteurs tenant en partie à une interruption du service postal, et au montant de 16 millions de dollars au titre de la consolidation de la participation dans Transactel avec prise d'effet en février 2011, ainsi qu'aux rabais consentis par les fournisseurs.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	158	62	96	155 %	Reflète une hausse du résultat et des autres impôts à recevoir comptabilisés ainsi que les acomptes provisionnels pour l'exercice considéré, déduction faite de la charge d'impôt sur le résultat de l'exercice considéré.
Stocks	320	283	37	13 %	Tient compte de l'augmentation du coût moyen et des volumes d'appareils mobiles découlant de l'accroissement de la gamme de téléphones intelligents, ainsi que des travaux en cours relativement à plusieurs commandes importantes de clients du secteur des services filaires.
Charges payées d'avance	247	113	134	119 %	Principalement le paiement anticipé des avantages du personnel prévus par la loi, les impôts fonciers, les contrats d'entretien payés d'avance et les droits de licence annuels liés aux services mobiles, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés	8	4	4	100 %	Reflète les ajustements à la juste valeur des unités d'actions restreintes.
<b>Passifs courants</b>					
Emprunts à court terme	404	400	4	1 %	Tient compte d'un montant de 400 millions de dollars versé à TELUS par la fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement aux créances titrisées (se reporter à la rubrique 7.6), ainsi que les découverts bancaires au 30 juin 2011.
Créditeurs et charges à payer	1 349	1 477	(128)	(9) %	Tient compte de la diminution des dettes fournisseurs découlant de la réduction des dépenses en immobilisations et des charges opérationnelles au deuxième trimestre, par rapport au quatrième trimestre de 2010, ainsi que de la réduction des passifs relatifs à la paie et à l'effectif découlant du paiement en février 2011 des primes de rendement pour 2010, et une diminution des intérêts à payer relativement au remboursement de billets effectué le 1 <sup>er</sup> juin.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	17	6	11	183 %	Reflète les soldes liés aux acquisitions d'entreprises ainsi que la différence au chapitre des acomptes provisionnels et la charge d'impôt sur le résultat au premier semestre de 2011.
Dividendes à payer	178	169	9	5 %	Le dividende payable au 30 juin (versé le 4 juillet) reflète la hausse de 4,8 % du taux de dividende et la faible augmentation du nombre d'actions en circulation, comparativement au dividende payable au 31 décembre 2010 (versé le 4 janvier 2011).
Facturation par anticipation et dépôts de clients	634	658	(24)	(4) %	Reflète le paiement de remises d'un montant de 53 millions de dollars au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix (se reporter à la rubrique 7.1), déduction faite de l'augmentation de la facturation par anticipation du secteur des services mobiles liée à la croissance du nombre d'abonnés, et du reclassement d'un montant de 11 millions de dollars qui était présenté dans les provisions non courantes.
Provisions	110	122	(12)	(10) %	Tient compte d'une réduction nette de 19 millions de dollars des provisions au titre de la restructuration, qui tient au fait que les paiements relatifs aux initiatives mises en œuvre dans le passé excèdent les nouvelles obligations, facteur neutralisé en partie par la contrepartie éventuelle au titre de l'acquisition de Transactel.
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 284	847	437	52 %	Tient compte de la tranche de 300 millions de dollars des billets à 4,5 % de série CC qui est maintenant prise en compte pour l'exercice considéré et vient à échéance en mars 2012, et d'une hausse de 878 millions de dollars du papier commercial émis, déduction faite du remboursement des billets libellés en dollars américains arrivés à échéance le 1 <sup>er</sup> juin (solde de 736 millions de dollars au 31 décembre).
Passifs dérivés	5	419	(414)	(99) %	Réduction tenant au règlement de passifs dérivés liés à l'arrivée à échéance, en juin 2011, de billets libellés en dollars américains (solde de 404 millions de dollars au 31 décembre), et ajustements de la juste valeur pour tenir compte des options sur actions et résiliation des couvertures sur les options.
<b>Fonds de roulement<sup>1</sup></b>	<b>(1 854)</b>	<b>(2 301)</b>	<b>447</b>	<b>19 %</b>	Le remboursement des billets arrivés à échéance en juin 2011 a été financé en partie par l'émission de 600 millions de dollars de billets à long terme.

1. Actifs courants moins les passifs courants.

## Évolution de la situation financière □ Suite du tableau de la page précédente.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 30 juin 2011	Au 31 déc. 2010	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations
<b>Actifs non courants</b>					
Immobilisations corporelles, montant net	7 834	7 831	3	— %	Se reporter à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations », ainsi qu'à la rubrique 5.3, « Amortissement des immobilisations corporelles ». Les acquisitions effectuées en 2011 ont donné lieu à une augmentation de 13 millions de dollars.
Immobilisations incorporelles, montant net	6 156	6 152	4	— %	Se reporter à la rubrique 7.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations », ainsi qu'à la rubrique 5.3, « Amortissement des immobilisations incorporelles ». Les soldes des deux périodes tiennent compte d'un montant de 4 867 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour les SSFE. Les acquisitions effectuées en 2011 ont donné lieu à une augmentation de 30 millions de dollars.
Goodwill, montant net	3 666	3 572	94	3 %	L'augmentation découlant de l'acquisition de Transactel (Barbados) Inc. s'élève à 72 millions de dollars, et celle découlant de l'acquisition des activités d'un détaillant de services mobiles, à 22 millions de dollars.
Autres actifs non courants	342	235	107	46 %	L'augmentation tient principalement au versement, en janvier 2011, d'une cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies, neutralisée en partie par l'écart actuariel inscrit dans les autres éléments du résultat global.
Placements	21	37	(16)	(43) %	La diminution reflète une réduction découlant de l'acquisition du contrôle et de la consolidation subséquente de Transactel (Barbados) Inc., facteur neutralisé en partie par des changements dans des placements de petite envergure.
<b>Passifs non courants</b>					
Provisions	185	204	(19)	(9) %	Tient compte du reclassement d'un montant de 11 millions de dollars au poste Facturation par anticipation.
Dette à long terme	5 503	5 209	294	6 %	Tient compte de l'émission en mai 2011 de 600 millions de dollars de billets à 3,65 % de série CI échéant dans cinq ans, déduction faite du reclassement au poste Passifs courants de 300 millions de dollars de billets à 4,5 % de série CC de TELUS Corporation.
Autres passifs non courants	567	649	(82)	(13) %	Tient compte d'une diminution du passif au titre des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite découlant de la capitalisation.
Impôt sur le résultat différé	1 831	1 683	148	9 %	Tient compte de l'impôt sur le résultat différé pour la période considérée, déduction faite de l'impôt sur le résultat différé lié aux profits et pertes non réalisés sur les dérivés.
<b>Capitaux propres</b>					
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	8 059	7 759	300	4 %	Principalement un résultat net de 648 millions de dollars, moins les dividendes déclarés de 348 millions de dollars.
Participations ne donnant pas le contrôle	26	22	4	18 %	Reflète un profit de 60 millions de dollars découlant de la réévaluation des participations ne donnant pas le contrôle dans Transactel, neutralisé par un montant de 56 millions de dollars au titre de l'acquisition d'une participation supplémentaire de 44 % dans une filiale détenue par des actionnaires n'ayant pas le contrôle. Le résultat net de 4 millions de dollars a été neutralisé par les dividendes versés aux actionnaires n'ayant pas le contrôle.



## 7. Situation de trésorerie et sources de financement

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

Les politiques financières liées à la structure du capital de la société sont décrites à la *rubrique 4.3*. Dans le cours normal des activités, la société a généré des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles annuels supérieurs aux dépenses en immobilisations annuelles nécessaires à la croissance des activités et aux investissements dans la technologie. Au premier semestre de 2011, des entrées liées aux activités de financement de 15 millions de dollars ont permis de compléter les entrées liées aux activités opérationnelles.

### Sommaire des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Entrées liées aux activités opérationnelles	<b>533</b>	523	1,9 %	<b>926</b>	1 037	(10,7) %
Sorties liées aux activités d'investissement	<b>(482)</b>	(389)	(23,9) %	<b>(937)</b>	(696)	(34,6) %
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	<b>(53)</b>	(139)	61,9 %	<b>15</b>	(341)	n.s.
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	<b>(2)</b>	(5)	—	<b>4</b>	—	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	<b>23</b>	46	—	<b>17</b>	41	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	<b>21</b>	41	(48,8) %	<b>21</b>	41	(48,8) %

### 7.1 Entrées liées aux activités opérationnelles

Les entrées liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 10 millions de dollars au deuxième trimestre de 2011, par rapport à la période correspondante de 2010, et ont diminué de 111 millions de dollars au premier semestre de 2011, par rapport à la période correspondante de 2010. Ces variations tiennent principalement aux facteurs suivants :

- L'augmentation d'un exercice à l'autre de 25 millions de dollars et de 52 millions de dollars, respectivement, du BAIIA ajusté au deuxième trimestre et au premier semestre, comme il est fait mention à la *rubrique 1.3*.
- La diminution d'un exercice à l'autre de 42 millions de dollars et de 19 millions de dollars, respectivement, des intérêts payés au deuxième trimestre et au premier semestre, en raison principalement des activités de refinancement au cours des 12 derniers mois, lesquelles ont donné lieu à une baisse du taux d'intérêt effectif et du changement dans le calendrier de paiements des intérêts semestriels sur les billets à 5,05 % de série CH émis en juillet 2010, les paiements ayant eu lieu en janvier et en juillet, tandis que les paiements d'intérêts sur la tranche des billets à 8 % libellés en dollars américains qui ont été rachetés en septembre 2010 et sur les billets à 8 % libellés en dollars américains qui sont arrivés à échéance ont eu lieu en juin et en décembre. Le premier paiement des intérêts sur les billets à 3,65 % de série CI émis en mai 2011 aura lieu en novembre 2011.
- La baisse d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars et de 193 millions de dollars, respectivement, des paiements d'impôt sur le résultat au deuxième trimestre et au premier semestre. La diminution au cours du semestre tient en grande partie au plus important paiement final effectué au premier trimestre de 2010 relativement à l'impôt sur le résultat de l'exercice précédent.
- La diminution d'un exercice à l'autre de 29 millions de dollars des cotisations patronales aux régimes à prestations définies au deuxième trimestre et l'augmentation d'un exercice à l'autre de 161 millions de dollars de ces cotisations au premier semestre. L'augmentation pour le semestre tient principalement à une cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars versée en janvier 2011.
- Au premier trimestre de 2011, des remises d'un montant de 53 millions de dollars au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix ont été versées aux abonnés des services filaires résidentiels dans les zones de desserte autres que celles à coût élevé (zones urbaines), conformément à la Décision de télécom CRTC 2010-639. Le versement de ces remises n'a eu aucune incidence sur le résultat net, car les montants inscrits dans ledit compte de report n'étaient pas comptabilisés dans le compte de résultat auparavant. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *rubrique 8.1*, « *Estimations comptables critiques – Charges à payer aux fins des passifs du compte de report du CRTC* », du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS.
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement comprennent une augmentation de 37 millions de dollars des stocks au premier semestre de 2011, comparativement à une diminution de 97 millions de dollars des stocks à la période correspondante de 2010.

## 7.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 93 millions de dollars et de 241 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison principalement de la hausse des dépenses en immobilisations. De plus, des investissements totalisant 50 millions de dollars ont été effectués au premier trimestre de 2011, une tranche de 20 millions de dollars de ces investissements ayant permis à TELUS d'accroître sa participation dans Transactel de 29,99 % à 51 %, et une tranche de 30 millions de dollars ayant servi à acquérir les activités d'un détaillant de services mobiles TELUS.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2011	2010	Variation	2011	2010	Variation
Secteur des services mobiles	107	99	8,1 %	183	158	15,8 %
Secteur des services filaires	349	298	17,1 %	682	550	24,0 %
Total des dépenses en immobilisations	456	397	14,9 %	865	708	22,2 %
BAIIA ajusté, déduction faite des dépenses en immobilisations <sup>1</sup>	494	528	(6,4) %	1 055	1 160	(9,1) %
Intensité des dépenses en immobilisations (en %) <sup>2</sup>	18	17	1 pt	17	15	2 pts

1. Se reporter à la *rubrique 11.1* pour le calcul.

2. L'intensité des dépenses en immobilisations est calculée comme les dépenses en immobilisations divisées par les produits opérationnels. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Le total des dépenses en immobilisations a augmenté de 59 millions de dollars et de 157 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations au premier semestre de 2011 est conforme aux indications à jour au chapitre des dépenses en immobilisations de la société pour 2011, soit environ 1,8 milliard de dollars pour l'exercice complet, ou un ratio d'intensité représentant environ 17 % de l'indication à jour au chapitre des produits opérationnels (se reporter à la *rubrique 9*). Le plus faible ratio d'intensité des dépenses en immobilisations de 15 % au premier semestre de 2010 tenait en partie à une réduction temporaire des activités au premier trimestre, par suite des investissements importants dans les réseaux à large bande effectués en 2009, y compris le réseau HSPA+, qui a été quasi achevé et lancé en novembre 2009. Le BAIIA ajusté de TELUS, déduction faite des dépenses en immobilisations, a diminué de 34 millions de dollars et de 105 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010, en raison principalement de la hausse des dépenses en immobilisations.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services mobiles ont augmenté d'un exercice à l'autre de 8 millions de dollars et de 25 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Ces augmentations reflètent l'accroissement de la capacité et de la couverture du réseau, y compris le lancement de la technologie HSPA+ à deux canaux. En avril 2011, la société a annoncé qu'elle prévoit amorcer la construction urbaine du réseau 4G+ LTE au second semestre de 2011 et lancer les services sur ce réseau en 2012 (se reporter à la *rubrique 2*, « *Se doter de moyens nationaux* »). Les dépenses liées à la construction urbaine du réseau LTE sont conformes aux indications de TELUS au chapitre des dépenses en immobilisations consolidées pour 2011 (se reporter à la *rubrique 9*).

Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services mobiles s'est établi à 7 % au premier semestre de 2011, soit un résultat inchangé par rapport à la période correspondante de 2010. Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services mobiles se sont chiffrés à 933 millions de dollars au premier semestre de 2011, soit une hausse de 76 millions de dollars, ou 8,9 %, par rapport à la période correspondante de 2010.

- Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont augmenté d'un exercice à l'autre de 51 millions de dollars et de 132 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011. Ces augmentations sont principalement imputables aux initiatives visant à accroître la capacité et la couverture des réseaux à large bande filaires, y compris la mise en œuvre continue d'une couche superposée de la technologie VDSL2 et les investissements dans la technologie GPON (d'après l'anglais *gigabit passive optimal network*), ainsi qu'aux investissements dans la croissance et les capacités liées aux services Télé OPTIK et Internet OPTIK (se reporter à la *rubrique 2*, « *Se doter de moyens nationaux* »). Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution des dépenses liées à la mise en œuvre d'ententes avec de grandes entreprises.

Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations du secteur des services filaires s'est établi à 27 % au premier semestre de 2011, comparativement à 22 % à la période correspondante de 2010. Les flux de trésorerie (BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 122 millions de dollars au premier semestre de 2011, soit une baisse de 181 millions de dollars, ou 60 %, par rapport à la période correspondante de 2010.

### 7.3 Entrées (sorties) liées aux activités de financement

Les sorties nettes liées aux activités de financement ont diminué de 86 millions de dollars et de 356 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Les activités de financement incluent les activités suivantes :

- Le produit en trésorerie tiré des actions sans droit de vote émises aux fins de l'exercice d'options s'est élevé à 2 millions de dollars et à 19 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, comparativement à 2 millions de dollars au deuxième trimestre et au premier semestre de 2010.
- Les dividendes en espèces versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote se sont élevés à 170 millions de dollars et à 285 millions de dollars, respectivement, au deuxième trimestre et au premier semestre de 2011, ce qui représente une hausse de 50 millions de dollars et de 36 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2010. Les augmentations reflètent la hausse des taux de dividendes et du nombre d'actions en circulation en 2011. De plus, en ce qui concerne les dividendes déclarés après le 1<sup>er</sup> mars 2011, la société achète des actions sur le marché libre, sans escompte, et elle n'émet plus d'actions sur le capital autorisé à un escompte de 3 %, ce qui a entraîné une augmentation des sorties de trésorerie.

- Dette à long terme émise en mai 2011; échéance de billets libellés en dollars américains en juin 2011

Le 25 mai 2011, la société a émis, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, 600 millions de dollars de billets à 3,65 % de série CI échéant dans cinq ans. Le produit net du placement et l'émission de papier commercial ont été utilisés aux fins du remboursement de 741 millions de dollars US de billets à 8 % arrivés à échéance le 1<sup>er</sup> juin et les intérêts courus, ainsi que du règlement des swaps de devises connexes. Les billets de série CI sont rachetables, en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, au gré de la société, et ils prévoient certaines dispositions liées au changement de contrôle, comme il est fait mention à la note annexe 19 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- Emprunts à court terme, facilités bancaires et papier commercial

La société alterne régulièrement entre diverses sources de financement à court terme pour tirer parti des écarts à l'égard du coût financier.

Au deuxième trimestre de 2011, le papier commercial a augmenté de 728 millions de dollars pour s'établir à 982 millions de dollars au 30 juin. Il a été utilisé aux fins du remboursement des billets libellés en dollars américains arrivés à échéance et du règlement des swaps de devises connexes, ainsi qu'aux fins de l'acquisition au deuxième trimestre d'une participation supplémentaire dans Transactel (Barbados) Inc. Au premier semestre de 2011, le papier commercial a augmenté de 878 millions de dollars pour les raisons susmentionnées, ainsi que pour financer une cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies versée en janvier et des acquisitions effectuées au premier trimestre. En comparaison, en 2010, le papier commercial émis a augmenté de 29 millions de dollars au deuxième trimestre et de 57 millions de dollars au premier semestre de 2010, et il s'élevait à 524 millions de dollars au 30 juin 2010.

La société n'a prélevé aucun montant au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 au cours du premier semestre de 2011, ni aucun montant au cours de 2010. Se reporter à la *rubrique 7.5, « Facilités de crédit »*.

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes avancées à la société par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance relativement au transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 7.6, « Vente de créances »*). Les créances titrisées s'élevaient à 400 millions de dollars au 30 juin 2011, soit un résultat inchangé par rapport au 31 mars 2011 et au 31 décembre 2010. Les découverts bancaires se sont établis à 4 millions de dollars au 30 juin 2011, comparativement à des emprunts et à des découverts bancaires totalisant 22 millions de dollars au 31 mars 2011 et néant au 31 décembre 2010.

En comparaison, en 2010, la société a réduit les créances titrisées de 100 millions de dollars au premier trimestre, pour les ramener à 400 millions de dollars au 31 mars et au 30 juin.

- Acquisition d'une participation supplémentaire dans une filiale détenue par des actionnaires n'ayant pas le contrôle

TELUS a exercé sa deuxième option d'achat position acheteur liée à Transactel (Barbados) Inc., qui a donné lieu à la comptabilisation par la société au deuxième trimestre de 2011 d'une transaction sur capitaux propres postérieure à l'acquisition visant à acquérir une participation financière supplémentaire de 44 % en contrepartie d'un montant en trésorerie de 51 millions de dollars. Les flux de trésorerie qui constituent des variations des investissements dans des entités contrôlées et qui ne donnent pas également lieu à un changement de contrôle sont présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, lorsque l'approche de l'entité économique requise par les IFRS est appliquée.

#### 7.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux dates indiquées ou pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	IFRS de l'IASB (Date de transition du 1 <sup>er</sup> janvier 2010)				Chiffres présentés initialement <sup>3</sup>
	30 juin 2011	31 déc. 2010	Variation	30 juin 2010	30 juin 2010
<b>Composantes des ratios d'endettement et de couverture<sup>1</sup></b> (en millions de dollars)					
Dettes nettes	7 200	6 869	331	7 221	7 221
Total des capitaux investis – valeur comptable	15 583	14 863	720	14 951	15 179
BAIIA excluant les coûts de restructuration	3 789	3 730	59	—	3 705
Coûts financiers, montant net	488	522	(34)	—	557
<b>Ratios d'endettement</b>					
Dettes à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	81	93	(12) pts	87	87
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,4	5,7	(0,3)	4,5	4,5
Dettes nettes/total des capitaux investis (en %) <sup>1</sup>	46,2	46,2	—	48,3	47,6
Dettes nettes/BAIIA excluant les coûts de restructuration <sup>1</sup>	1,9	1,8	0,1	—	1,9
<b>Ratios de couverture (fois)<sup>1</sup></b>					
Couverture par le résultat	3,9	3,6	0,3	—	3,2
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration	7,8	7,1	0,7	—	6,7
<b>Autres mesures sur 12 mois</b>					
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) <sup>2</sup>	908	946	(38)	—	718
Ratio de distribution du résultat net ajusté (en %) <sup>1</sup>	64	64	—	—	66
Ratio de distribution (en %) <sup>1</sup>	63	64	(1) pt	—	64

1. Se reporter à la rubrique 11.4, « Définition et calcul des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».

2. Se reporter à la rubrique 11.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.

3. Chiffres pour la période de 12 mois close le 30 juin 2010 tels qu'ils étaient présentés en vertu des PCGR du Canada antérieurs.

La dette nette au 30 juin 2011 a augmenté de 331 millions de dollars depuis le début de l'exercice, en raison principalement du papier commercial émis aux fins du versement en janvier 2011 d'une cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies, ainsi qu'aux fins des acquisitions effectuées au premier semestre de 2011. Le total des capitaux investis au 30 juin 2011 a augmenté depuis le début de l'exercice, en raison principalement de la hausse de la dette nette et des résultats non distribués.

La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes était de 81 % au 30 juin 2011, soit une baisse comparativement à 93 % au début de l'exercice, en raison de l'augmentation du papier commercial émis aux fins des acquisitions, du versement d'une cotisation discrétionnaire aux régimes de retraite à prestations définies, ainsi que du remboursement des billets arrivés à échéance le 1<sup>er</sup> juin et du règlement des swaps de devises connexes, facteurs neutralisés en partie par l'émission en mai de 600 millions de dollars de billets échéant dans cinq ans. La durée moyenne à l'échéance de la dette était de 5,4 ans au 30 juin 2011, en baisse par rapport à 5,7 ans au début de l'exercice, en raison essentiellement de l'écoulement du temps.

Le ratio de couverture par le résultat était de 3,9 fois pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011, soit une hausse comparativement à 3,6 fois au 31 décembre 2010. La diminution du montant brut des charges d'intérêts a entraîné une augmentation de 0,2 du ratio, et l'augmentation du résultat avant impôt sur le résultat et intérêts a donné lieu à une augmentation de 0,1 du ratio. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration était de 7,8 fois pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011, soit une hausse comparativement à 7,1 fois au 31 décembre 2010. La baisse du montant net des charges d'intérêts a donné lieu à une augmentation de 0,5 du ratio, et l'augmentation du BAIIA excluant les coûts de restructuration a occasionné une hausse de 0,2 du ratio.

Les flux de trésorerie disponibles pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011 se sont établis à 908 millions de dollars, en baisse de 38 millions de dollars par rapport à l'exercice 2010. Cette baisse tient principalement à l'accroissement des dépenses en immobilisations et à la hausse des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, notamment le versement en janvier 2011 d'une cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars, facteurs neutralisés en partie par la diminution des paiements d'impôt sur le résultat, par la hausse du BAIIA ajusté, par la diminution des paiements au titre de la restructuration et par la baisse des intérêts payés.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles devraient lui permettre de continuer à avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les politiques financières et lignes directrices à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois

Le ratio s'est établi à 1,9 fois au 30 juin 2011, en hausse par rapport à 1,8 fois au 31 décembre 2010. Ce résultat tient principalement à l'augmentation du papier commercial aux fins du versement en janvier 2011 d'une cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars aux régimes de retraite à prestations définies et aux fins des acquisitions effectuées au premier semestre de 2011.

- Ratio de distribution de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles

L'indication relative au ratio de distribution est établie sur une base prospective, plutôt que sur une base actuelle. Le ratio de distribution est considéré comme approprié en ce qui concerne les attentes actuelles de la société à l'égard du résultat, des flux de trésorerie et des dépenses en immobilisations.

## 7.5 Facilités de crédit

Au 30 juin 2011, TELUS avait des liquidités disponibles de 971 millions de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées, et disposait d'un montant de 100 millions de dollars aux termes de son programme de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 7.6*), ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars.

**Facilités de crédit de TELUS au 30 juin 2011**

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans <sup>1</sup>	1 <sup>er</sup> mai 2012	2 000	—	(113)	(982)	905
Autres facilités bancaires	—	73	(4)	(3)	—	66
<b>Total</b>	—	<b>2 073</b>	<b>(4)</b>	<b>(116)</b>	<b>(982)</b>	<b>971</b>

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Les facilités de crédit renouvelable de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 1,9:1 au 30 juin 2011) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur charges d'intérêts sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 7,8:1 au 30 juin 2011) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

## 7.6 Vente de créances

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> août 2011, TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, a modifié une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La modification a fait en sorte que la durée à l'échéance de la convention de titrisation renouvelable a été prorogée jusqu'en août 2014, alors qu'elle devait prendre fin en mai 2012 aux termes de l'ancienne convention.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente avant l'expiration de la convention. Au 5 août 2011, la cote de crédit était plus élevée que la cote devant être maintenue. La trésorerie reçue des créances titrisées s'est invariablement élevée à 400 millions de dollars entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2011.

### 7.7 Cotes de crédit

Au 5 août 2011, les cotes de crédit de première qualité de la société demeuraient inchangées.

### 7.8 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

Les instruments financiers, les engagements et les passifs éventuels de la société sont décrits à la *rubrique 7.8* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS. Une mise à jour est présentée ci-dessous.

#### *Instruments financiers*

##### Risque de crédit

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit du fait que la société possède une clientèle vaste et diversifiée, qui regroupe à peu près tous les secteurs des consommateurs et des entreprises au Canada. La société applique un programme d'évaluation du crédit des clients et limite le montant du crédit accordé lorsqu'elle le juge nécessaire. Elle maintient des provisions (qui constituent des estimations importantes) pour les pertes de crédit potentielles, et ces pertes ont été conformes aux prévisions de la direction jusqu'à maintenant. Au 30 juin 2011, la durée de vie moyenne pondérée des créances clients était de 28 jours (28 jours au 31 décembre 2010), et la durée de vie moyenne pondérée des créances clients en souffrance était de 63 jours (59 jours au 31 décembre 2010).

##### Risque de liquidité

Dans le cadre des politiques financières liées à la structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », la société gère son risque de liquidité à l'aide d'un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui lui permet de gérer ses liquidités excédentaires et ses besoins en liquidités selon les besoins réels de la société et de ses filiales; de plus, la société maintient des facilités bancaires bilatérales et des facilités de crédit consortial, elle vend des créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance, elle maintient un programme de papier commercial, elle exerce une surveillance constante des flux de trésorerie prévisionnels et réels, et elle gère les échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

La société a d'importantes échéances de titres de créance au cours des exercices ultérieurs. Au 30 juin 2011, elle peut émettre un montant de 1,4 milliard de dollars de titres de créance ou de participation en vertu d'un prospectus préalable de base, en vigueur jusqu'en octobre 2011. La société dispose de facilités de crédit, notamment une facilité de 2 milliards de dollars échéant en 2012 (se reporter à la *rubrique 7.5*, « *Facilités de crédit* »). La société estime que ses cotes de crédit de première qualité lui fournissent un accès continu raisonnable aux marchés financiers.

##### Risque de marché

Le résultat net et les autres éléments du résultat global pour les semestres clos les 30 juin 2011 et 2010 auraient pu varier si les taux de change du dollar canadien et du dollar américain, les taux d'intérêt sur le marché et le cours des actions ordinaires et des actions sans droit de vote de la société avaient présenté une variation des montants raisonnables possibles par rapport à leurs valeurs réelles à la date de l'état de la situation financière.

L'analyse de sensibilité concernant l'exposition de la société au risque de change, au risque de taux d'intérêt et à l'autre risque de prix découlant de la rémunération fondée sur des actions est présentée à la note annexe 4 g) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

#### *Engagements et passifs éventuels*

##### Obligations contractuelles

*Dette à long terme* : Par suite des activités de financement au premier semestre de 2011, les obligations contractuelles de TELUS liées aux échéances de titres de créance à long terme, y compris les intérêts s'y rattachant, totalisaient 9 105 millions de dollars au 30 juin 2011. Se reporter à la note annexe 4 c) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**Contrats de location simple :** La société a décidé de réduire et de regrouper ses locaux à bureaux à la Place TELUS, à Edmonton, et elle prévoit investir plus de 20 millions de dollars au cours des deux prochains exercices pour effectuer des travaux de réfection dans l'immeuble et aux alentours. TELUS a renouvelé le contrat de location simple visant les locaux à bureaux d'une superficie de 318 000 pieds carrés à la Place TELUS, à Edmonton, pour la période allant de 2016 à 2026; cette superficie était de 587 000 pieds carrés au 30 juin 2011. Les obligations contractuelles découlant du renouvellement du contrat de location totalisent environ 141 millions de dollars. La société prévoit également procéder à de plus petites transactions de sous-location à bail au pays, de manière à réduire ses obligations à moyen terme en vertu des contrats de location simple.

**Obligations d'achat :** Les obligations d'achat de la société totalisaient 2 571 millions de dollars au 30 juin 2011, y compris un montant de 216 millions de dollars aux fins de l'acquisition d'immobilisations corporelles, et un montant de 165 millions de dollars aux fins de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

#### Réclamations et poursuites

La société fait l'objet de diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations. Aussi, la société a reçu ou est au courant de certaines réclamations éventuelles (incluant des réclamations en matière de propriété intellectuelle) à son égard et, dans certains cas, à l'égard d'autres entreprises de services mobiles et des fournisseurs de services de télécommunications. Dans certaines instances, les questions en sont au stade préliminaire et la possibilité d'une responsabilité et l'importance d'une perte potentielle ne peuvent être déterminées actuellement de façon fiable. La société ne peut à l'heure actuelle prévoir avec certitude l'issue de l'une quelconque de ces réclamations, réclamations éventuelles et poursuites. Cependant, sous réserve des restrictions précédentes, la direction est d'avis, en vertu de l'évaluation juridique et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée de la société à l'exception des éléments décrits à la note annexe 21 c) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

#### 7.9 Information sur les actions en circulation

Le nombre total d'actions en circulation et pouvant être émises qui est présenté au 30 juin 2011 dans le tableau suivant se fonde sur l'hypothèse selon laquelle toutes les options en cours, ainsi que les options pour lesquelles les actions sont détenues en réserve, ont été converties. Le nombre d'actions en circulation et d'actions pouvant être émises au 31 juillet 2011 n'a pas varié de façon significative.

Actions en circulation Au 30 juin 2011 (en millions)	Actions ordinaires	Actions sans droit de vote	Nombre total d'actions
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires			
Actions en circulation	174,9	149,5	324,4 <sup>1</sup>
Options en circulation et pouvant être émises <sup>2</sup>	—	28,5	28,5
Actions en circulation et pouvant être émises	174,9	178,0	352,9

1. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions s'établissait à 326 millions pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2011.

2. En supposant une conversion intégrale et sans tenir compte des prix d'exercice.

#### 7.10 Transactions entre parties liées

##### *Placements dans des entités contrôlées significatives*

Au 30 juin 2011, TELUS Corporation contrôle finalement 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., laquelle contrôle finalement pour sa part 100 % des participations dans Société TELUS Communications et dans SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE, soit un pourcentage inchangé par rapport au 31 décembre 2010 et au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

##### *Transactions avec les principaux dirigeants*

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, la direction et le contrôle des activités de la société, et ils comprennent les membres du conseil d'administration et l'équipe de la haute direction de la société. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants pour les semestres clos les 30 juin 2011 et 2010 s'établit à 14 millions de dollars et à 15 millions de dollars, respectivement. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note annexe 22 b) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

##### *Transactions impliquant des régimes de retraite à prestations définies*

La société a fourni des services de gestion et d'administration relativement à ses régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives pour la société. La société a également versé des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 7.1*.

## **8. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables**

### **8.1 Estimations comptables critiques**

Les estimations comptables critiques sont décrites à la *rubrique 8.1* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS. La préparation d'états financiers consolidés exige que la direction ait recours à des estimations. Ces estimations ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information financière. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

### **8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables**

En 2006, le Conseil des normes comptables du Canada (le « CNC ») a ratifié un plan stratégique qui fera en sorte que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation d'information du public, convergeront entièrement avec les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») au cours d'une période de transition devant se terminer d'ici 2011. TELUS a adopté les IFRS de l'IASB le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Il n'existe aucune certitude que l'IASB ne publiera pas d'autres prises de position avant que la société ne prépare ses états financiers consolidés au 31 décembre 2011. Par conséquent, il n'existe aucune certitude que les normes appliquées aux fins de la préparation de l'information fournie dans la présente rubrique ne différeront pas de celles qui serviront à préparer les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

La société a mis à jour la description de ses méthodes comptables aux fins du passage aux IFRS, le cas échéant, à la note annexe 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Une analyse par la direction des choix de méthodes comptables conformes aux IFRS est présentée à la *rubrique 8.2* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS. On trouve aussi, dans cette rubrique, une analyse des répercussions quantifiées, par sujet, sur le compte consolidé de résultat et état consolidé des autres éléments du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, et sur les états consolidés de la situation financière au 1<sup>er</sup> janvier 2010 et au 31 décembre 2010. Les lecteurs peuvent également se reporter à la note annexe 24, « Explication de la transition aux IFRS de l'IASB », des états financiers consolidés intermédiaires résumés datés du 30 juin 2011.



### Sommaire des répercussions sur l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010

Le tableau suivant résume les répercussions du passage aux IFRS sur les totaux partiels et les totaux figurant à l'état consolidé de la situation financière de la société au 31 décembre 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note annexe 24 d) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

#### État consolidé de la situation financière, totaux partiels et totaux – Au 31 décembre 2010

(en millions de dollars)	Chiffres présentés précédemment	Répercussions sur la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et la communication d'information [augmentation (diminution)]								Chiffres ajustés
		Sujet								
		Avantages du personnel (régimes à prestations définies)	Dépréciation d'actifs	Vente de créances	Contrats de location (opérations de cession-bail)	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Provisions	Impôt sur le résultat	Classement des facilités de crédit à long terme	
<b>ACTIF</b>										
Actifs courants	1 390	—	—	401	—	—	—	6	—	1 797
Actifs non courants	18 209	(1 504)	1 104	—	—	23	—	(5)	—	17 827
	<b>19 599</b>	<b>(1 504)</b>	<b>1 104</b>	<b>401</b>	<b>—</b>	<b>23</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>19 624</b>
<b>PASSIF</b>										
Passifs courants	3 949	—	—	400	(7)	—	—	(348)	104	4 098
Passifs non courants	7 449	(242)	280	—	(14)	31	—	345	(104)	7 745
	<b>11 398</b>	<b>(242)</b>	<b>280</b>	<b>400</b>	<b>(21)</b>	<b>31</b>	<b>—</b>	<b>(3)</b>	<b>—</b>	<b>11 843</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>										
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	8 179	(1 262)	824	1	21	(8)	—	4	—	7 759
Participations ne donnant pas le contrôle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	22
	<b>8 201</b>	<b>(1 262)</b>	<b>824</b>	<b>1</b>	<b>21</b>	<b>(8)</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>7 781</b>
	<b>19 599</b>	<b>(1 504)</b>	<b>1 104</b>	<b>401</b>	<b>—</b>	<b>23</b>	<b>—</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>19 624</b>

Le tableau ci-dessus présente une mise à jour de l'information fournie dans le rapport de gestion annuel 2010 de TELUS, de manière à tenir compte du reclassement des facilités de crédit à long terme dans la tranche à court terme de la dette à long terme. En vertu des PCGR du Canada antérieurs, lorsqu'un débiteur avait recours à des obligations à court terme en vertu d'une facilité de crédit à long terme et que ces obligations étaient renouvelées (p. ex. le papier commercial), lesdites obligations pouvaient être classées dans la dette à long terme si la facilité de crédit à long terme sous-jacente était classée comme à long terme. En vertu des IFRS de l'IASB, les obligations à court terme en vertu d'une facilité de crédit à long terme doivent être classées dans la dette à court terme. Le reclassement n'a occasionné aucun changement aux mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement de la société.

#### Sommaire des répercussions sur le tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie

Le passage aux IFRS de l'IASB n'a pas eu une incidence significative sur le tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie de la société. Étant donné que les IFRS ne permettent pas la décomptabilisation des créances vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance et qu'elles considèrent le produit de la vente comme des emprunts à court terme, les variations des créances titrisées sont présentées comme des variations des emprunts à court terme au poste Entrées (sorties) liées aux activités de financement. En vertu des PCGR du Canada, ces variations étaient plutôt présentées comme une composante de la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement au poste Rentrées liées aux activités d'exploitation.

*Sommaire des répercussions sur le compte consolidé de résultat et état consolidé des autres éléments du résultat global pour le semestre clos le 30 juin 2010*

Le tableau suivant illustre, pour chaque sujet, les répercussions du passage aux IFRS sur les principaux postes du compte consolidé de résultat pour le premier semestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note annexe 24 c) des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

**Compte consolidé de résultat et état consolidé des autres éléments du résultat global – Semestre clos le 30 juin 2010**

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Chiffres présentés précédemment	Répercussions sur les principaux postes [augmentation (diminution)]							Chiffres ajustés
		Répercussions sur la présentation			Répercussions sur la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et la communication d'information				
		Produits <sup>1</sup>	Aide publique <sup>2</sup>	Analyse des charges <sup>3</sup>	Avantages du personnel – régimes à prestations définies	Dépréciation d'actifs (reprises de perte de valeur)	Titrisation de créances	Contrats de location (opérations de cession-bail)	
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>	<b>4 773</b>	(4 773)	—	—	—	—	—	—	<b>—</b>
Services	—	4 507	(20)	—	—	—	—	—	<b>4 487</b>
Équipement	—	266	—	—	—	—	—	—	<b>266</b>
	<b>4 773</b>	—	(20)	—	—	—	—	—	<b>4 753</b>
Autres produits opérationnels	—	—	24	—	—	—	—	—	<b>24</b>
	<b>4 773</b>	—	4	—	—	—	—	—	<b>4 777</b>
<b>CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>									
Opérations	<b>2 889</b>	—	—	(2 889)	—	—	—	—	<b>—</b>
Coûts de restructuration	<b>25</b>	—	—	(25)	—	—	—	—	<b>—</b>
Achat de biens et services	—	—	—	1 964	—	—	3	(2)	<b>1 965</b>
Charge au titre des avantages du personnel	—	—	4	960	(20)	—	—	—	<b>944</b>
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>661</b>	—	—	—	—	3	—	—	<b>664</b>
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>199</b>	—	—	—	—	—	—	—	<b>199</b>
	<b>3 774</b>	—	4	10	(20)	3	3	(2)	<b>3 772</b>
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>999</b>	—	—	(10)	20	(3)	—	(3)	<b>1 005</b>
Autres charges, montant net	<b>14</b>	—	—	(10)	—	—	(4)	—	<b>—</b>
Coûts de financement	<b>226</b>	—	—	—	—	—	4	—	<b>232</b>
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>759</b>	—	—	—	20	(3)	—	(3)	<b>773</b>
Impôt sur le résultat	<b>195</b>	—	—	—	5	(1)	—	(1)	<b>198</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>564</b>	—	—	—	15	(2)	—	(2)	<b>575</b>
Autres éléments du résultat global <sup>4</sup>	<b>18</b>	—	—	—	(217)	—	—	—	<b>(199)</b>
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>582</b>	—	—	—	(202)	(2)	—	(2)	<b>376</b>
<b>RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONS ORDINAIRES ET ACTIONS SANS DROIT DE VOTE</b>	<b>562</b>	—	—	—	15	(2)	—	(2)	<b>573</b>
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>									
- De base	<b>1,76</b>	—	—	—	0,05	(0,01)	—	(0,01)	<b>1,79</b>
- Dilué	<b>1,76</b>	—	—	—	0,05	(0,01)	—	(0,01)	<b>1,79</b>

- En vertu des IFRS, la société est tenue de présenter chaque catégorie de produits; les PCGR du Canada antérieurs n'exigeaient pas une présentation aussi détaillée. De plus, des profits minimes à la vente de placements, contrebalancés par des pertes liées aux participations, ont été reclassés du poste Autres charges, montant net, au poste Autres produits opérationnels.
- En vertu des IFRS, les montants reçus au titre de l'aide publique doivent être classés dans les autres produits opérationnels. En vertu des PCGR du Canada antérieurs, l'aide publique n'incluait pas les montants reçus au titre de subventions transférables concernant les zones de desserte à coût élevé. Par ailleurs, en vertu des PCGR du Canada, l'aide publique pouvait être portée en déduction des charges connexes, à titre de recouvrement des coûts.
- En vertu des IFRS, les charges doivent être présentées par nature ou par fonction. La société a choisi de les présenter par nature. Les PCGR du Canada antérieurs n'exigeaient pas une présentation aussi détaillée des charges. Il en résulte notamment le reclassement des dons de bienfaisance et des contributions politiques du poste Autres charges, montant net, au poste Achat de biens et services.
- En vertu des IFRS, les écarts actuariels liés aux régimes à prestations définies qui sont inscrits au poste Autres éléments du résultat global sont considérés comme un élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé au poste Résultat net.

*Normes, interprétations et modifications qui ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été appliquées*

Sauf indication contraire, les normes suivantes s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Sauf indication contraire et selon les faits et circonstances actuels, la société ne s'attend pas à ce que l'application des normes suivantes ait des répercussions importantes, et elle détermine à l'heure actuelle les dates auxquelles elle compte appliquer ces normes :

- IFRS 9, *Instruments financiers*
- IFRS 10, *États financiers consolidés*
- IFRS 11, *Partenariats*
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*
- IAS 12, *Impôts sur le résultat* (modifiée en 2011). Cette norme s'applique aux périodes ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.
- IAS 19, *Avantages du personnel* (modifiée en 2011). En ce qui concerne les méthodes comptables qu'utilise la société à l'heure actuelle ainsi que ses pratiques en matière de présentation et d'informations à fournir, la principale différence découlant de la norme modifiée concerne le calcul du résultat net. En effet, les notions de « charges d'intérêts » et de « rendement des actifs des régimes » seront remplacées par la notion d'« intérêt net ». L'intérêt net de chaque régime est le produit du surplus (déficit) du régime multiplié par le taux d'actualisation de l'obligation prévue au titre des prestations constituées. Selon le point de vue actuel de la société, lequel se fonde sur des données historiques à long terme, le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes excéderait le taux d'actualisation (en raison du pourcentage élevé des actifs des régimes à prestations définies devant être investis dans des titres de capitaux propres), l'incidence relative de la norme modifiée se traduira par une diminution du résultat net et des montants par action connexes. La société ne s'attend pas à ce que la norme modifiée se répercute sur l'incidence nette de ses régimes de retraite à prestations définies présentée dans l'état de la situation financière ou dans les entrées liées aux activités opérationnelles. L'écart, le cas échéant, entre le taux de rendement réel des actifs des régimes à prestations définies et le taux d'actualisation serait inscrit comme une « réévaluation » dans les autres éléments du résultat global, et le résultat global ne serait par conséquent pas touché par l'application rétrospective de cette norme modifiée. La société évalue les répercussions détaillées de l'application de la norme modifiée.
- IAS 27, *États financiers individuels* (modifiée en 2011)
- IAS 28, *Participations dans des entreprises associées* (modifiée en 2011)

Sauf en ce qui concerne les obligations d'information dont il est fait mention dans le présent document, les exigences d'IFRS 10, d'IFRS 11, d'IFRS 12, d'IAS 27 (modifiée en 2011) et d'IAS 28 (modifiée en 2011) doivent initialement être appliquées en même temps.

## 9. Indications pour l'exercice 2011

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

En tenant compte des résultats du premier semestre de 2011 et des attentes pour le reste de l'exercice, la direction a révisé ses indications pour l'exercice par rapport aux objectifs initiaux à l'égard des produits et des dépenses en immobilisations annoncés en décembre 2010. L'augmentation des produits opérationnels consolidés provient des augmentations réalisées dans les secteurs des services mobiles et des services filaires. Les dépenses en immobilisations plus élevées reflètent surtout une augmentation des investissements réalisés cette année à l'égard du réseau mobile LTE de prochaine génération dans les régions urbaines.

### Indications pour l'exercice

	Indication révisée pour 2011 et variation prévue par rapport aux résultats de 2010	Objectifs initiaux pour 2011 et variation prévue par rapport aux résultats de 2010	Modifications apportées aux indications
<b>Chiffres consolidés</b>			
Produits opérationnels	<b>10,225 G\$ à 10,425 G\$</b> 4 % à 6 %	9,925 G\$ à 10,225 G\$ 1 % à 4 %	Augmentation de 300 millions de dollars de la tranche inférieure, et de 200 millions de dollars de la tranche supérieure
BAIIA <sup>1</sup>	<b>3,675 G\$ à 3,875 G\$</b> 1 % à 6 %	3,675 G\$ à 3,875 G\$ 1 % à 6 %	Aucune modification
Résultat par action – de base	<b>3,50 \$ à 3,90 \$</b> 7 % à 19 %	3,50 \$ à 3,90 \$ 7 % à 19 %	Aucune modification
Dépenses en immobilisations	<b>Environ 1,8 G\$</b> ou environ 5 %	Environ 1,7 G\$	Augmentation d'environ 100 millions de dollars
<b>Secteur des services mobiles</b>			
Produits opérationnels (externes)	<b>5,4 G\$ à 5,5 G\$</b> 8 % à 10 %	5,2 G\$ à 5,35 G\$ 4 % à 7 %	Augmentation de 200 millions de dollars de la tranche inférieure, et de 150 millions de dollars de la tranche supérieure
BAIIA	<b>2,15 G\$ à 2,25 G\$</b> 6 % à 11 %	2,15 G\$ à 2,25 G\$ 6 % à 11 %	Aucune modification
<b>Secteur des services filaires</b>			
Produits opérationnels (externes)	<b>4,825 G\$ à 4,925 G\$</b> 1 % à 3 %	4,725 G\$ à 4,875 G\$ (1) % à 2 %	Augmentation de 100 millions de dollars de la tranche inférieure, et de 50 millions de dollars de la tranche supérieure
BAIIA	<b>1,525 G\$ à 1,625 G\$</b> (6) % à 0 %	1,525 G\$ à 1,625 G\$ (6) % à 0 %	Aucune modification

1. Se reporter à la rubrique 11.1, « Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (BAIIA) », pour la définition.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs pour 2011 ont été annoncés, en décembre 2010. Les hypothèses concernant la charge et les cotisations au titre des régimes de retraite à prestations définies ont été mises à jour dans le rapport de gestion annuel 2010.

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2011	Résultats jusqu'à présent ou attentes pour l'exercice complet
Concurrence soutenue au chapitre des services filaires et des services mobiles dans le marché d'affaires et le marché aux consommateurs.	Attentes confirmées i) par le lancement par Shaw Communications, le principal fournisseur de services Internet et de télévision dans l'ouest du Canada, d'une nouvelle génération d'ENP, par l'annonce de l'augmentation de certaines vitesses liées au service Internet et de choix davantage personnalisés pour les services de télévision, Internet et de téléphone résidentiel, ainsi que par l'offre continue de rabais aux nouveaux abonnés; ii) par l'importance que les nouveaux venus sur le marché des services mobiles accordent à la croissance du nombre d'abonnés et par l'offre de forfaits illimités et de tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données et pour la messagerie textuelle; iii) par la perte d'un contrat visant la prestation de services mobiles octroyé par le gouvernement fédéral à un concurrent, facteur qui a contribué à la

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2011	Résultats jusqu'à présent ou attentes pour l'exercice complet
	<p>hausse du taux de désabonnement au premier semestre de 2011. Malgré l'intensification continue de la concurrence, TELUS a enregistré de plus faibles pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau, en raison de l'incidence favorable de l'offre de produits groupés incluant le service Télé OPTIK et le service Internet OPTIK. TELUS a également enregistré une croissance nette des lignes d'affaires d'accès au réseau en 2011.</p> <p>Les nouveaux venus continuent d'accroître leur couverture sur le marché des services mobiles. Ainsi, Mobilicity a lancé ses services à Calgary au deuxième trimestre, et Vidéotron (Quebecor) offre des services dans un corridor allant d'Ottawa à Québec, ainsi que dans d'autres villes du Québec. Shaw continue de retarder le lancement de ses services et a récemment laissé savoir qu'elle comptait annoncer ses plans révisés concernant les services mobiles au cours de l'été.</p>
<p>Baisse continue des tarifs liés aux services existants.</p>	<p>Au premier semestre de 2011, les produits tirés des services filaires locaux de transmission de la voix ont diminué de 9,2 % d'un exercice à l'autre, et les produits tirés des services filaires interurbains ont reculé de 8,6 % d'un exercice à l'autre.</p>
<p>Gain de 4,5 à 5 points de pourcentage au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada, et croissance du nombre d'abonnés au sein de l'industrie des services mobiles en raison de l'intensification de la concurrence, de la plus grande utilisation de téléphones intelligents et d'applications de transmission de données, ainsi que de l'offre de nouveaux types d'appareils mobiles tels que les tablettes.</p>	<p>Les attentes demeurent inchangées.</p>
<p>Diminution des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix de TELUS au pays, neutralisée par la croissance des PMAA tirés des services d'itinérance internationale et de transmission de données.</p>	<p>Les produits tirés des services de réseau ont augmenté de 9,6 % au premier semestre de 2011, en raison de la hausse d'un exercice à l'autre de 37 % des PMAA tirés des services de transmission de données, qui a largement neutralisé la baisse d'un exercice à l'autre de 7,6 % des PMAA tirés des services de transmission de la voix.</p>
<p>Augmentation des frais d'acquisition et de fidélisation des abonnés des services mobiles liée aux mises en service d'un plus grand nombre de téléphones intelligents, y compris les mises à niveau, et à l'accroissement du nombre d'abonnés.</p>	<p>Les frais d'acquisition par ajout brut d'abonné des services mobiles se sont élevés à 360 \$ au premier semestre de 2011, en hausse de 8,2 % d'un exercice à l'autre. Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits à la hausse tirés des services de réseau s'établissent à 12,1 % au premier semestre de 2011, en hausse par rapport à 10,6 % à la période correspondante de 2010. Les frais d'acquisition se sont établis à 300 millions de dollars au premier semestre de 2011, en hausse de 17 % par rapport à la période correspondante de 2010, et les frais de fidélisation se sont établis à 297 millions de dollars au premier semestre de 2011, en hausse de 25 % par rapport à la période correspondante de 2010.</p>
<p>Élargissement continu du réseau à large bande filaire et mises à niveau à l'appui de la croissance des produits tirés des services Télé OPTIK et Internet OPTIK, qui neutralisent la baisse continue des produits tirés des lignes d'accès au réseau.</p>	<p>Se reporter à la <i>rubrique 2, « Se doter de moyens nationaux »</i>, en ce qui concerne l'élargissement du réseau et les mises à niveau en 2011. Les abonnements à TELUS TV et au service Internet haute vitesse se sont accrus de 119 000 au premier semestre de 2011, résultat qui excède le total des pertes de lignes d'accès au réseau et d'abonnés du service Internet commuté de 66 000 enregistrées au cours de cette période.</p> <p>Au premier semestre de 2011, le total des produits tirés des services filaires de transmission de données a augmenté de 139 millions de dollars d'un exercice à l'autre, résultat qui tient compte de la croissance des produits tirés des services Télé OPTIK et Internet OPTIK, laquelle a largement neutralisé la baisse nette de 89 millions de dollars des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix existants et des autres produits.</p>
<p>Taux d'actualisation estimatif de 5,35 %, subséquemment établi à 5,25 % (baisse de 60 points de base par rapport à 2010) au titre des régimes de retraite. Rendement à long terme attendu de 7,25 %, subséquemment établi à 7 % (baisse de 25 points de base par rapport à 2010).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le montant net des recouvrements liés aux régimes de retraite à prestations définies a été établi à 34 millions de dollars.</li> </ul>	<p>À l'heure actuelle, aucun changement n'est prévu. Les charges (recouvrements) au titre des régimes de retraite à prestations définies sont établis au début de l'exercice. Lorsque d'importantes variations des principales hypothèses concernant ces régimes par rapport aux valeurs de l'exercice précédent se produisent, les écarts actuariels découlant de ces variations sont comptabilisés dans les états intermédiaires.</p>

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2011	Résultats jusqu'à présent ou attentes pour l'exercice complet
Montant estimatif des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies, y compris la cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars, de 298 millions de dollars en 2011, en hausse par rapport à 137 millions de dollars en 2010.	La meilleure estimation de la direction concernant les cotisations en 2011 demeure inchangée. Les cotisations aux régimes de retraite à prestations définies se sont élevées à 250 millions de dollars au premier semestre de 2011, y compris la cotisation discrétionnaire de 200 millions de dollars versée en janvier 2011.
Coûts de restructuration prévus d'environ 50 millions de dollars en 2011 (74 millions de dollars en 2010 tel qu'il est présenté; 80 millions de dollars en 2010 en vertu des IFRS) découlant des initiatives d'efficacité opérationnelle. Économies supplémentaires au titre du BAIIA estimées initialement à environ 75 millions de dollars pour 2011, montant subséquemment établi à environ 50 millions de dollars (économies supplémentaires de 134 millions de dollars en 2010).	Les prédictions au titre des coûts de restructuration pour l'exercice complet sont demeurées inchangées à environ 50 millions de dollars, et les prédictions à l'égard des économies supplémentaires au titre du BAIIA sont demeurées à 50 millions de dollars. Au premier semestre de 2011, les coûts de restructuration se sont élevés à 16 millions de dollars, y compris un montant de 7 millions de dollars au titre du regroupement des biens immobiliers. Les économies supplémentaires au titre du BAIIA se sont élevées à environ 33 millions de dollars.
Réduction des coûts de financement d'environ 135 millions de dollars, en raison de la diminution de la dette et des taux d'intérêt.	Aucun changement en ce qui concerne les attentes pour l'exercice complet. Les coûts de financement ont diminué d'un exercice à l'autre de 34 millions de dollars au premier semestre de 2011. La diminution prévue pour l'exercice complet 2011 tient compte de la perte de 52 millions de dollars liée au rachat anticipé d'une tranche des titres de créance à long terme effectué en septembre 2010, et elle se base sur la réduction du taux d'intérêt effectif et sur la diminution prévue du solde moyen des titres de créance.
Taux d'imposition prévu par la loi d'environ 26,5 % à 27,5 % (29 % en 2010).	Aucun changement (se reporter à l'analyse des risques présentée à la rubrique 10.6). Au premier semestre de 2011, le taux d'imposition combiné prévu par la loi s'est établi à 27,2 %, et le taux d'imposition effectif, à 23,5 %.
Paiements d'impôt en trésorerie d'environ 130 millions de dollars à 180 millions de dollars (311 millions de dollars en 2010).	La fourchette a été révisée et est de 150 millions de dollars à 190 millions de dollars. En mai, la société a révisé ses indications pour se situer dans la tranche supérieure de la fourchette originale. Au premier semestre de 2011, les paiements d'impôt en trésorerie, déduction faite des remboursements reçus, se sont élevés à 116 millions de dollars et tiennent compte des acomptes provisionnels pour 2011 et des paiements d'impôt finaux exigibles pour 2010 effectués au début de 2011.

## 10. Risques et gestion des risques

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à *la Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion. L'information qui suit constitue une mise à jour de l'analyse portant sur les risques et la gestion des risques présentée à la *rubrique 10* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS et de son rapport de gestion du premier trimestre de 2011.

### 10.1 Concurrence

#### *Intégration verticale accrue des concurrents aux fins de la propriété du contenu de radiodiffusion*

TELUS ne cherche pas à devenir un propriétaire de contenu de radiodiffusion à l'heure actuelle, mais plusieurs concurrents ont acquis du contenu de radiodiffusion. Ainsi, en 2010, Shaw Communications a acquis Canwest Global et, en 2011, BCE a acquis les services de programmation de CTVglobemedia, tandis que Rogers Communications et Quebecor étaient auparavant propriétaires de contenu. Il se pourrait qu'une plus importante intégration verticale fasse en sorte que TELUS n'ait pas accès à du contenu, ou qu'elle soit obligée de payer des prix gonflés pour acquérir du contenu.

**Atténuation des risques :** La stratégie de TELUS consiste à grouper et à intégrer du contenu et des applications et à les rendre accessibles de manière que ses abonnés puissent en profiter. La société ne croit pas qu'il faille être propriétaire du contenu pour pouvoir l'offrir aux abonnés d'une manière attrayante sur le plan économique, et rien ne permet de croire que toute synergie positive engendrée par la propriété de contenu par les entreprises de télécommunications neutralise les synergies négatives découlant de la limitation de l'auditoire au moyen d'ententes exclusives ainsi que l'incidence sur d'autres relations avec des fournisseurs. Ce conflit inhérent à l'intégration verticale pourrait bien limiter les transactions intéressées privilégiées effectuées par des concurrents intégrés verticalement, mais TELUS estime que l'établissement de balises s'impose. Le CRTC a tenu une instance à la mi-année 2011 afin de se pencher sur les questions liées à l'intégration verticale. (Se reporter à la *rubrique 10.3, « Réglementation »*.)

## 10.2 Technologie

La société a annoncé la construction urbaine du réseau mobile 4G+ LTE, comme il est fait mention à la *rubrique 2*, « *Activités principales et stratégie* ». Le lancement possible de la technologie LTE dans les zones rurales dépendra des règles et du calendrier établis par Industrie Canada relativement aux futures enchères de spectre pour les services sans fil. Se reporter à la section « *Disponibilité future et coût des licences de spectre pour les services sans fil* », à la *rubrique 10.3*, « *Réglementation* ».

## 10.3 Réglementation

Les faits nouveaux en matière de réglementation pour lesquels un sommaire est présenté dans le tableau ci-dessous ont fait l'objet d'une analyse dans le rapport de gestion du premier trimestre de 2011.

Sujet	État d'avancement	Issue ou attentes
Obligation de servir des entreprises de services locaux titulaires	<i>Politique de réglementation de télécom CRTC 2011-291</i> publiée le 3 mai 2011.  TELUS s'attend à ce que la décision n'ait pas d'incidence importante sur ses résultats de 2011. Se reporter à la mise à jour ci-dessous.	La décision établit les objectifs souhaités en ce qui concerne l'accès aux services à large bande et les vitesses cibles au Canada d'ici 2015, et elle repose sur le libre jeu du marché pour atteindre ces objectifs. Le CRTC a également apporté de nombreux changements au régime de contribution dans les zones de desserte à coût élevé et permis des hausses de tarifs, sous réserve de certains paramètres.
Renouvellement des licences de spectre pour les SCP et pour la téléphonie cellulaire	Le 14 mars 2011, Industrie Canada a rendu sa décision concernant le processus de renouvellement des licences de spectre pour les services de communications personnelles (les « SCP ») et pour la téléphonie cellulaire.	Comme le confirme cette décision, lorsque toutes les conditions d'octroi de licences concernant les licences de spectre pour les SCP et pour la téléphonie cellulaire existantes auront été remplies, les titulaires de licences pourront obtenir une nouvelle licence d'une durée de 20 ans, les licences délivrées auparavant ayant une durée de 10 ans. En vertu de la décision, les droits annuels liés à ces licences seront maintenus aux taux courants en 2011. Ces taux pourraient toutefois augmenter dans l'avenir.
Restrictions à la propriété étrangère	Il subsiste des incertitudes en ce qui concerne l'interprétation des règles en vigueur à l'égard de la propriété étrangère, car le Cabinet fédéral a infirmé la décision du CRTC et déterminé que Globalive, un nouveau fournisseur de services mobiles, n'avait pas enfreint les lois canadiennes sur la propriété étrangère.	Une contestation judiciaire réussie de la décision du Cabinet fédéral a été infirmée par la Cour d'appel fédérale. Public Mobile, un nouveau fournisseur de services mobiles, cherche à obtenir la permission d'interjeter appel de la décision de la Cour d'appel fédérale auprès de la Cour suprême du Canada.  Il se pourrait que le gouvernement fédéral annonce des modifications aux restrictions à la propriété étrangère fédérale, possiblement en parallèle avec l'annonce des règles concernant les enchères de spectre, plus tard en 2011 ou au début de 2012.  Rien ne garantit que la levée de toute incertitude concernant l'interprétation des lois et règlements en vigueur à l'égard des restrictions à la propriété étrangère auxquels TELUS est assujettie ou que leur éventuelle modification aura un effet favorable pour TELUS, ni que l'incertitude qui règne ne sera pas favorable pour les entreprises sous contrôle étranger qui exercent des activités au Canada à l'heure actuelle.

### *Obligation de servir des entreprises de services locaux titulaires – paiement des subventions*

Dans la Politique réglementaire de télécom CRTC 2011-291, « *Obligation de servir et autres questions* », publiée le 3 mai 2011, le CRTC a formulé des conclusions concernant diverses questions, notamment le régime de subvention du service local et les tarifs du service local de résidence dans les zones de desserte à coût élevé. Dans le cadre de l'établissement du régime de subvention du service local, le CRTC a indiqué que bien qu'il ne serait pas approprié d'entreprendre un examen général des coûts utilisés aux fins du calcul des subventions à l'heure actuelle, les entreprises titulaires pourraient, si elles le désirent, déposer une demande afin de mettre à jour les coûts utilisés pour établir à combien s'élève le montant de leur subvention. Subséquemment, Bell Aliant a déposé une demande qui, si elle est approuvée, donnerait lieu à une augmentation de ses coûts et du montant des paiements au titre du fonds de subvention national auquel elle aurait droit, lequel demeure inconnu à l'heure actuelle, et aurait une incidence financière défavorable pour TELUS. Au moment auquel Bell Aliant a déposé sa demande, TELUS a elle aussi déposé une demande aux fins de l'augmentation du paiement des subventions, mais le CRTC a rejeté cette demande pour des raisons procédurales. TELUS a avisé le CRTC qu'elle compte déposer de nouveau cette demande dans un très proche avenir, et elle a demandé que les demandes de subventions déposées par d'importantes ESLT soient étudiées en même temps et selon le même processus afin d'assurer le caractère équitable du processus dans l'ensemble de l'industrie.

*Disponibilité future et coût des licences de spectre pour les services sans fil*

Industrie Canada compte procéder, probablement en 2012 ou en 2013, à des enchères relatives aux licences de spectre qui viseront le spectre dans les bandes de 700 MHz et de 2,5/2,6 GHz. TELUS s'attend à ce que les règles concernant les enchères soient annoncées d'ici la fin de 2011 ou au début de 2012. Il se pourrait que le gouvernement fédéral annonce des modifications aux restrictions à la propriété étrangère, possiblement en parallèle avec l'annonce des règles concernant les enchères de spectre.

Comme il est décrit à la *rubrique 2*, « *Se doter de moyens nationaux* », TELUS prévoit amorcer la construction urbaine du réseau mobile 4G+ LTE au second semestre de 2011 et lancer les services sur ce réseau en 2012, à l'aide du spectre pour les services sans fil acquis en 2008. Le lancement possible du réseau mobile 4G+ LTE dans les marchés ruraux dépendra de l'occasion équitable que TELUS aura de présenter des soumissions et d'acquérir du spectre visant la bande de fréquences de 700 MHz dans le cadre des enchères devant avoir lieu. Le spectre visant la bande de fréquences de 700 MHz permet de meilleures capacités de propagation qui assurent une couverture efficace et efficiente dans les vastes régions rurales du Canada. De plus, ces capacités améliorent la qualité de la couverture à l'intérieur de bâtiments dans les régions urbaines.

À l'heure actuelle, le spectre dans la bande de 2,5/2,6 GHz est utilisé dans les applications d'accès sans fil fixe et de diffusion sans fil fixe. Cependant, cette bande a été désignée comme une bande à titre primaire pour les services sans fil par Industrie Canada et elle devrait devenir une bande universelle pour les services sans fil. En 2006, Industrie Canada a publié une politique qui prévoit la récupération d'une portion de la bande à des fins de mise aux enchères lorsque les services sans fil auront été ajoutés dans la bande, et a annoncé son intention de procéder à la mise aux enchères des portions non attribuées du service de distribution multipoint dans la bande. TELUS considère que l'accès à ce spectre lui permettrait d'offrir un plus grand nombre de services au moyen du réseau 4G+ LTE dans des régions urbaines et d'accroître la capacité requise pour gérer la croissance exponentielle du trafic de données. Il existe des incertitudes quant au calendrier d'exécution et à la position du gouvernement relativement à la réglementation de ces bandes de fréquences possibles. Ainsi, les règles concernant les enchères pourraient favoriser les entreprises non titulaires. Étant donné que les règles concernant les enchères futures sont inconnues, il est impossible de déterminer la capacité de TELUS à présenter des soumissions visant l'acquisition de spectre additionnel, de savoir à combien s'élèveront les dépenses en immobilisations requises aux fins de l'issue fructueuse des soumissions et de déterminer combien de spectre sera obtenu dans chaque région.

Bell et Rogers, deux concurrents qui détiennent une quantité élevée de spectre dans la bande de 2,5/2,6 GHz aux termes de leur partenariat avec Inukshuk, ont déployé une solution sans fil fixe pour le service DSL mobile dans les grandes villes telles que Toronto, Montréal, Calgary, Edmonton et Vancouver. La société s'attend à ce que Bell et Rogers utilisent davantage ce spectre pour les services mobiles plutôt que pour leurs applications fixes. Bien que la concurrence à laquelle TELUS fait face relativement au service sans fil fixe et à des services semblables soit limitée à l'heure actuelle, il n'existe aucune certitude que les activités de commercialisation futures de ces services n'auront pas une incidence défavorable sur les services mobiles et filaires de TELUS.

*Entreprises de distribution de radiodiffusion – intégration verticale*

D'importants regroupements ont eu lieu dans le secteur de la radiodiffusion, notamment l'acquisition par Shaw des services de programmation de Canwest Global (opération approuvée par le CRTC en octobre 2010) et l'acquisition par Bell du contrôle des services de programmation de CTVglobemedia (opération approuvée par le CRTC en mars 2011). En raison du potentiel de comportements anticoncurrentiels au sein de ce nouveau marché intégré verticalement, le CRTC a tenu une audience publique en juin 2011 afin de considérer l'établissement de balises qui pourraient s'avérer nécessaires pour assurer le maintien d'une saine concurrence dans le secteur de la radiodiffusion. Les répliques finales aux observations, qui ont été déposées le 8 juillet, portaient sur la nécessité d'établir des balises afin d'éviter des comportements anticoncurrentiels ayant pour but d'empêcher la concurrence ou d'accroître les coûts des concurrents indépendants.

Selon TELUS, si aucune balise n'est établie, il se pourrait que les concurrents intégrés verticalement haussent injustement les coûts de programmation que TELUS doit payer ou tentent d'empêcher l'accès à du contenu sur les plateformes « nouveaux médias » (plateformes Internet et mobiles), ou pénalisent autrement TELUS en attirant et en fidélisant des abonnés de ses services mobiles ou de son service Télé OPTIK. Une décision devrait être rendue d'ici la fin de 2011. Entre-temps, le CRTC a publié le 8 juillet 2011 une politique qui interdit le retrait des services de programmation faisant l'objet d'un règlement de conflit. Cette politique prendra fin 30 jours après la publication de la décision du CRTC concernant l'intégration verticale. Il n'existe aucune certitude que les balises mises en place seront entièrement efficaces.



**Atténuation des risques en matière de réglementation :** TELUS préconise de façon générale un contexte de réglementation des télécommunications qui se fonde, dans la mesure du possible, sur la concurrence au sein du marché, plutôt que sur l'intervention des organismes de réglementation. En ce qui concerne la distribution de contenu de radiodiffusion, TELUS favorise plutôt l'application d'une symétrie en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*, qui permet de s'assurer que tous les consommateurs canadiens continuent de bénéficier d'un accès équitable au contenu de radiodiffusion, quel que soit le distributeur ou la plateforme de leur choix. Selon TELUS, tant que le contenu est réglementé de manière à assurer l'atteinte d'objectifs culturels, cette position sert au mieux les intérêts de toutes les entreprises de télécommunications et de leurs clients.

En ce qui concerne les restrictions à la propriété étrangère, TELUS ne s'oppose pas à l'élimination des restrictions à la propriété étrangère visant les télécommunications ou la distribution de contenu, tant que cette libéralisation est mise en œuvre de façon équitable et symétrique pour toutes les entreprises de télécommunications et entreprises de distribution de radiodiffusion.

#### 10.4 Ressources humaines

##### *Négociations collectives*

Les membres du STT ont ratifié une nouvelle convention collective en juin 2011. Cette convention est entrée en vigueur le 9 juin et elle prendra fin à la fin de 2015. (Se reporter à la *rubrique 2*, « *Pénétrer le marché comme une seule et même équipe* ».)

#### 10.5 Risques liés aux processus

##### *Systèmes et processus*

TELUS exploite de nombreux systèmes complexes et a mis en œuvre un certain nombre d'initiatives visant à modifier ses systèmes et ses processus. Il n'existe aucune certitude que la mise en œuvre de l'ensemble des initiatives de modification des systèmes et des processus de TELUS sera couronnée de succès, ni que la société disposera de la main-d'œuvre qualifiée nécessaire pour mener à terme les principales initiatives prévues en 2011 et par la suite. Il y a également un risque que certains projets soient reportés ou annulés et que les avantages susceptibles de découler de ces projets se concrétisent plus tard ou ne se concrétisent pas. Il y a par ailleurs un risque que la mise en place de nouveaux produits et services soit limitée en raison de la dépendance à l'égard des systèmes existants et des limitations concernant les initiatives visant à apporter des modifications que la société peut mettre en œuvre en même temps.

**Atténuation des risques :** En règle générale, TELUS s'efforce d'établir les priorités liées au développement de systèmes d'une manière optimale. Dans le cadre de sa démarche aux fins de la gestion des projets, la société applique un processus d'établissement des risques rigoureux ainsi que des plans d'urgence, et elle assure une gestion complète de la portée du projet, du contrôle des changements, des ressources et de la qualité. Pour établir l'assurance de la qualité de la solution, la société doit procéder à des essais exhaustifs au chapitre de la fonctionnalité, de la performance et de la garantie à l'égard des produits opérationnels, et elle doit tirer parti des leçons retenues. Par ailleurs, TELUS s'efforce dans bien des cas de s'assurer que ses processus de planification aux fins de la poursuite des activités sont en place et que son centre des opérations d'urgence est bien préparé avant de procéder à d'importantes conversions des systèmes.

#### 10.6 Questions fiscales

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.7* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS.

La société s'attend à ce que l'option de différer l'impôt sur le résultat en tirant parti de différentes fins d'année d'imposition des sociétés liées en exploitation, plutôt que de celles des entreprises associées, soit éliminée sur une période de cinq ans, selon le projet de budget sur cette question présenté par le gouvernement fédéral. Si les projets annoncés sont adoptés, ils entraîneront une hausse des paiements d'impôt sur le résultat à compter de 2013.

Un référendum visant à déterminer si la taxe de vente harmonisée (la « TVH ») devrait être maintenue ou éliminée et si la taxe de vente provinciale (la « TVP ») et la taxe sur les produits et services (la « TPS ») précédemment en vigueur devraient être rétablies est en cours en Colombie-Britannique. Le gouvernement de cette province a modifié la TVH de façon que si celle-ci est maintenue, le taux actuel de 12 % sera réduit en deux temps, soit à 11 % le 1<sup>er</sup> juillet 2012, puis à 10 % le 1<sup>er</sup> juillet 2014. Le gouvernement de la Colombie-Britannique a également indiqué qu'il augmenterait le taux d'imposition provincial général des sociétés de 10 % à 12 % avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Aux termes des régimes d'imposition de la TPS et de la TVH, TELUS peut réclamer des crédits de taxe sur les intrants relativement à la TPS et à la TVH applicables payées sur les intrants d'entreprise. Si la TVP est rétablie, ce changement entraînera une hausse des coûts annuels de TELUS, en raison du caractère non recouvrable de la TVP payée sur les intrants d'entreprise. Si la TVH est maintenue et que le taux d'imposition des sociétés en Colombie-Britannique augmente, TELUS s'attend à devoir comptabiliser une charge d'impôt différé au titre de la réévaluation des passifs d'impôt différé.

## 10.7 Santé, sécurité et environnement

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 10.8* du rapport de gestion annuel 2010 de TELUS.

### *Préoccupations relatives à l'émission de radiofréquences*

Certaines études ont soutenu que les émissions de radiofréquences peuvent être liées à certains effets néfastes sur la santé, tandis que d'autres études ont indiqué que l'exposition à long terme à de faibles émissions de radiofréquences ne présente aucun effet néfaste sur la santé. En mai 2011, un groupe de travail du Centre International de Recherche sur le Cancer (« CIRC ») a examiné et évalué les études disponibles et classé les champs électromagnétiques à fréquence radioélectrique provenant des téléphones mobiles comme potentiellement cancérigènes pour les humains. Le CIRC a noté qu'une association positive avait été observée entre l'utilisation intensive à long terme des appareils de téléphonie mobile et certains cancers du cerveau, pour laquelle une interprétation causale est considérée comme plausible, mais ce hasard, ces biais et ces facteurs confusionnels n'ont pas pu être raisonnablement écartés. Le CIRC a classé 267 éléments comme potentiellement cancérigènes pour les humains, y compris le chloroforme, le café et le nickel. Il a demandé que d'autres études concernant l'utilisation intensive à long terme des appareils de téléphonie mobile soient faites et, en tenant compte des connaissances incertaines, a recommandé que des mesures préventives soient prises pour réduire l'exposition aux émissions, notamment en ayant recours à des appareils mains libres ou à la messagerie textuelle.

Il n'y a aucune garantie que les futures études sur la santé, la réglementation gouvernementale ou les préoccupations des consommateurs relativement aux effets sur la santé des émissions de radiofréquences n'auront pas d'incidences défavorables sur les activités ni sur les perspectives de TELUS. Par exemple, les appréhensions du public pourraient réduire la croissance du nombre d'abonnés et l'utilisation des services et augmenter les coûts par suite de modifications apportées aux appareils, du déplacement de pylônes de transmission mobile, de la prise en compte d'un plus grand nombre d'exigences juridiques et de poursuites en responsabilité du fait des produits. TELUS continue à surveiller les faits nouveaux dans ce domaine.

**Atténuation des risques** : Il existe des preuves, qui ont été établies et publiées dans de nombreuses études scientifiques mondiales, qui corroborent la conclusion qu'il n'y a actuellement pas de risque pour la santé connu lié à l'utilisation de téléphones mobiles. Les agences gouvernementales canadiennes responsables de l'établissement de limites de sécurité liées aux niveaux de transmission des dispositifs radio appuient elles aussi la conclusion que les appareils de téléphonie mobile ne posent pas de risque pour la santé. TELUS est d'avis que les appareils que TELUS vend répondent à toutes les normes de sécurité des gouvernements du Canada et des États-Unis.

## 11. Définitions et rapprochements

### 11.1 Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (« BAIIA »)

Le BAIIA n'est pas une mesure définie par les IFRS et ne doit pas être substitué au résultat net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance des secteurs opérationnels ainsi que la performance de la société. Le BAIIA excluant les coûts de restructuration est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d'emprunt (se reporter à la description fournie à la *rubrique 11.4*). Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d'assurer le service de sa dette comparativement à d'autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d'autres sociétés.

Le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA a défini le BAIIA normalisé de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Le BAIIA normalisé donne une indication de la capacité de l'entité de continuer de générer des produits opérationnels avant la prise en compte de l'incidence des décisions de financement de la direction et des coûts liés à l'utilisation des immobilisations corporelles et incorporelles, qui varient en fonction de leur âge, de leur actualité technologique et de l'estimation de leur durée d'utilité par la direction. Le BAIIA normalisé correspond donc aux produits moins les coûts opérationnels, avant les charges d'intérêts, l'amortissement et les charges au titre de la dépréciation des immobilisations corporelles, et l'impôt sur le résultat.

Comme elle l'a fait au premier semestre de 2011, la société pourrait également calculer, de façon périodique, un BAIIA ajusté qui exclura les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas les activités liées aux services de télécommunications habituelles ou continues; ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et il ne devrait pas être pris en compte aux fins de l'évaluation de la capacité de la société à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

#### Rapprochement du BAIIA

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2011	2010	2011	2010
<b>Résultat net</b>	<b>324</b>	302	<b>652</b>	575
Coûts de financement	<b>94</b>	117	<b>198</b>	232
Impôt sur le résultat	<b>90</b>	97	<b>200</b>	198
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>326</b>	318	<b>658</b>	664
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>116</b>	91	<b>228</b>	199
Pertes de valeur (reprise de pertes de valeur) au titre des immobilisations corporelles	—	—	—	—
<b>BAIIA (BAIIA normalisé selon les lignes directrices de l'ICCA)</b>	<b>950</b>	925	<b>1 936</b>	1 868
Déduire : profit au 1 <sup>er</sup> février 2011 sur la participation dans Transactel	—	—	<b>(16)</b>	—
<b>BAIIA ajusté</b>	<b>950</b>	925	<b>1 920</b>	1 868

La direction calcule également le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs à présenter. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

#### Calcul du BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2011	2010	2011	2010
<b>BAIIA</b>	<b>950</b>	925	<b>1 936</b>	1 868
Dépenses en immobilisations	<b>(456)</b>	(397)	<b>(865)</b>	(708)
<b>BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations</b>	<b>494</b>	528	<b>1 071</b>	1 160
Déduire : profit au 1 <sup>er</sup> février 2011 sur la participation dans Transactel	—	—	<b>(16)</b>	—
<b>BAIIA ajusté déduction faite des dépenses en immobilisations</b>	<b>494</b>	528	<b>1 055</b>	1 160

## 11.2 Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure définie par les IFRS et ne doivent pas être substitués aux tableaux consolidés des flux de trésorerie. TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être utilisés pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés, et qu'il diffère des flux de trésorerie disponibles normalisés tels qu'ils sont définis par l'ICCA. Les flux de trésorerie disponibles tels qu'ils sont définis par la direction fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant les dividendes, les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs).

**Calcul des flux de trésorerie disponibles**

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2011	2010	2011	2010
<b>BAIIA</b> (se reporter à la <i>rubrique 11.1</i> )	<b>950</b>	925	<b>1 936</b>	1 868
Déduire : profit au 1 <sup>er</sup> février 2011 sur la participation dans Transactel	—	—	(16)	—
Coûts de restructuration déduction faite des paiements en trésorerie	4	(3)	(19)	(52)
Éléments des tableaux consolidés des flux de trésorerie				
Rémunération fondée sur des actions	5	6	—	7
Montant net des charges (du recouvrement) au titre des régimes à prestations définies des salariés	(7)	(3)	(16)	(6)
Cotisations patronales aux régimes à prestations définies des salariés	(15)	(44)	(250)	(89)
Intérêts versés	(145)	(187)	(206)	(225)
Intérêts reçus	—	—	—	—
Impôt reçu (payé), montant net	(50)	(58)	(116)	(309)
Dépenses en immobilisations	(456)	(397)	(865)	(708)
<b>Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)</b>	<b>286</b>	239	<b>448</b>	486

Le Conseil canadien de l'information sur la performance de l'ICCA a défini les flux de trésorerie disponibles normalisés de manière à favoriser la comparabilité des mesures utilisées par diverses entités. Les flux de trésorerie disponibles normalisés constituent une indication de la capacité de l'entité de continuer à générer des flux de trésorerie discrétionnaires grâce aux activités opérationnelles, et comprennent les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles après déduction des dépenses nettes en immobilisations et des dividendes qui s'apparentent davantage à des charges d'intérêts. Cette mesure ne correspond pas nécessairement aux flux de trésorerie disponibles au cours de la période pour utilisation au gré de la direction, qui peuvent être affectés par d'autres sources de trésorerie et d'autres utilisations non discrétionnaires. Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles, tels qu'ils sont définis par la direction, avec les flux de trésorerie disponibles normalisés et les entrées liées aux activités opérationnelles.

**Rapprochement des flux de trésorerie disponibles**

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2011	2010	2011	2010
<b>Entrées liées aux activités opérationnelles</b>	<b>533</b>	523	<b>926</b>	1 037
Déduire : dividendes stipulés	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Déduire : dépenses en immobilisations	(456)	(397)	(865)	(708)
Produit de la cession d'immobilisations	—	—	—	—
<b>Flux de trésorerie disponibles normalisés (selon les lignes directrices de l'ICCA)</b>	<b>77</b>	126	<b>61</b>	329
Déduire : produit de la cession d'immobilisations	—	—	—	—
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités opérationnelles	209	113	387	157
<b>Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)</b>	<b>286</b>	239	<b>448</b>	486

**11.3 Définition des indicateurs opérationnels clés – services mobiles**

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

**Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels** Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

**Taux de désabonnement, par mois** Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

**Frais d'acquisition** Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

Téléphone intelligent Appareil de communication mobile évolué ou assistant numérique personnel (« ANP ») qui offre des fonctions de messagerie textuelle, de courriel, de téléchargement de données multimédias et de réseau social (p. ex. Facebook Mobile) en plus de la transmission de la voix. TELUS présente les résultats concernant les téléphones intelligents à titre de pourcentage des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés et de pourcentage du nombre d'abonnés des services postpayés.

#### 11.4 Définition et calcul des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution et ratio de distribution du résultat net ajusté Il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote, tels qu'ils sont comptabilisés aux états financiers consolidés intermédiaires résumés, multipliés par quatre et divisés par le total du résultat par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le résultat par action de base annuel des exercices). L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 55 % à 65 % des bénéfices nets prévisibles. Le ratio historique fondé sur le résultat par action déclaré ajusté de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés à l'impôt, de la perte au remboursement par anticipation de titres de créance, de l'incidence continue de l'option de règlement en trésorerie net liée aux options instaurée en 2007, et des éléments ajustés dans le BAIIA est considéré comme davantage représentatif du calcul du résultat prévisible.

##### Calcul des ratios de distribution

Mesure aux dates indiquées et pour les trimestres clos à ces dates (en dollars)	30 juin 2011	31 déc. 2010	30 juin 2010
<b>Ratio de distribution</b>			
Numérateur – Dividende annualisé déclaré par action ordinaire et action sans droit de vote	2,20	2,10	2,00
Dénominateur – Résultat par action ordinaire et action sans droit de vote <sup>1</sup>	3,48	3,27	3,13
<b>Ratio (en %)</b>	<b>63</b>	64	64
<b>Ratio de distribution du résultat net ajusté</b>			
Numérateur – Dividende annualisé déclaré par action ordinaire et action sans droit de vote	2,20	2,10	2,00
Résultat net ajusté (en millions de dollars)			
Résultat net attribuable aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote	1 123	1 048	996
Déduire : ajustements favorables liés à l'impôt	(30)	(30)	(96)
Ajouter : perte liée au remboursement par anticipation de titres de créance	37	37	69
Déduire : profit au 1 <sup>er</sup> février 2011 sur la participation dans Transactel	(12)	—	—
Option de règlement en trésorerie net liée aux options	(13)	(7)	(6)
	1 105	1 048	963
Dénominateur – Résultat net ajusté par action ordinaire et action sans droit de vote	3,43	3,27	3,02
<b>Ratio ajusté (en %)</b>	<b>64</b>	64	66

1. Calculé conformément aux PCGR du Canada antérieurs, en raison de la transition aux IFRS avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Couverture par le résultat Mesure définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée sur 12 mois. Par suite du passage aux IFRS, le calcul se fonde sur le montant total brut des charges d'intérêts. En vertu des PCGR du Canada antérieurs, le calcul se fondait sur le montant brut des charges d'intérêts sur la dette à long terme.

**Calcul du ratio de couverture par le résultat**

Périodes de 12 mois closes les (en millions de dollars, sauf les ratios)	30 juin 2010	31 déc. 2010	30 juin 2010
Résultat net attribuable aux actions ordinaires et aux actions sans droit de vote	1 123	1 048	
Résultat net			1 000
Impôt sur le résultat	337	335	253
Montant brut des composantes des charges d'intérêts			
Intérêts sur la dette à long terme	417	442	469
Charges d'intérêts sur les emprunts à court terme et autres	30	29	non pris en compte
Perte au remboursement par anticipation de titres de créance	52	52	99
Intérêts courus sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	4	4	s.o.
Numérateur	1 963	1 910	1 821
Dénominateur – Montant brut des charges d'intérêts	503	527	568
<b>Ratio (fois)</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,2</b>

1. Calculé conformément aux PCGR du Canada antérieurs, en raison de la transition aux IFRS avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**BAIIA excluant les coûts de restructuration** Mesure définie comme le BAIIA (décrit à la *rubrique 11.1*) plus les coûts de restructuration de 71 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011 et de 80 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2010. Les coûts de restructuration selon les PCGR du Canada antérieurs se sont élevés à 134 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 30 juin 2010. Cette mesure sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et la couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit.

**Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration** Mesure calculée sur 12 mois, qui est définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des charges d'intérêts. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS. Le ratio présenté au 30 juin 2010 est celui présenté conformément aux PCGR du Canada antérieurs, en raison de la transition aux IFRS avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

**Dette nette** La dette nette est une mesure non définie par les IFRS; la mesure définie par les IFRS qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

**Calcul de la dette nette**

Aux (en millions de dollars)	30 juin 2011	31 déc. 2010	30 juin 2010
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 787	6 056	6 203
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	30	28	25
Passif dérivé	—	404	686
Cumul des autres éléments du résultat global découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains (compte non tenu des incidences fiscales)	—	(2)	(52)
Trésorerie et placements temporaires	(21)	(17)	(41)
Emprunts à court terme	404	400	400
<b>Dette nette</b>	<b>7 200</b>	<b>6 869</b>	<b>7 221</b>

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et il porte sur la débenture de 741 millions de dollars US au 31 décembre 2010 (1 348 millions de dollars US au 30 juin 2010) qui est arrivée à échéance le 1<sup>er</sup> juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par la trésorerie et les placements temporaires disponibles, et car elle tient compte de l'incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains.

**Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration** Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L'indication à long terme de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Normalement, cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS. Le ratio présenté au 30 juin 2010 est celui présenté conformément aux PCGR du Canada antérieurs, en raison de la transition aux IFRS avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des charges d'intérêts Coûts de financement avant les profits liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun profit lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé au cours des périodes respectives. Les pertes comptabilisées relativement au remboursement par anticipation de titres de créance sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts présenté pour la période de 12 mois close le 30 juin 2011 est égal aux coûts de financement présentés pour ces périodes. Le coût de financement net présenté pour la période de 12 mois close le 30 juin 2010 est tel qu'il a été présenté conformément aux PCGR du Canada antérieurs, en raison de la transition aux IFRS avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Total des capitaux investis – valeur comptable Total de la dette nette et des capitaux propres, compte non tenu du cumul des autres éléments du résultat global.

**Calcul du total des capitaux investis**

Aux (en millions de dollars)	30 juin 2011	31 déc. 2010	30 juin 2010
Dette nette	7 200	6 869	7 721
Capitaux propres			
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	8 059	7 759	7 456
Ajouter : cumul des autres éléments du résultat global	298	213	252
Participations ne donnant pas le contrôle	26	22	22
<b>Total des capitaux investis – Valeur comptable</b>	<b>15 583</b>	14 863	14 951

## Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et états consolidés intermédiaires résumés des autres éléments du résultat global (non audité)

Périodes closes les 30 juin (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres		Semestres	
	2011	2010 (ajusté)	2011	2010 (ajusté)
<b>PRODUITS OPÉRATIONNELS</b>				
Services	2 379 \$	2 259 \$	4 716 \$	4 487 \$
Équipement	165	129	334	266
	<b>2 544</b>	<b>2 388</b>	<b>5 050</b>	<b>4 753</b>
Autres produits opérationnels	10	12	35	24
	<b>2 554</b>	<b>2 400</b>	<b>5 085</b>	<b>4 777</b>
<b>CHARGES OPÉRATIONNELLES</b>				
Achat de biens et services	1 134	997	2 232	1 965
Charge au titre des avantages du personnel	470	478	917	944
Amortissement des immobilisations corporelles	326	318	658	664
Amortissement des immobilisations incorporelles	116	91	228	199
	<b>2 046</b>	<b>1 884</b>	<b>4 035</b>	<b>3 772</b>
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>508</b>	<b>516</b>	<b>1 050</b>	<b>1 005</b>
Coûts de financement	94	117	198	232
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT</b>	<b>414</b>	<b>399</b>	<b>852</b>	<b>773</b>
Impôt sur le résultat	90	97	200	198
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>324</b>	<b>302</b>	<b>652</b>	<b>575</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>				
<b>Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat</b>				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(6)	2	2	19
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	—	—	(4)	(1)
	<b>(6)</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>	<b>18</b>
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>				
Écarts actuariels au titre des régimes de retraite à prestations définies des salariés	(127)	(211)	(83)	(217)
	<b>(133)</b>	<b>(209)</b>	<b>(85)</b>	<b>(199)</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>191 \$</b>	<b>93 \$</b>	<b>567 \$</b>	<b>376 \$</b>
<b>RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :</b>				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	321 \$	301 \$	648 \$	573 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3	1	4	2
	<b>324 \$</b>	<b>302 \$</b>	<b>652 \$</b>	<b>575 \$</b>
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :</b>				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	188 \$	92 \$	563 \$	374 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3	1	4	2
	<b>191 \$</b>	<b>93 \$</b>	<b>567 \$</b>	<b>376 \$</b>
<b>RÉSULTAT NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>				
De base	0,99 \$	0,94 \$	2,00 \$	1,79 \$
Dilué	0,98 \$	0,94 \$	1,99 \$	1,79 \$
<b>DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE</b>	<b>0,55 \$</b>	<b>0,50 \$</b>	<b>1,075 \$</b>	<b>0,975 \$</b>
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES ET D' ACTIONS SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION</b>				
De base	324	319	324	319
Dilué	326	320	326	319



# États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière (non audité)

(en millions)	Au 30 juin 2011	Au 31 décembre 2010 <i>(ajusté)</i>	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010
<b>ACTIF</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et placements temporaires, montant net	21 \$	17 \$	41 \$
Débiteurs	1 379	1 318	1 195
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	158	62	16
Stocks	320	283	270
Charges payées d'avance	247	113	105
Actifs dérivés	8	4	1
	<b>2 133</b>	<b>1 797</b>	<b>1 628</b>
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations corporelles, montant net	7 834	7 831	7 832
Immobilisations incorporelles, montant net	6 156	6 152	6 166
Goodwill, montant net	3 666	3 572	3 572
Autres actifs non courants	342	235	286
Placements	21	37	41
	<b>18 019</b>	<b>17 827</b>	<b>17 897</b>
	<b>20 152 \$</b>	<b>19 624 \$</b>	<b>19 525 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts à court terme	404 \$	400 \$	500 \$
Créditeurs et charges à payer	1 349	1 477	1 336
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	17	6	174
Dividendes à payer	178	169	150
Facturation par anticipation et dépôts de clients	634	658	530
Provisions	110	122	299
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 284	847	549
Partie courante des passifs dérivés	5	419	62
	<b>3 981</b>	<b>4 098</b>	<b>3 600</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Provisions	185	204	91
Dette à long terme	5 503	5 209	5 623
Autres passifs non courants	567	649	1 334
Impôt sur le résultat différé	1 831	1 683	1 522
	<b>8 086</b>	<b>7 745</b>	<b>8 570</b>
<b>Passif</b>	<b>12 067</b>	<b>11 843</b>	<b>12 170</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	8 059	7 759	7 334
Participations ne donnant pas le contrôle	26	22	21
	<b>8 085</b>	<b>7 781</b>	<b>7 355</b>
	<b>20 152 \$</b>	<b>19 624 \$</b>	<b>19 525 \$</b>

## Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 30 juin (en millions)	Trimestres		Semestres	
	2011	2010	2011	2010
		<i>(ajusté)</i>		<i>(ajusté)</i>
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>				
Résultat net	324 \$	302 \$	652 \$	575 \$
Ajustements visant le rapprochement du résultat net et des entrées liées aux activités opérationnelles :				
Dotation aux amortissements	442	409	886	863
Impôt sur le résultat différé	129	147	173	180
Rémunération fondée sur des actions	5	6	—	7
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies des salariés	(7)	(3)	(16)	(6)
Cotisations patronales aux régimes à prestations définies des salariés	(15)	(44)	(250)	(89)
Profit résultant de la réévaluation à la juste valeur à la date d'acquisition de la participation de 51 % dans Transactel (Barbados) Inc.	—	—	(16)	—
Autres	(19)	6	(31)	(15)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(326)	(300)	(472)	(478)
Entrées liées aux activités opérationnelles	533	523	926	1 037
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses en immobilisations	(456)	(397)	(865)	(708)
Acquisitions et autres	—	—	(50)	—
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	—	—	—	3
Autres	(26)	8	(22)	9
Sorties liées aux activités d'investissement	(482)	(389)	(937)	(696)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Émission d'actions sans droit de vote	2	2	19	2
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	(170)	(120)	(285)	(249)
Émission et remboursement d'emprunts à court terme	(18)	—	4	(100)
Émission de titres de créance à long terme	1 780	878	2 410	1 753
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(1 590)	(899)	(2 072)	(1 746)
Acquisition d'une participation additionnelle dans une filiale auprès d'une participation ne donnant pas le contrôle	(51)	—	(51)	—
Dividendes versés par une filiale à des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(4)	(1)
Autres	(6)	—	(6)	—
Entrées (sorties) liées aux activités de financement	(53)	(139)	15	(341)
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>				
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	(2)	(5)	4	—
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	23	46	17	41
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	21 \$	41 \$	21 \$	41 \$
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE</b>				
Intérêts (versés)	(145) \$	(187) \$	(206) \$	(225) \$
Impôt sur le résultat (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payé) reçu, montant net	(50) \$	(58) \$	(116) \$	(309) \$

## Information sectorielle

Trimestres clos les 30 juin (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<b>Produits opérationnels</b>								
Produits externes	1 333 \$	1 216 \$	1 221 \$	1 184 \$	— \$	— \$	2 554 \$	2 400 \$
Produits intersectoriels	10	9	40	40	(50)	(49)	—	—
	<b>1 343 \$</b>	<b>1 225 \$</b>	<b>1 261 \$</b>	<b>1 224 \$</b>	<b>(50) \$</b>	<b>(49) \$</b>	<b>2 554 \$</b>	<b>2 400 \$</b>
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>565 \$</b>	<b>520 \$</b>	<b>385 \$</b>	<b>405 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>950 \$</b>	<b>925 \$</b>
<b>Dépenses en immobilisations totales</b>	<b>107 \$</b>	<b>99 \$</b>	<b>349 \$</b>	<b>298 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>456 \$</b>	<b>397 \$</b>
<b>BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales</b>	<b>458 \$</b>	<b>421 \$</b>	<b>36 \$</b>	<b>107 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>494 \$</b>	<b>528 \$</b>
							<b>Produits opérationnels</b>	<b>2 554 \$</b>
							Achat de biens et services	1 134
							Charge au titre des avantages du personnel	470
								478
							<b>BAIIA</b>	<b>950</b>
							Amortissement des immobilisations corporelles	326
							Amortissement des immobilisations incorporelles	116
								91
							<b>Résultat opérationnel</b>	<b>508 \$</b>
								516 \$

Semestres clos les 30 juin (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
<b>Produits opérationnels</b>								
Produits externes	2 641 \$	2 393 \$	2 444 \$	2 384 \$	— \$	— \$	5 085 \$	4 777 \$
Produits intersectoriels	19	16	80	76	(99)	(92)	—	—
	<b>2 660 \$</b>	<b>2 409 \$</b>	<b>2 524 \$</b>	<b>2 460 \$</b>	<b>(99) \$</b>	<b>(92) \$</b>	<b>5 085 \$</b>	<b>4 777 \$</b>
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>1 116 \$</b>	<b>1 015 \$</b>	<b>820 \$</b>	<b>853 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 936 \$</b>	<b>1 868 \$</b>
<b>Dépenses en immobilisations totales</b>	<b>183 \$</b>	<b>158 \$</b>	<b>682 \$</b>	<b>550 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>865 \$</b>	<b>708 \$</b>
<b>BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales</b>	<b>933 \$</b>	<b>857 \$</b>	<b>138 \$</b>	<b>303 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 071 \$</b>	<b>1 160 \$</b>
							<b>Produits opérationnels</b>	<b>5 085 \$</b>
							Achat de biens et services	2 232
							Charge au titre des avantages du personnel	917
								944
							<b>BAIIA</b>	<b>1 936</b>
							Amortissement des immobilisations corporelles	658
							Amortissement des immobilisations incorporelles	228
								199
							<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1 050 \$</b>
								1 005 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits opérationnels diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs opérationnels et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.



# Communiqué

## **TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES**

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de cinquante-cinq cents (0,55 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de cinquante-cinq cents (0,55 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 3 octobre 2011 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 9 septembre 2011.

Par ordre du conseil

Audrey Ho  
Première vice-présidente  
Avocate-conseil en chef et secrétaire générale

Vancouver, Colombie-Britannique  
Le 4 août 2011

Renseignements : Relations avec les investisseurs, 604-643-4113, [ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)